

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LE
CARACTÈRE HOSTILE
DE LA PROPRIÉTÉ PRIVÉE
DANS LA GUERRE MARITIME

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Lundi 6 Novembre 1911, à 3 heures

PAR

Ferdinand GILLET

Président : M. ANDRÉ WEISS.

Suffragants : { MM. GEOUFFRE DE LAPRADELLE, professeur.
JÈZE, agrégé.

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1911

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LE
CARACTÈRE HOSTILE
DE LA PROPRIÉTÉ PRIVÉE
DANS LA GUERRE MARITIME

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le Lundi 6 Novembre 1911, à 3 heures

PAR

Ferdinand GILLET

Président : M. ANDRÉ WEISS.

Suffragants : { MM. GEOUFFRE DE LAPRADELLE, *professeur.*
JÈZE, *agrégé.*



PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1911



Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

Il est particulièrement important, dans la guerre maritime de distinguer la propriété ennemie et la propriété neutre :

Dans la guerre continentale, toute propriété privée est en principe respectée (1) ; mais si, par le fait de l'occupation d'un territoire, certaines atteintes indirectes sont portées à la population paisible, si celle-ci se voit frappée de contributions, de réquisitions, etc..., par l'envahisseur qui juge utile d'assurer ainsi son action militaire, les neutres dont les propriétés se trouvent dans le pays envahi, ne peuvent pas plus que les sujets de l'État ennemi, se plaindre de ces atteintes considérées comme une nécessité de force majeure (2).

(1) Règlement de La Haye concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre 1899 et 1907, art 46 : « La vie des individus et la propriété privée... doivent être respectées. La propriété privée ne peut être confisquée. »

(2) Lors de la guerre de 1870, la Grande-Bretagne obtint en fait une indemnité pour des navires coulés à Duclair par les Allemands, qui voulaient barrer la Seine aux vaisseaux de guerre français, mais Bismarck avait protesté avec raison contre cette exigence. D'ailleurs il ne fut rien réclamé pour les réquisitions exercées contre un Anglais,

Dans la guerre maritime au contraire la propriété ennemie est saisissable par cela seul qu'elle est ennemie : un navire est-il arrêté et pris, il suffira qu'il soit considéré comme ayant le caractère hostile pour que la prise soit justifiée ; mais par contre, si le navire est neutre, il ne devra pas être inquiété en général et c'est seulement dans le cas où il se livrerait à des actes qui sembleraient nuisibles aux succès des opérations de l'un des belligérants, par exemple, s'il violait un blocus ou s'il transportait de la contrebande de guerre pour l'adversaire, qu'il serait saisissable.

Ainsi sur terre en principe, toute propriété privée est inviolable, tandis que sur mer les belligérants ne sont tenus de respecter que la propriété privée neutre. Pourquoi cette différence ? C'est, dit-on, que les conditions de la guerre doivent varier avec le théâtre des hostilités : dans la guerre continentale, la lutte se déroule en général sur le territoire des États en conflit, l'un des adversaires envahit une partie du pays ennemi et l'occupe ; sans doute le combat ne s'engage qu'entre les forces armées, mais l'atteinte indirecte portée à la population pacifique n'en est moins très sensible : contributions, réquisitions, entraves à la circulation et au commerce en général sont les conséquences de l'occupation, elles frappent le pays tout entier dans sa vie économique et le déterminent autant que la destruction de ses armées à renoncer à la lutte. Dans

Lawrence Smith, par les troupes allemandes occupant Saint-Ouen. (Calvo, *Droit international théorique et pratique*, 4^e éd., 1888, t. IV, par. 2245-2252.)

la guerre maritime la situation est toute différente : l'action contre les seules forces militaires de l'adversaire ne donnerait qu'un résultat bien limité puisque, même après les avoir complètement anéanties, étant dans l'impossibilité d'occuper le domaine maritime tout entier, on devrait laisser l'ennemi retirer de l'usage de la mer à peu près le même profit qu'en temps de paix (1). Ce sont là, ajoute-t-on, des considérations pratiques dont les conséquences sont sans doute en contradiction avec les principes énoncés par J.-J. Rousseau (2) et autres théoriciens du droit international ; mais croit-on que dans la guerre les belligérants se soient jamais laissés guider par des principes abstraits et qu'ils aient vu dans les règles auxquelles ils se soumettent autre chose que leur intérêt bien compris ? N'est-ce pas dans leur propre intérêt qu'ils ménagent sur terre la population du pays envahi, uniquement pour ne pas la pousser à se soulever contre eux et à arrêter leur mouvement en avant, n'est-ce pas aussi dans l'espoir d'utiliser au mieux de leurs intérêts les richesses du territoire qu'ils occupent, qu'ils renoncent à les détruire ? Sur mer il en va de même, on poursuit systématiquement la propriété privée ennemie, c'est qu'on

(1) Despagne, *Cours de Droit international public*, 4^e édition, p. 954.

(2) J.-J. Rousseau, *Contrat social*, Livre I, Chap. iv : « La guerre n'est point un rapport d'homme à homme, mais une relation d'Etat à Etat, dans laquelle les particuliers ne sont ennemis qu'accidentellement, non point comme hommes ni même comme citoyens, mais comme soldats, non point comme membres de la patrie, mais comme ses défenseurs. »

a intérêt à la détruire, on respecte, au contraire, la propriété neutre, c'est qu'on craint de voir les nations neutres intervenir dans la lutte pour défendre leurs sujets, c'est même si bien là l'unique raison qui force les belligérants à modérer leurs exigences que, quand ils se sont sentis assez forts pour n'avoir pas à craindre cette intervention, ils n'ont pas hésité à écraser et à ruiner le commerce neutre comme le commerce ennemi pour rendre plus complète, après la victoire, leur suprématie sur mer.

Ces mobiles qui guident en réalité les États engagés dans une guerre ont été fort nettement mis en lumière par M. Dupuis, dans son remarquable ouvrage « le Droit sur la guerre maritime d'après les Doctrines anglaises contemporaines » et comme pour préciser la situation actuelle nous croyons utile de rappeler brièvement les règles appliquées jusqu'à notre époque en ce qui concerne le traitement appliqué à la propriété privée ennemie ou neutre sur mer, nous ne pouvons mieux faire que de le suivre quand il passe en revue les différents systèmes consacrés au cours des siècles par les usages, les lois et les traités.

Point n'est besoin d'ailleurs dans cette étude rapide de remonter à l'antiquité car alors la règle est très simple : tout ce qui n'est pas ami est ennemi et saisissable : « Romanos aut socios aut hostes habeatis oportet ; media nulla via est » (Tite-Live) et il en est ainsi jusqu'au moyen âge (1).

(1) Despagne, *op. cit.*, p. 1195.

Mais à partir du xiv^e siècle l'idée de neutralité se fait jour et se précise peu à peu ; on n'empêche plus les sujets des nations qui restent en dehors de la lutte de commercer entre eux, cependant au xiv^e et au xv^e siècles on leur interdit encore toute relation avec l'ennemi. C'est faire bon marché de leur droit essentiel à continuer leur commerce comme au temps de paix, on s'explique toutefois que ces pratiques aient été admises à une époque où ce droit n'était pas encore nettement établi. Dans leur traité du 12 août 1689, l'Angleterre et la Hollande alliées contre la France voulurent y revenir, mais les protestations de la Suède et du Danemark les forcèrent à y renoncer.

Au début du xix^e siècle, la France et l'Angleterre reprirent les mêmes règles dans le décret de Berlin et dans les Orders in Council de 1806 et de 1807, nul ne protesta et il dépendit des belligérants seuls de ne pas les appliquer dans toute sa rigueur.

Cependant un autre système moins rigoureux était généralement admis en France depuis le xvi^e siècle ; c'était celui de l'« infection hostile » comme l'appelèrent les Anglais. La marchandise ennemie était saisissable sur un navire neutre et avec elle le navire et les marchandises neutres qu'il contenait ; de mêmes celles-ci étaient saisissables sur un navire ennemi « Robe d'ennemi confisque robe d'ami ». On ne mettait plus ainsi obstacle qu'à l'aide directe au commerce de l'adversaire, mais on portait atteinte à la propriété neutre en même temps qu'à

la propriété ennemie, en réalité on voulait non seulement empêcher les neutres de profiter de la guerre pour étendre leur commerce, mais encore les affaiblir pour s'assurer la suprématie sur mer après la paix ; on voulait aussi favoriser les corsaires en augmentant leur butin et en supprimant des distinctions qui, bien que légitimes, gênaient leur liberté d'action. L'ordonnance de 1543, article 42, et l'ordonnance de 1584, article 69, qui ne fait que reproduire les dispositions de la première, sont très nettes à cet égard : « Et pour ce que par cy devant sous couleur des pratiques et intelligences qu'ont aucuns de nos alliés et confédérez avec nos ennemis, lorsqu'il y avait aucune prise faite sur mer par nos subjects, plusieurs procès se suscytoient par nos dits alliez voulant dire que les biens pris en guerre leur appartenaient, sous ombre de quelque part et portion qu'ils avoyent avec nos dits ennemis, dont se sont ensuyvies grosses condamnations à l'encontre de nos dits sujets au moyen de quoy iceux nos subjects ont depuis craint esquiper navires en guerre pour nous faire service et endommager nos dits ennemis, nous pour remédier à telles fraudes et *afin que nos dits subjects reprennent leur courage, et ayant meilleur désir et occasion d'équiper navires en guerre par mer*, avons voulu et ordonné, voulons et ordonnons, que si les navires de nos dits subjects font en temps de guerre, prises par mer d'aucuns navires appartenant à autres nos subjects ou alliez, confederez ou amis, esquels il y ait biens, marchandises ou gens de nos enne-

mis ou bien aussi navires de nos dits ennemis esquels il y ait personnes, marchandises ou autres biens de nos dits sujets, confederez et amis ou esquels nos dits subjets, alliez fussent prisonniers en quelque portion, que le tout soit déclaré de bonne prise, et dès à présent comme pour lors avons ainsi déclaré, et déclarons par ces présentes comme si le tout appartenait à nos dits ennemis... » (1).

Les règles appliquées par l'Angleterre à la même époque étaient beaucoup plus libérales, c'étaient celles du consulat de la mer : « ... Si le navire qui sera pris appartient à des amis, tandis que les marchandises qu'il porte appartiennent à des ennemis, l'amiral du navire armé peut forcer et contraindre le patron du navire qu'il aura pris à lui apporter ce qui appartiendra aux ennemis, et même il peut l'obliger à le garder jusqu'à ce qu'il soit en lieu de sûreté... Si le navire appartient à des ennemis et la cargaison à des amis, les marchands qui s'y trouvent et à qui la cargaison appartiendra en tout ou en partie, doivent s'accorder avec l'amiral pour racheter à un prix convenable et comme ils pourront, ce navire qui est de bonne prise ; et il doit leur offrir une composition ou pacte raisonnable, sans leur faire supporter aucune injustice. Mais si les marchands ne veulent pas faire un accord

(1) Isambert. *Recueil des anciennes lois françaises*, t. XIV, p. 579. L'Ordonnance de 1681 (titre IX, art. 7) dit aussi : « Tous navires qui se trouveront chargés d'effets appartenant à nos ennemis et les marchandises de nos sujets ou alliés qui se trouveront dans un navire ennemi seront pareillement de bonne prise. » Isambert, t. XIX, p. 334.

avec l'amiral, celui-ci a le droit d'amariner le navire et de l'envoyer au lieu où lui-même aura armé et les marchands sont obligés de payer le fret de ce navire de même que s'il avait porté leur cargaison au lieu pour lequel elle était destinée, et rien de plus » (1). Ainsi les marchandises neutres étaient respectées sur un navire ennemi et celui-ci était confisqué, de même les marchandises ennemies étaient confisquées sur un navire neutre mais celui-ci était laissé libre. Ce système fut adopté par la France à plusieurs reprises (2) pour ménager les neutres. C'est le système traditionnel de l'Angleterre qui, jusqu'au début du XIX^e siècle n'essaya guère d'y déroger que dans le traité de 1689 avec les Pays-Bas, et nous avons vu qu'alors les neutres la forcèrent à y revenir.

Ces règles sont, comme le dit M. Dupuis (3) l'essai le plus rationnel de conciliation des intérêts et des droits des neutres et des belligérants. Mais elles présentaient de graves difficultés dans l'application, elles gênaient tout le commerce puisqu'elles autorisaient à arrêter et à visiter tous les navires pour vérifier le caractère de leur cargaison. Aussi les Hollandais, qui faisaient le transport des marchandises de tous les pays, cherchèrent-ils à faire

(1) Consulat de la Mer, chap. cclxxvi Pardessus, t. II, pp. 304 et 305.

(2) Voir notamment l'Ordonnance de 1650, art. 6. Isambert, t. XVII, p. 499, et l'Ordonnance 1744, art. 4-5. Isambert, t. XXII, p. 174 et 175.

(3) Le Droit de la guerre maritime, d'après les doctrines anglaises contemporaines, p. 59.

adopter un autre système plus favorable à la libre circulation des neutres ; d'après ce système on ne devait plus tenir compte que de la nationalité du navire : navire libre, marchandises libres, navire ennemi, marchandises ennemies. Ce système fut adopté dans de nombreux traités au xvii^e et au xviii^e siècles, en particulier dans le traité des Pyrénées de 1659 (1) et dans les traités d'Utrecht de 1713 (2). C'est aussi celui qui fut admis dans le règlement français de 1778 appliqué jusqu'à la déclaration de Paris de 1856, sauf dans la période comprise entre le 29 nivôse an VI et le 29 frimaire an VIII où l'on attribua aux navires la qualité neutre ou ennemie suivant la nature de la cargaison. Remarquons d'ailleurs que le règlement de 1778 dit seulement dans son article premier : « Fait défense sa majesté à tous armateurs, d'arrêter et de conduire dans les ports du royaume les navires des puissances neutres, quand même ils sortiraient des ports ennemis ou qu'ils y seraient destinés... » mais il a toujours été interprété comme reconnaissant le principe « navires libres, marchandises libres » puisqu'il garantit aux neutres la liberté de commerce avec l'ennemi (3). La Ligue de

(1) Art. 15 : « ... Aussi sera libre et affranchi tout ce qui sera et se trouvera dans les navires appartenant aux sujets du roi très chrétien, encore que la charge ou partie d'icelle fut aux ennemis dudit seigneur roi catholique » (et même clause pour les navires espagnols). Dumont, t. VI, par. 2, p. 264.

(2) De Boeck. *La propriété ennemie sous pavillon ennemi*, p. 49.

(3) Voir notamment : Pistoye et Duverdy. *Traité des Prises maritimes*. 1859, t. I, p. 362-364. — Wheaton. *Histoire du progrès du*

neutralité armée de 1780, formée à l'instigation de la Russie pour protester contre les abus de l'Angleterre, consacra également l'inviolabilité de la propriété ennemie sous pavillon neutre, mais comme d'après le consulat de la mer, l'Angleterre reconnaissait l'inviolabilité de la propriété neutre sous pavillon ennemi, on n'eut garde de parler de la seconde partie de la règle qui autorisait la saisie de la propriété neutre sous pavillon ennemi.

Les mêmes principes figurent dans le traité de Versailles de 1783 et dans le décret de la Convention du 17 février 1793. Mais, la violence que prirent les guerres de la Révolution et de l'Empire, les mesures de représailles entre la France et l'Angleterre, empêchèrent de les mettre en pratique. C'est l'époque du blocus continental et des Orders in Council dont nous avons parlé, l'interdiction de toute relation commerciale entre neutres et belligérants le retour aux mesures les plus arbitraires contre les puissances étrangères à la lutte, le mépris des principes les plus élémentaires du droit international.

Au Congrès de Vienne de 1815 il ne fut pas question de la guerre maritime (1). Mais en 1854, lors de la guerre de Crimée, ces deux anciennes rivales, la France et l'Angleterre se trouvèrent alliées contre la Russie. Or leurs usages

droit des gens, 4^e édit., I, p. 357. — Gessner. *Droit des neutres sur mer*, 2^e éd., p. 48, n^o 2.

(1) Tous les traités conclus entre les nations civilisées de 1815-54 consacrent le principe : « Le pavillon couvre les marchandises et les confisque ». Seule l'Angleterre ne rentre pas dans ce grand mouvement (de Boeck, pp. 101-102).

et leurs règlements différaient, une entente était nécessaire, elle se fit pour le plus grand profit des neutres : En effet, dans des déclarations identiques des 28 et 29 mars 1854 (1) les deux alliées décidèrent de ne garder de leurs anciennes pratiques que ce qui était favorable aux neutres, de respecter la marchandise neutre même sous pavillon ennemi comme le faisait l'Angleterre d'après le Consulat de la mer, et aussi la marchandise ennemie sous pavillon neutre comme le faisait la France d'après le Règlement de 1778. Le système adopté pour la guerre de Crimée peut donc se résumer ainsi : Le pavillon couvre la marchandise et ne la confisque pas.

Après la paix, la France qui avait renoncé à toute idée de suprématie sur mer, proposa d'ériger ces règles en principes du droit des gens ; l'Angleterre accepta pour obtenir l'abolition de la course. Ainsi furent établies la deuxième et la troisième règles de la Déclaration de Paris du 16 avril 1856 (2) :

« Le pavillon neutre couvre la marchandise ennemie à l'exception de la contrebande de guerre.

« La marchandise neutre, à l'exception de la contrebande de guerre n'est pas saisissable sous pavillon ennemi ».

(1) De Pistoye et Duverdy. *Traité des prises maritimes*, 1859, t. II, pp. 468-471.

(2) Pistoye et Duverdy. *Traité des prises maritimes*, 1859, t. II, p. 507. — Barboux. *Jurisprudence du Conseil des prises pendant la guerre de 1870-1871*, p. 15.

(La première règle était relative à la course, la quatrième, au blocus).

43 États ont adhéré à la Déclaration. Les États-Unis sont la seule puissance civilisée aujourd'hui dissidente. Ils auraient voulu qu'on aille plus loin et qu'on abolisse, non seulement la course, mais la capture de la propriété privée. D'ailleurs dans leur guerre de 1898 avec l'Espagne, ils ont déclaré qu'ils observeraient les règles de la Déclaration de Paris (1) et depuis ils ont pris part aux conférences de La Haye et de Londres et ont adhéré à des conventions qui supposaient admises les règles de 1856.

Ces règles sont les dernières qui aient été acceptées ainsi en fait par toutes les nations civilisées, sur la question du traitement de la propriété privée ennemie et de la propriété neutre dans la guerre maritime. La capture de la première reste admise en principe et le même intérêt subsiste toujours à savoir dans quel cas on aura affaire à l'une ou à l'autre. Cet intérêt est même d'autant plus grand que, d'après certains auteurs (2), si la Grande-

(1) Proclamation du président Mac-Kinley, 26 avril 1898 : « Etant donné que, comme il est désirable qu'une guerre de cette sorte soit considérée suivant les principes mis en harmonie avec les vœux actuels des nations et sanctionnés par la pratique la plus récente, il a été déjà annoncé que la politique du gouvernement sera de ne pas recourir à la course et qu'il adhère aux règles de la Déclaration de Paris... »

L'Espagne n'a adhéré à la Déclaration qu'en 1907, mais dans le décret royal du 23 avril 1898, art. 3, elle décidait d'observer les trois dernières règles.

(2) Dupuis, *op. cit.*, p. 82.

Bretagne a donné et maintenu son adhésion à la Déclaration de Paris, c'est en considérant que la façon très restrictive dont ses tribunaux de prises comprennent la neutralité, lui laisserait presque autant de liberté qu'auparavant si elle était belligérante, tandis qu'elle profiterait d'avantages nouveaux si elle était neutre, la plupart des États reconnaissant d'une façon beaucoup plus large qu'elle, le caractère neutre à la propriété. Ces considérations, ainsi que son désir de voir abolir la course dont elle avait toujours eu à souffrir, expliqueraient qu'elle ait consenti à une entente sur des questions touchant à la guerre maritime, et qu'elle se soit en 1856 départi d'une réserve qu'elle n'a cessé d'observer à part cela jusqu'à ces dernières années tant qu'elle s'est sentie assez forte sur mer pour imposer ses volontés et n'avoir rien à redouter des flottes des autres nations (1). Cependant l'opinion publique anglaise s'est inquiétée du nouvel état de choses créé par la Déclaration de Paris. L'Angleterre

(1) C'est ainsi qu'au Congrès de Vienne en 1815, sa seule présence explique qu'aucune question de droit maritime n'ait été tranchée. C'est ainsi également qu'elle n'accepta d'envoyer des délégués à la Conférence de Bruxelles en 1874 que sur la promesse formelle que la discussion ne porterait que sur la guerre continentale. De même en 1899, à la 1^{re} Conférence de la Haye, tous les problèmes importants touchant la guerre sur mer furent réservés. Et si parfois, comme en 1884, à propos des câbles sous-marins, elle a consenti à une entente sur des questions de droit maritime, elle n'a pas manqué de spécifier qu'elle n'entendait se lier que pour le temps de paix et qu'en cas de guerre elle reprendrait sa liberté d'action (Convention de Paris sur les câbles télégraphiques, 14 mars 1884, art. 15).

se trouve en effet dans une situation particulière : l'agriculture cédant peu à peu la place à l'industrie, son territoire ne suffit plus à fournir les subsistances à sa population, de même qu'il ne peut donner toutes les matières premières à ses manufactures. Pour vivre il lui faut recourir à l'étranger, et c'est à l'étranger également qu'elle doit pouvoir écouler la plus grande partie des produits de ses usines. Or tout ce mouvement commercial qui se fait par mer et actuellement sous pavillon anglais, ne pourrait jamais en temps de guerre se faire uniquement sous pavillon neutre (1), il resterait donc des navires et des marchandises anglais exposés à la capture, tandis que l'ennemi pourrait continuer son commerce en toute tranquillité, en substituant seulement des navires neutres aux siens. Ne vaudrait-il pas mieux dans ces conditions rétablir l'ancien état de choses où du moins les risques étaient les mêmes pour tous, ont dit certains auteurs ?

Mais un autre mouvement s'est produit : Au lieu de

(1) Au commencement du xix^e siècle, la Grande Bretagne importait environ 2 livres de blé et de farine par an et par tête d'habitant ; à présent, à la fin de ce même siècle, elle en importe environ 470. Quand la guerre éclata de nouveau avec la France en 1803, elle avait à protéger, en chiffres ronds, une flotte marchande de 2 millions de tonneaux et un commerce extérieur de 62 millions de livres ; aujourd'hui, elle et ses colonies ont une marine de plus de 40 millions de tonneaux et un commerce extérieur s'élevant à 4.100 millions de livres. »

Lawrence, *The Principles of international law*, 1898, par. 216 p. 412.

revenir en arrière, pourquoi ne pas faire au contraire un nouveau pas en avant ? On a favorisé jusqu'ici le commerce neutre, allons plus loin, assimilons la propriété ennemie à la propriété neutre et consacrons l'inviolabilité de l'une comme nous avons peu à peu admis celle de l'autre. « Je maintiens, dit Cobden, à la Chambre de Commerce de Manchester en 1862, que, après le changement qui avait été introduit affirmant les droits et privilèges des neutres, il eût été de l'intérêt de l'Angleterre de pousser le principe jusqu'à la limite proposée par l'Amérique » et, en 1888, Henri Maine écrit : « Si la proposition du gouvernement américain d'abandonner la course à condition que la propriété privée soit exempte de capture était universellement adoptée, elle sauverait notre pain et elle sauverait les denrées qui sont le prix de notre pain de leurs plus formidables ennemis et désarmait l'espèce la plus redoutable de ces ennemis (1). »

Dès 1856, Cobden entreprit une campagne en faveur de l'inviolabilité et à son instigation les Chambres de Commerce anglaises réclamèrent au Parlement un vote dans ce sens : Ce fut en vain d'ailleurs et chaque fois que la question fut posée à la Chambre des Communes (1862, 1866), la motion tendant à reconnaître l'inviolabilité fut repoussée comme incompatible avec les intérêts anglais.

(1) Ces paroles de Cobden et de Maine sont citées par M. Choate, délégué des Etats-Unis à la 2^e Conférence de La Haye, dans son discours du 28 juin 1907 (Actes et Documents de la 2^e Conférence de la Paix, 1909, t. III, pp. 754 et 755).

Cependant les commerçants sont restés fidèles à leur opinion et devant la Commission extraparlamentaire qui de 1903 à 1905 fut chargée de rechercher les remèdes à la situation actuelle, c'est encore en faveur de l'abolition du droit de prise qu'ils se sont prononcés.

D'ailleurs sur le continent le même mouvement s'était produit : une motion tendant à faire adopter le principe de l'inviolabilité était proposée dans une assemblée d'armateurs et de commerçants à Brême, le 2 décembre 1859 et elle fut acceptée par le commerce des principales villes d'Allemagne. En France, en Suède (1), au Caire (2), les négociants émirent des vœux dans le même sens.

Les Parlements furent saisis de la question (3). La conférence intraparlamentaire de l'arbitrage et de la paix s'en occupa à plusieurs reprises, notamment à Christiania, en 1899 (4). Les principaux représentants de la Science du Droit international, au moins sur le continent, se prononcèrent pour l'abolition du droit de capture : à l'Académie des Sciences morales et politiques en 1860 et en 1866 à l'Institut de droit international dans les sessions de 1875, 1877 et 1882 (6).

(1) De Boeck. *De la propriété privée ennemie sous pavillon ennemi*, 1882, p. 126. — Dalloz. *Rep. alphab. suppl.*, t. XIII. *Prises marit.*, n° 15.

(2) 1869. Vidari. Navires ennemis, marchandises ennemies. *Revue de Dr. intern. et de Législ. comparée*, 1871, p. 272.

(3) De Boeck, p. 126.

(4) *Revue gén. de Dr. intern. public*, t. VI, p. 906.

(5) De Boeck, p. 432.

(6) *Annuaire de l'Institut de Dr. internat.*

Bien plus, le principe du respect de la propriété privée ennemie sur mer a été admis par certains gouvernements et consacré dans des textes : Dès 1785, les Etats-Unis et la Prusse, dans l'article 23 du traité du 10 septembre, décident que « s'il survient une guerre entre les parties contractantes..... tous les vaisseaux marchands et commerçants, employés à l'échange des productions des différents endroits, passent librement sans être molestés ». Dans le décret du 30 mai 1792 (1), l'Assemblée législative invite l'exécutif à négocier avec les puissances étrangères pour obtenir la suppression de la course et du droit de prise ; d'ailleurs, ces négociations n'aboutissent pas. Napoléon se déclare partisan de l'inviolabilité dans le décret de Berlin du 21 novembre 1806, celui-là même qui proclame le blocus continental. Dans le préambule il est dit en effet : les dispositions du présent décret seront constamment considérées comme principe fondamental de l'Empire, jusqu'à ce que l'Angleterre ait reconnu que le droit de la guerre est un, et le même sur terre que sur mer, qu'il ne peut s'étendre ni aux propriétés privées quelles qu'elles soient, ni à la personne des individus étrangers à la profession des armes, et que le droit de blocus doit être restreint aux places fortes réellement investies par des forces suffisantes..... » (2).

En fait, la France renonce au droit de capture dans l'expédition d'Espagne en 1823, l'Autriche, la Prusse et

(1) *Moniteur*, 1^{er} juin 1792, p. 634.

(2) Duvergier. *Recueil des lois et décrets*, t. XVI, p. 67.

l'Italie dans la guerre de 1866. A cette époque l'Italie avait déjà admis le principe de l'inviolabilité sous conditions de réciprocité dans les articles 211 et 212 de son code de la marine marchande (1865) ; et le 26 février 1871 elle signait avec les Etats Unis un traité dans lequel il est stipulé (art. 12) que, en cas de guerre entre les deux nations « la propriété privée de leurs citoyens ou sujets respectifs, à l'exception de la contrebande de guerre, ne pourra être prise ni saisie, en pleine mer ou ailleurs, par les bâtiments armés où les forces militaires de l'autre partie, étant bien entendu que cette exception ne s'étend pas aux bâtiments et à leur cargaison qui tenteraient d'entrer dans un port bloqué par les forces navales de l'autre partie » (1).

Du reste, les Etats-Unis se sont toujours montrés partisans de l'abolition du droit de capture. Il est vrai, fait remarquer M. Dupuis (2), que, neutres, ils auraient ainsi la meilleure garantie pour le respect de leur commerce, et que, belligérants, ils n'auraient plus à craindre qu'un débarquement, danger infiniment moins redoutable,

(1) Au début de la guerre sino-japonaise, en août 1894, les gouvernements des deux Etats belligérants se mirent d'accord pour exempter de capture les navires marchands ; mais la Chine ne tint aucun compte de son engagement et n'entendit respecter que les navires qui se trouvaient dans les ports neutres ou qui commerçaient dans une autre région que les côtes de Chine. La question en resta là. (S. Takahashi. *Cases on international law during the chino-japanese war*, Cambridge, 1899, pp. 9 et 10).

(2) Dupuis. *Le droit de la guerre maritime, d'après les doctrines anglaises contemporaines*, p. 74.

étant donnée leur situation, que celui qu'ils courraient maintenant et tant que leurs navires marchands seront exposés aux attaques de leurs adversaires. Il est vrai aussi comme le reconnaît M. Choate à la 2^e Conférence de la Paix, en 1907 (1), que « dans la pratique... ils ont, dans toutes leurs guerres, exercé le droit que s'arrogent les belligérants de capturer les navires privés de l'ennemi, et parfois, comme dans la guerre de 1812, ils l'ont fait sur une très grande échelle », mais c'est que d'autres puissances, bien qu'adoptant l'inviolabilité par moments pour des intérêts temporaires et par des accords particuliers, n'ont jamais consenti à en faire une règle permanente du droit international, et que cela ne pouvait se faire que par le consentement de toutes les nations. Et il faut reconnaître que le gouvernement américain n'a cessé de prôner une entente sur ce point : En 1823, le Président Monroë proposait à la France, à la Russie et à l'Angleterre, « un projet de convention internationale pour régulariser le principe de la neutralité maritime et commerciale » stipulant l'abolition de la course et l'inviolabilité de la propriété privée. En 1856, nous avons vu que si les États-Unis refusèrent d'accéder à la Déclaration de Paris, c'est seulement parce que l'inviolabilité n'y était pas consacrée. A la première conférence de la Paix, en 1899, leurs délégués sou mirent la question à la deuxième Commission, mais on estima que la Conférence n'avait pas compétence

(1) Actes et Documents, t. III, p. 754.

pour la solutionner et l'on se contenta d'émettre le vœu que « la proposition tendant à déclarer l'inviolabilité de la propriété privée dans la guerre sur mer soit renvoyée à l'examen d'une conférence ultérieure ».

En 1904, le Président des États-Unis proposa aux puissances, la réunion d'une deuxième conférence. On était alors au plus fort de la guerre russo-japonaise, des difficultés se produisaient sans cesse sur les questions non encore résolues de droit maritime international, les neutres comme les belligérants avaient à souffrir de cette incertitude, nécessairement la nouvelle conférence devait chercher à la faire cesser ; de même qu'en 1874, la conférence de Bruxelles s'était occupée des problèmes relatifs à la guerre continentale soulevés en 1870 lors de la guerre franco-allemande, de même la deuxième conférence de La Haye devait surtout avoir pour objet de solutionner les problèmes relatifs à la guerre maritime, posés lors de la guerre russo-japonaise, c'est ce que proposèrent successivement le gouvernement américain (1) et le gouvernement russe ; le programme définitif que celui-ci soumit aux puissances en avril 1906 prévoyait en particulier... (3°) l'élaboration d'une convention relative aux lois et coutumes de la guerre maritime, concernant, notamment... (c) la propriété privée des belligérants sur mer. La conférence se réunit en 1907 et la question qui nous

(1) Circulaire de John Hay du 21 octobre 1904 pour la réunion d'une nouvelle Conférence internationale de la Paix à La Haye (Renault, *Les deux Conférences de la Paix*, 1899-1907, 2^e éd., p. 49).

intéresse fut présentée en ces termes à la quatrième commission: « Faut-il conserver ou abolir la pratique actuellement en vigueur relativement à la confiscation des navires de commerce sous pavillon ennemi. » C'est la proposition des États-Unis qui servit de base à la discussion, elle était ainsi conçue : « La propriété privée de tous les citoyens des puissances signataires, à l'exception de la contrebande de guerre, sera exempte en mer de capture ou de saisie par les navires armés ou par les forces militaires des dites puissances. Toutefois cette disposition n'implique aucunement l'inviolabilité des navires qui tenteraient d'entrer dans un port bloqué par les forces navales des susdites puissances, ni des cargaisons desdits navires ». Cette proposition fut ardemment défendue par les délégués des États-Unis, MM. Choate et Uriah Rose, et par M. Ruy Barbosa, délégué du Brésil ; « tous les arguments, en faveur de l'inviolabilité furent soutenus avec une éloquence et une force de dialectique qu'il serait difficile de surpasser » dit M. Fromageot dans son rapport sur les travaux de la quatrième commission (1). Cependant si certains États, comme la Suède, la Norvège, l'Autriche-Hongrie, et la Chine, se prononcèrent sans restriction pour la solution proposée par la délégation américaine, la plupart firent des réserves : les représentants de l'Allemagne et de la Russie auxquels se joignit

(1) Actes et Documents de la 2^e Conférence internationale de la Paix, 1909, t. III, p. 1131.

celui du Portugal (1), montrèrent combien une entente sur ce point serait illusoire tant que la contrebande et le blocus ne seraient pas nettement définis ; « en admettant des exceptions dont la portée est vague et qui, par conséquent, sont susceptibles d'une interprétation et d'une application arbitraire, dit le baron Marschall de Bieberstein, nous courons le risque de parvenir au résultat peu désirable que nous proclamons l'abolition du droit de capture et qu'en pratique le système actuellement en vigueur continue sans modifications sensibles ».

Sir Ernest Satow, au nom de la Grande-Bretagne, émit aussi des doutes sur l'importance des résultats à attendre de la suppression du droit de prise dans ces conditions, et il se prononça contre la proposition américaine tout en déclarant que « si jamais il se produisait un changement qui favorisât le décroissement des armements, son gouvernement pourrait peut-être examiner la question de nouveau » (2). Bref, vingt-un États seulement sur quarante-quatre représentés suivirent les États-Unis et parmi ceux qui se prononcèrent contre la proposition soumise au vote, se trouvèrent la France, la Grande Bretagne, le Japon, la Russie. C'est sans plus de succès que des textes conciliateurs furent proposés par le Brésil pour étendre à la guerre sur mer les règles déjà admises dans la guerre sur terre, par la Belgique pour substituer le sequestre à la

(1) *Id.*, t. III, pp. 789 et 790.

(2) *Id.*, t. III, p. 788.

saisie, par la France pour supprimer au moins les parts de prises et faire supporter par les États belligérants et non plus par les particuliers les pertes causées par l'exercice du droit de capture. Et l'on n'aboutit encore une fois, qu'à un vœu qui figure dans l'acte final du 18 octobre 1907. « La Conférence exprime le vœu que l'élaboration d'un règlement relatif aux lois et coutumes de la guerre maritime figure au programme de la prochaine Conférence et que, en attendant, les puissances appliquent autant que possible à la guerre sur mer, les principes de la convention relative aux lois et coutumes de la guerre sur mer » (1).

Cependant, la discussion à la Conférence de 1907, permet de penser, qu'une entente future n'a rien d'impossible, comme l'a dit M. Fromageot, dans son rapport au Comité d'examen (2).

Les partisans des pratiques actuelles prétendent bien que celles-ci ne sont pas aussi différentes qu'on pourrait le croire, de celles que l'on admet sur terre (3) ; le droit

(1) *Id.*, I, p. 700.

(2) *Id.*, III, p. 1045.

(3) Barboux, *op. cit.*, pp. 20 et 21. — Barboux cite la réponse de lord Palmerston aux députés des Chambres des Communes des plus grandes villes de l'Angleterre, qui venaient lui demander de renoncer au droit de capture :

« L'existence de l'Angleterre dépend de sa prépondérance maritime et celle-ci ne se pourrait maintenir si l'Etat se dépouillait du droit de capturer la propriété privée de l'ennemi et de faire prisonniers les équipages des navires marchands..... Du reste, la propriété

de réquisition, de contributions, disent-ils, frappe aussi la population paisible, l'ennemi en s'emparant de tout ce qui lui est nécessaire porte aussi atteinte au commerce ; oui, répondent les partisans du respect de la propriété privée, mais il ne prend que ce qui lui est nécessaire « sur mer, dit Rolin Jacquemyns, la règle est, prenez selon vos forces ; sur terre réquisitionnez selon vos besoins » (1) ; sur terre, on ne frappe qu'indirectement la propriété privée, sur mer on la poursuit systématiquement ; pour qu'il y ait analogie il faudrait admettre que celui qui occupe le territoire ennemi peut brûler et dévaster les usines, et les entrepôts, détruire les instruments de travail et toutes les sources de richesses, or, si de tels abus se produisent parfois, il y a longtemps qu'ils ne sont plus reconnus comme des droits. « Envoyer des forces pour dépouiller les maisons particulières de leur contenu, détruire les habitations des non combattants inoffensifs, c'est de la part d'un chef d'armée outrager grossièrement tout principe de justice et de saine morale ; c'est violer les lois de la guerre, actuellement en vigueur. Dans la même mesure et au même titre, ce pillage

privée n'est pas plus respectée sur terre qu'elle ne l'est dans les guerres maritimes ; car une armée, lorsqu'elle envahit un pays ennemi, y prend ce dont elle a besoin. »

Barboux va plus loin et prétend que, même avec le droit de prise, la guerre maritime est encore infiniment moins cruelle et moins désastreuse que ne l'est la guerre terrestre.

(1) *Revue du Droit international et de Législation comparée*, 1875, p. 698.

des navires et des chargements des non combattants, quand aucune nécessité militaire ne le commande, quand il est pratiqué dans l'unique but d'enrichir les ravisseurs ou leurs gouvernements, de terroriser les malheureux propriétaires et leur gouvernement, de les forcer à se soumettre à la volonté et aux conditions du vainqueur, est un acte qui répugne à tout principe de justice et de droit, et qui doit être enveloppé dans la même réprobation universelle qui frappe aujourd'hui les outrages de même nature quand, dans une guerre territoriale, ils sont commis contre des non combattants. » (Choate. Discours à la 4^e Commission, 2^e séance 28 juin 1907) (1).

Dira-t-on que les navires peuvent être transformés et utilisés pour la guerre avec leurs équipages? Mais alors on doit au moins respecter la cargaison qu'ils portent et même attendre que leur transformation soit faite ou sur le point de se faire, car le droit ne peut prendre en considération qu'une nécessité militaire actuelle et incontestable, suivant l'expression de M. Bulmerincq. D'ailleurs, l'Etat n'hésiterait-il pas à incorporer les bâtiments et les marins de commerce dans sa flotte de guerre si la crainte de la capture ne les forçait pas à chômer?

Dira-t-on encore que la capture de la propriété privée est le moyen le plus humain de forcer l'ennemi à cesser

(1) Actes et Documents de la 2^e Conférence internationale de la Paix, t. III, p. 756.

la lutte ? Mais, comme le dit M. de la Pradelle (1), s'attaquer aux richesses, c'est s'attaquer à la vie, non sans doute à celle des combattants qui forme l'enjeu de la lutte, mais à celle des non combattants qui doivent rester en dehors. De plus, la saisie contribue-t-elle réellement à amener la fin des guerres ? Jamais celles-ci n'ont été si longues et si fréquentes qu'au temps où les corsaires avaient en fait toute liberté d'action. « Si nous examinons l'exemple des temps antérieurs, disait lord Palmerston à la chambre de commerce de Liverpool, le 8 novembre 1856, nous ne verrons pas qu'un pays puissant ait jamais été vaincu par suite des pertes subies par des particuliers. C'est le conflit des armées par terre et des flottes sur mer qui décide des grandes querelles des nations. » Aujourd'hui, la course est abolie, le commerce peut se faire par terre ou sous pavillon neutre, la facilité des communications permet d'avertir, au moment de la déclaration de guerre, les navires des puissances belligérantes, et pour être hors d'atteinte, ils n'ont qu'à se réfugier dans un port neutre ; bien minimes seront les pertes infligées par l'exercice du droit de capture, bien faible sinon nulle leur influence sur l'issue de la lutte (2). Si même certains pays, comme l'Angle-

(1) *Revue des 2 Mondes*, 1^{er} août 1908 : « La Guerre Maritime après la nouvelle Conférence de la Paix », p. 682.

(2) En 1870-71, 90 navires ont été pris à la Prusse, 2 relâchés, 13 restitués en vertu de l'article 13 du traité de paix, et la valeur des vaisseaux et des chargements capturés n'atteint pas 6 millions (Barboux, p. 22).

terre, ne peuvent se contenter du pavillon neutre pour effectuer tous leurs transports, leurs armateurs assureront à l'étranger ceux des navires qui continueront leur service, et les neutres souffriront ainsi des atteintes dirigées contre le commerce ennemi (1).

C'est d'ailleurs se faire illusion que de croire qu'il existe aujourd'hui un « commerce ennemi ». En réalité les différentes nations sont solidaires les unes des autres au point de vue économique, toute entrave à la liberté du commerce d'un des Etats belligérants atteint indirectement les nationaux de l'autre et les neutres, en les privant de débouchés, en arrêtant les produits dont ils ont besoin, en ruinant des entreprises dans lesquelles ils sont intéressés (2).

« Le commerce maritime de ces jours-ci, exprime une communion de toutes les nationalités, qu'il mêle dans ses opérations complexes et délicates d'une manière *inextricable*. On ne peut donc pas exposer la propriété

(1) Choate, Discours du 28 juin 1907, Conférence de La Haye 1907. Actes et Documents, t. III, p. 758 : Par l'exemple que nous avons nous-mêmes donné dans la Guerre de Sécession, on voit que la première chose qui se fait au début d'une guerre dans laquelle une puissance maritime intervient comme partie, c'est de faire passer sous pavillon et sur navires neutres, la majeure partie du commerce de transport du pays et de rejeter, dans une large mesure, sur les nations étrangères, par voie d'assurance sur les risques de guerre, les risques de pertes par destruction que court la partie qui reste sous pavillon national.

(2) De Bœck, *De la propriété ennemie sous pavillon ennemi*, 1882, p. 567.

ennemie aux ravages de la guerre navale sans mêler ennemis et amis dans une confusion impie et irrationnelle ». (Ruy. Barbosa. Discours à la 4^e commission, 3^e séance, 7 juillet 1907) (1).

Remarquons enfin qu'en 1909, à la conférence de Londres, les grandes puissances maritimes sont arrivées à une entente sur la question du blocus et de la contrebande de guerre, et ainsi a disparu l'un des principaux obstacles signalés en 1907, à l'adoption de la proposition des Etats-Unis. D'ailleurs tous les résultats obtenus, tous les accords internationaux souscrits depuis 1899 sur des questions aussi importantes et aussi discutées jusque là, montrent qu'actuellement la considération des intérêts particuliers du moment qui était au fond la principale raison de la résistance de certains Etats, à l'abolition du droit de capture, disparaît de plus en plus devant l'intérêt général, et comme le souhaitait M. Choate en 1907, il semble exister « un esprit de concession mutuelle et de transaction qui doit militer en faveur de l'adoption d'un principe si clairement avantageux pour l'humanité, lors même qu'il demanderait de la part des nations particulières l'abandon de quelque reste des anciens droits des belligérants (2) ».

Cependant ce principe n'est pas encore universellement admis aujourd'hui et le système en vigueur est

(1) Actes et Documents..., t. III, p. 784.

(2) *Id.*, t. III, p. 750.

toujours celui de la déclaration de Paris ; la propriété est traitée différemment, suivant qu'elle est neutre ou qu'elle est ennemie ; ce n'est pas seulement la nature de l'acte, comme le voulait M. Bulmerincq (1), mais la qualité de la chose, navire ou cargaison, qui motive encore les jugements de condamnation des tribunaux de prises. La question de la détermination du caractère hostile de la propriété sur mer, se pose toujours. C'est cette question que nous nous proposons d'étudier maintenant. Elle a été résolue à la conférence navale de Londres de 1909, mais en partie seulement ; si, comme nous le verrons, l'entente a pu se faire sur la détermination du caractère hostile des navires, il n'en a pas été de même en ce qui concerne les cargaisons ; les solutions données antérieurement à la question conservent donc sur ce point toute leur importance. Nous les étudierons d'abord, puis nous examinerons les règles nouvelles posées dans la Déclaration de Londres de 1909.

(1) *Revue de Droit international et de Législation comparée*, 1882. p. 149.

PREMIÈRE PARTIE

LA DÉTERMINATION DU CARACTÈRE HOSTILE

AVANT 1909

Dans toutes les guerres maritimes, jusqu'à présent, les prises faites par les corsaires ou par les navires de guerre des États belligérants étaient jugées nécessairement mais uniquement par des tribunaux institués à cet effet par chacune des nations en conflit (1) ; celles-ci se trouvaient

(1) L'organisation des tribunaux de prises varie suivant les différents pays ; comme nous allons avoir à étudier la jurisprudence de ceux de la France, de l'Angleterre et des Etats-Unis, nous croyons bon de rappeler comment ils sont constitués dans ces Etats : en France, sous l'Ancien Régime, ce furent d'abord l'amiral, et ensuite le surintendant de la navigation et du commerce qui se prononcèrent sur la validité des prises jusqu'en 1659 ; à cette époque fut institué un Conseil des prises composé de conseillers d'Etats et de maîtres des requêtes ; supprimé sous la Révolution, ses attributions étant passées aux tribunaux de commerce, il fut rétabli et réorganisé le 6 germinal an VIII, puis complété par l'établissement de l'appel devant le Conseil d'Etat le 11 juin 1806. Sous la Restauration et jusqu'en 1856, ce dernier fut juge des prises en premier et dernier ressort. Lors de la guerre de Crimée, en 1854, un Conseil des prises fut établi, avec appel devant le Conseil d'Etat ; il en fut de même lors

ainsi juges et parties dans leur propre cause ; et si les tribunaux de prises, rendant des décisions d'une portée internationale, devaient tenir compte des principes généraux du droit international, en fait ils s'inspiraient surtout des règles et des usages de l'État auquel ils appartenaient, et souvent ils se laissaient entraîner par la considération des intérêts de leur pays, d'autant plus facilement que les principes généraux qui auraient dû les guider, faisaient défaut sur bien des points.

Pour le commerce maritime, une grande incertitude en résultait dont avaient à souffrir ceux-là même qui pouvaient espérer rester étrangers à la lutte. La Déclaration de Paris avait bien exempté de capture les marchandises neutres sous pavillon ennemi et les marchandises même ennemies sous pavillon neutre, mais, dans les deux cas, elle faisait une exception pour la contrebande de guerre et elle ne définissait ni le pavillon neutre, ni la marchandise neutre, ni la contrebande de guerre : et des divergences existaient toujours entre les décisions des tribunaux de prises des différentes nations.

de la guerre d'Italie, en 1859. Enfin, un décret du 28 novembre 1861 maintint cette organisation qui subsiste encore aujourd'hui.

En Angleterre, c'est une section de la Haute Cour de justice (Probate and admiralty division) qui juge les prises en premier ressort ; en appel, c'est la division judiciaire du Conseil royal (the Judicial committee of the privy Council).

Aux États-Unis, ce sont les tribunaux de district, puis la Cour suprême qui sont compétents en la matière.

Sur la question de la détermination du caractère hostile en particulier, deux systèmes principaux, très dissimilaires, le système français et le système anglo-américain se trouvaient en présence.

CHAPITRE PREMIER

SYSTÈME FRANÇAIS

« Le système français, quant à la détermination du caractère ennemi ou neutre, dit M. Dupuis (1), est simple, net, logique ; il part de principes abstraits et en déduit les conséquences naturelles. » D'ailleurs il est basé sur des textes que les tribunaux de prises, n'ont eu qu'à interpréter, et si parfois ils ont paru s'en écarter, il faut bien reconnaître que c'est généralement pour en atténuer la sévérité dans l'intérêt des neutres, estimant que c'était là un droit qu'ils puisaient dans leur institution même (2).

Sur ce point, le règlement du 26 juillet 1778 (3) est encore en vigueur ; maintenu par la loi du 14 février 1793 (art. 5), il avait été modifié par celle du 29 nivôse an VI qui, dans son article 6, décidait que l'état des

(1) Dupuis, *Le Droit de la Guerre maritime d'après les doctrines anglaises contemporaines*, 1899, p. 124.

(2) Barboux, *Jurisprudence du Conseil des prises pendant la guerre de 1870-1871*, pp. 104 et 106.

(3) Isambert, *Recueil des anciennes Lois françaises*, t. 25, p. 366 et suiv.

navires en ce qui concernait leur qualité de neutre ou d'ennemi, serait déterminé par leur cargaison ; mais la loi du 23 frimaire an VIII abrogea celle de l'an VI, le règlement de 1778 fut remis en vigueur par l'arrêté des consuls du 29 frimaire an VIII ; et l'article 53 de l'arrêté du 2 prairial an XI « contenant règlement sur les armements en course » se borne à renvoyer, sur la question qui nous intéresse, à la législation antérieure.

En dehors du règlement de 1778, nous devons signaler les instructions données par le Ministre de la marine aux commandants des forces navales au début de la guerre 1870-71 (1). Ces instructions ne lient pas les juges de prises, mais elles ont pu influencer sur leur décisions.

Nous examinerons le système français d'abord en ce qui concerne les navires puis en ce qui concerne les marchandises.

§ 1. — Navires.

Pour les navires la règle admise par les tribunaux de prises français est très simple. Leur caractère est déterminé par le pavillon régulièrement porté. Et c'est à la législation de l'Etat dont se réclame le navire que l'on doit s'adresser pour savoir si celui-ci a bien droit au pavillon qu'il porte (2).

(1) Barboux, *op. cit.* Annexes I et II.

(2) Dupuis, *op. cit.*, p. 126 ; — de Bœck, *op. cit.*, p. 168.

Les conditions exigées par les Etats pour autoriser les navires à porter leur pavillon sont d'ailleurs très différentes ; mais elles se ra-

Sera donc considéré comme ennemi tout navire qui porte le pavillon de l'Etat ennemi et qui remplit les conditions auxquelles le soumet cet Etat pour l'autoriser à arborer son pavillon.

Il peut se faire cependant que le navire appartienne à des neutres : « C'est ainsi, dit Hall (1), qu'en Colombie un vaisseau n'appartenant qu'à des étrangers et monté par un équipage étranger, peut être enregistré comme colombien. » Ce vaisseau serait-il condamné par un Conseil de Prises français, si ses propriétaires étaient neutres; alors que la Colombie dont il porte le pavillon, serait en guerre avec la France; ce cas extrême ne s'est jamais présenté. Mais un autre a été envisagé, c'est celui d'un navire portant le pavillon ennemi et appartenant en partie à des ennemis, en partie à des neutres. Ceux-ci seront-ils admis à réclamer pour leur part de propriété? De Pistoye et Duverdy estimaient qu'on devait leur refuser ce droit (2); ce fut aussi l'opinion qu'exprima le

mènent toutes aux trois points suivants : origine ou lieu de construction du navire, nationalité des officiers et de l'équipage, nationalité des propriétaires,

Voir le résumé des conditions ainsi requises dans les différents pays, en appendice à la thèse de M. Cantillon de Tramont : « De la nationalité des navires », Paris, 1907.

(1) Hall, *International Law*, 4^e éd. 1895, p. 524, n. 1.

(2) De Pistoye et Duverdy, *Traité de prises maritimes*, 1859, t. I, p. 314.

Dans le *Répertoire de Législation*, de Dalloz (t. 36, Prises, n° 54), une distinction est proposée : Si un navire appartient en partie à des neutres; en partie à des ennemis, on ne doit pas restituer la part des

Conseil des Prises dans les motifs d'un jugement du 22 décembre 1870 : Il s'agissait de la réclamation d'un courtier de Londres, Hoffman : celui-ci demandait que sur le prix de vente du *Turner* navire condamné comme prussien, fut réservé le montant d'une créance qui lui était due ; n'y avait-il pas lieu d'appliquer les Règles de la Déclaration de Paris de 1856, cette propriété neutre sur un navire ennemi ne devait-elle pas être respectée ? Le Commissaire du Gouvernement, distinguant, pour l'application des Règles de 1856, entre les marchandises auxquelles elle s'applique, d'après la Convention annexée au traité de Paris, et le corps du navire auquel elle ne s'applique pas, concluait à la non recevabilité de la réclamation et le Conseil le suivit « attendu que la propriété du navire, au point de vue de l'exercice du droit de la guerre, est absolument indivisible ; que ce principe est admis d'une façon constante par les tribunaux maritimes de tous les peuples de l'Europe et notamment par la Cour de l'Amirauté anglaise (1) ; qu'ainsi le sujet neutre, co-propriétaire d'un navire naviguant sous pavillon ennemi et ayant droit à porter ce pavillon, ne peut, si ce

neutres si l'origine de la propriété est postérieure à la guerre, c'est alors un cas analogue à celui du transfert de pavillon que nous examinerons plus loin, et l'article 7 du règlement 1778 s'applique, mais s'il est justifié par des actes authentiques que la société entre neutres et ennemis était formée avant la guerre, il faut, conformément au même article, respecter cette division de la propriété.

(1) *L'Industrie et le John*, 15 août 1854 ; — Pistoye et Duverdy, *op. cit.*, p. 336-337. V. *infra*.

navire est capturé, revendiquer contre le capteur sa part de co-propriété... » (1).

Cette solution a été très critiquée : « bien que le navire soit un tout en quelque sorte organisé et vivant, dit M. de Bœck, sa divisibilité ne fait de doute pour personne à tous les autres points de vue que celui de l'exercice des droits de la guerre ; pourquoi admettre son indivisibilité à cet unique point de vue (2) ? » Il faut bien reconnaître cependant qu'il n'y a là que l'application des principes qui ont toujours guidé les tribunaux de prises français. Un bâtiment est saisissable s'il navigue sous le pavillon ennemi et ses propriétaires ennemis ou neutres doivent savoir à quels risques ils s'exposent en adoptant volontairement ce pavillon.

Il est toutefois un cas où ces principes doivent céder, c'est celui d'un navire à qui ses propriétaires ne peuvent faire porter leur pavillon national, la loi de leur pays le leur interdisant, comme cela a lieu en Suisse ; ces propriétaires sont bien forcés d'emprunter le pavillon d'un autre Etat ; si ce dernier est en guerre avec la France, le navire sera-t-il de bonne prise ? La question s'est posée lors de la guerre franco-allemande : La Société protestante des Missions de Bâle était propriétaire d'un navire, la « Palme » qu'elle employait pour ses relations avec les missions de l'Afrique occidentale ; la Confédération Suisse n'ayant

(1) Barboux, *op. cit.*, p. 74-77.

(2) De Bœck, *La propriété privée ennemie sous pavillon ennemi*, 1882, p. 143.

pas de pavillon maritime, la Société des Missions, après avoir acheté le navire en 1866, avait obtenu de le faire naviguer sous pavillon hanovrien, puis sous pavillon allemand et avait dû le faire immatriculer à Brême sous le nom d'un de ses correspondants allemands; le 8 septembre 1870, le gouvernement français fut officiellement informé de cet état de choses; en janvier 1871, la « Palme » fut capturée et le 9 février, elle était condamnée par le Conseil des prises de Bordeaux. Appel fut interjeté devant le Conseil d'État; celui-ci, le 10 juin 1872, annula la prise, la Société des Missions ayant été obligée d'emprunter un pavillon étranger et n'ayant jamais employé le navire que pour ses relations avec les missions protestantes qu'elle entretenait sur les côtes d'Afrique. Il est vrai que l'arrêt prenait aussi en considération les services rendus par la Suisse à une armée française pendant la guerre; mais il semble que, même sans cette considération, et même si le navire n'avait pas eu par son emploi un caractère spécial, la nécessité pour lui d'arborer un pavillon étranger devait suffire à le faire respecter, tout soupçon de fraude étant d'ailleurs écarté; c'est l'opinion de Bluntschli et de M. de Boeck; l'État peut, dans ce cas, pour des raisons d'équité, étendre au navire même le principe de la déclaration de Paris que la marchandise neutre n'est pas saisissable sous pavillon ennemi (1).

(1) Bluntschli. *Le Droit international codifié*, 1881, art. 795, pp. 460-461. — De Boeck, *op. cit.*, pp. 171-173. — Pour le texte de l'arrêt : Dalloz. *Recueil périodique*, 1872, III^e partie, p. 94.

Mais hors ce cas de nécessité absolue, le fait pour un navire appartenant à des neutres, de voyager sous pavillon ennemi, en vertu d'une licence spéciale, l'expose à la capture.

Par contre sera considéré comme neutre, en principe et, par suite, exempt de capture, tout navire portant le pavillon d'une puissance neutre avec l'autorisation de cette puissance. Il en sera ainsi, même si le navire appartient à des ennemis ; c'est du moins ce que la logique semble commander ; en fait le cas ne s'est jamais présenté « parce que jamais un croiseur ou même un corsaire français ne s'est permis de saisir un bâtiment ayant le droit de porter le pavillon neutre, sous prétexte que des sujets ennemis en étaient co-propriétaires : une telle saisie, si elle était validée, serait au premier chef, une insulte infligée au pavillon neutre » (1).

Naturellement, comme le dit l'article 2 du règlement de 1778 « les maîtres des bâtiments neutres seront tenus de justifier sur mer, de leur propriété neutre, par les passeports, connaissements, factures et autres pièces de bord, l'une desquelles au moins constatera la propriété neutre ou en contiendra une énonciation précise ». Ces pièces devront d'ailleurs être parfaitement régulières et ne donner lieu à aucun soupçon de fraude, c'est ce qu'expriment les articles 4 et 5 du même règlement. Et l'article 11 ajoute : « Veut sa Majesté que, dans aucun cas,

(1) De Boeck. *Op. cit.*, p. 469.

les pièces qui pourraient être rapportées après la prise du bâtiment, puissent faire aucune foi, ni être d'aucune utilité, tant aux propriétaires desdits bâtiments qu'à ceux des marchandises qui pourraient y avoir été chargées ; voulant Sa Majesté qu'en toutes occasions l'on n'ait égard qu'aux seules pièces trouvées à bord ». On craint que les papiers produits après la saisie, n'aient été fabriqués pour les besoins de la cause.

Le règlement de 1778 prévoit une autre fraude : Un navire pour éviter la capture, pourrait faire disparaître les papiers compromettants, aussi l'article 3 portait-il : que « tous vaisseaux pris, de quelque nation qu'ils soient, neutres ou alliés, desquels il sera constaté qu'il y a eu des papiers jetés à la mer, ou autrement supprimés ou distracts, seront déclarés de bonne prise avec leurs cargaisons, sur la seule preuve de papiers jetés à la mer, et sans qu'il soit besoin d'examiner quels étaient ces papiers, par qui ils ont été jetés, et s'il en est resté suffisamment à bord pour justifier que le navire et son chargement appartiennent à des amis ou alliés. » C'était un peu radical, aussi Louis XVI adressa-t-il à l'amiral de France le 13 novembre 1779, une lettre destinée à tempérer la rigueur de ce texte. Il y était dit notamment : « Je suis informé que mon règlement de 1778, vous ôte ainsi qu'aux commissaires du Conseil des prises, la liberté de peser les circonstances qui auraient pu déterminer à jeter des papiers à la mer, et d'examiner la nature de ces papiers qui pourraient ne pas offrir la preuve d'une propriété ou

d'une destination ennemie ; cette interprétation exclusive serait contraire à l'esprit et aux vues dans lesquelles mes ordonnances ont été dictées et je vous fais cette lettre pour vous dire que je m'en remets entièrement à vous et aux commissaires du Conseil des prises, d'appliquer les rigueurs de mes ordonnances et de mon règlement du 26 juillet 1778 ou d'en modifier les dispositions suivant que les circonstances particulières vous paraîtront l'exiger (1) ». Il en résulte que le Conseil des prises a un pouvoir souverain pour décider si le jet de papiers à la mer doit faire valider la capture. C'est ce qui a été jugé plusieurs fois (2).

Nous avons dit qu'un navire doit être considéré comme neutre quand il a le droit de porter le pavillon d'un État neutre et qu'il sera considéré comme ayant ce droit lorsqu'il remplira les conditions édictées par la loi particulière de l'État dont il se réclame. L'article 9 du règlement de 1778 paraît cependant exiger davantage, il dit en effet : Seront de bonne prise tous bâtiments étrangers sur lesquels il y aura un subrécargue marchand, commis ou officier major d'un pays ennemi de Sa Majesté, ou dont l'équipage sera composé au delà du tiers de matelots, sujets de l'État ennemi de Sa Majesté ou qui n'auront pas à bord le rôle d'équipage arrêté par les officiers publics des lieux neutres d'où les bâtiments sont partis. »

(1) Pistoye et Duverdy. *Op. cit.*, t. II, p. 73.

(2) Pistoye et Duverdy. *Op. cit.*, t. II. *La Fortune*, pp. 73-74. — *La Notre-Dame-de-la-Guadeloupe* contre l'*Amphitrite*, p. 78.

Mais il est admis que cet article ne s'applique qu'au cas où le navire n'a pu fournir d'autres preuves de sa neutralité. La jurisprudence est fixée en ce sens depuis l'affaire du « Pégou » (1). Ce navire ayant été saisi parce que son rôle d'équipage n'était pas signé par un officier public du lieu de départ, la question fut portée devant le Conseil des prises, le 9 prairial an VIII, et Portalis dans ses conclusions déclara fort justement : « ce serait une erreur de croire que le défaut d'une seule des pièces requises pour la preuve de la propriété neutre ou la moindre irrégularité de l'une d'elles, peut faire prononcer la validité de la prise. Quelquefois, des pièces en forme cachent un ennemi que d'autres circonstances démasquent. Dans d'autres occasions, le caractère de neutralité perce à travers des omissions ou des irrégularités de forme qui proviennent d'une simple négligence ou qui sont fondées sur des motifs étrangers à la fraude. Il faut aller au vrai : et dans ces matières comme dans toutes celles qui sont régies non par des formules sacramentelles ou de rigueur, mais par des principes de bonne foi, il faut dire avec la loi (et si aliquid ex solemnibus deficiat, cum equitas poscit, subveniendum est), que de simples omissions ou de simples irrégularités de forme ne sauraient nuire à la vérité, si d'ailleurs elle est constatée », et Portalis invoque l'article 2 du règlement de 1778, puis il ajoute, visant plus particulièrement l'ar-

(1) Pistoye et Duverdy. *Op. cit.*, t. II, pp. 51.56.

ticle 9 : « l'essentiel en toute occasion est que le juge puisse être raisonnablement convaincu que la propriété est neutre ou qu'elle ne l'est pas. N'importe que selon les cas, le législateur ait cru devoir recommander plus particulièrement la représentation de certaines pièces. Cette sévérité du législateur n'est et ne peut être que comminatoire, elle demeure toujours subordonnée à l'ensemble des circonstances qui seul peut opérer la conviction ». C'est ce qui résulte de la lettre du roi à l'amiral en date du 13 novembre 1779, à propos du jet de papiers à la mer. « Le grand principe est donc de se déterminer par la vérité des choses. La propriété neutre doit être prouvée, mais elle peut l'être malgré l'omission ou l'irrégularité de quelques formes. D'autre part, on peut découvrir la fraude, quoi qu'on ait entrepris de la cacher sous des apparences trompeuses. On doit mettre à l'écart toutes les épines et toutes les subtilités du droit. Selon l'expression énergique d'une ancienne ordonnance (ord. de 1400, art. 6) ; il faut procéder par bonne et mûre délibération et y regarder par la conscience ».

Il peut arriver qu'un sujet ennemi prenne la qualité de neutre uniquement pour ne pas être inquiété ; si l'État neutre accueille ce sujet, il est juste que les belligérants s'en méfient ; aussi l'article 6, du règlement de 1778, a-t-il prévu ce cas en disant : « on n'aura pareillement égard aux passeports accordés par les puissances neutres ou alliées, tant aux propriétaires, qu'aux maîtres des bâtiments, sujets des États ennemis de sa majesté, s'ils n'ont

été naturalisés ou s'ils n'ont transféré leur domicile dans les États des dites puissances, trois mois avant le 1^{er} septembre de la présente année ; et ne pourront les dits propriétaires et maîtres de bâtimens sujets des États ennemis, qui auront obtenu les dites lettres de naturalité, jouir de leur effet, si depuis qu'elles ont été obtenues ils sont retournés dans les États ennemis de S. M., pour y continuer leur commerce. » Ce texte est inspiré par l'article 8 du règlement de 1704, et par l'article 11 du règlement de 1744 ; il en diffère cependant quelque peu : d'abord, il n'admet pas les changements qui se sont produits moins de trois mois avant l'ouverture des hostilités parce qu'on peut craindre qu'ils n'aient été faits en prévision de la guerre, tandis que le règlement de 1704 ne se refusait à reconnaître que ceux qui s'étaient produits depuis le commencement des hostilités ; en outre, dans le membre de phrase « s'ils n'ont été naturalisés ou s'ils n'ont transféré leur domicile... » Le mot *ou* remplace le mot *et* qui se trouvait dans les règlements de 1704 et de 1774. Cette modification semble indiquer qu'un individu antérieurement ennemi sera considéré comme neutre s'il a été naturalisé dans un État neutre trois mois au moins avant la déclaration de guerre, ou si, s'étant fait naturaliser à une date plus rapprochée, il avait établi son domicile en pays neutre avant ce délai de trois mois ; mais il faut qu'il y ait eu naturalisation depuis, comme le fait remarquer M. de Boeck, en invoquant à l'appui de sa thèse la fin de l'article 6 : « et ne pourront les dits pro-

priétaires et maîtres de bâtiments sujets des États ennemis, *qui auront obtenu les dites lettres de naturalité...* » (1). D'ailleurs, il semble bien que le gouvernement français n'attache plus grande importance à l'article 6 précité, et dans le paragraphe VII des instructions complémentaires de 1870, en ce qui touche les bâtiments neutres et les prises, le Ministre de la Marine dit simplement : « quand il résulte de l'examen des pièces de bord que depuis la déclaration de guerre..., la nationalité des propriétaires d'un navire a été modifiée par naturalisation..., il y a lieu de procéder avec la plus grande attention et de s'assurer que cette opération a été exécutée de bonne foi et non dans le seul but de dissimuler une propriété réellement ennemie (2). »

Un autre moyen d'éviter la capture a été employé par les propriétaires de navires ennemis : au cours des hostilités ou même auparavant quand la guerre paraît imminente, ils font passer leurs navires sous pavillon neutre puis ils les reprennent quand la paix est rétablie.

Certains États interdisent à leurs sujets de se prêter à cette fraude en achetant pendant la guerre des vaisseaux aux sujets des États belligérants (3) ; d'autres laissent

(1) De Boeck, *op. cit.*, p. 164, note 2. — Pistoye et Duverdy, *op. cit.*, I, p. 504.

(2) Barboux, *op. cit.*, p. 150.

(3) Ordonnance russe du 8-19 mai 1780, art. 9. — Règlement suédois du 21 janvier 1804, paragr. 1^{er}. — [Bulmerincq, *Revue de Droit international et de législation comparée*, 1878, p. 218. — De Boeck, *op. cit.*, p. 173].

Le code de la marine marchande d'Italie est moins rigoureux. Son

leurs sujets libres, mais ils les préviennent que s'ils acquièrent des navires ennemis, c'est à leurs risques et périls.

Quoiqu'il en soit les « transferts de pavillon » en temps de guerre, sont de pratique constante (1).

Le règlement de 1778 les prévoit et dans son article 7 décide : « Les bâtiments de fabrique ennemie, ou qui auront eu un propriétaire ennemi, ne pourront être réputés neutres et alliés, s'il n'est trouvé à bord quelques pièces authentiques passées devant des officiers publics, qui puissent en assurer la date, et qui justifient que la vente ou cession en a été faite à quelqu'un des sujets des puissances alliées ou neutres, avant le commencement des hostilités, et si ledit acte translatif de propriété de l'en-

article 42 porte bien : « La nationalité italienne ne pourra être accordée à aucun navire provenant de la vente qui en aurait été faite « par un individu, sujet d'une puissance se trouvant en état de « guerre avec une autre puissance qui serait en état de paix avec le « gouvernement du roi ». Mais le même article ajoute : « Le ministre « de la marine peut toutefois, si la vérité de la vente est constatée, « accorder la nationalisation du navire ».

(1) Dans la séance de la Chambre des Lords du 13 mai 1898, Lord Muskerry dit que, dans la guerre gréco-turque, certains navires grecs ont usé du pavillon anglais pendant les hostilités et pour leur protection, et l'ont abandonné ensuite. Il cite l'exemple du *Vagliano* qui entra à Cardiff sous pavillon anglais et en ressortit sous pavillon grec, parce que la guerre était terminée. (*Journal de Droit international privé*, 1898, p. 622).

Lors de la guerre sino-japonaise, de nombreux navires chinois prirent aussi la nationalité neutre, dès le début des hostilités (Takahashi. *Cases on international law during the chino-japanese war*. Cambridge 1899, p. 15).

nemi au sujet neutre ou allié, n'a été dûment enregistré par devant le principal officier du lieu de départ, et signé du propriétaire ou du porteur de ses pouvoirs ».

Les tribunaux de prises français ont eu maintes fois à appliquer ce texte pendant les guerres de la Révolution et de l'Empire et pendant la guerre de Crimée. Mais bien souvent, ils auraient pu se passer du secours de l'article 7 et annuler la vente ou la cession comme frauduleuse ou simulée (1).

Lors de la guerre franco-allemande, aucun cas de transfert de pavillon n'a été porté devant le Conseil de prises. S'il n'en avait pas été ainsi, et si un navire vendu de bonne foi par un belligérant à un neutre avait été saisi, uniquement parce qu'il ne remplissait pas les conditions exigées par l'article 7, le Conseil des prises l'aurait-il condamné ? Il est permis d'en douter surtout si l'on remarque que les juges de prises ont toujours cherché à tempérer la rigueur du règlement de 1778 dans l'intérêt des neutres (2) et il semble que l'opinion du Conseil eût été celle qu'exprima le Ministre de la Marine dans le paragraphe 7 des instructions complémentaires aux commandants des forces navales (3) en leur disant, non pas de se saisir de tout navire dont la nationalité antérieurement ennemie aurait été changée par une vente faite à des neutres, mais

(1) Pistoye et Duverdy, *op. cit.*, II, pp. 4-15, pp. 499-505, pp. 520-521.
— De Boeck, pp. 174 et 175.

(2) Voir plus haut le Pégou et le cas de papiers jetés à la mer.

(3) Barboux. *Op. cit.*, p. 150.

simplement « de procéder dans ce cas avec la plus grande attention et de s'assurer que l'opération a été exécutée de bonne foi et non dans le seul but de dissimuler une propriété réellement ennemie ».

C'est bien ce que veut aussi le règlement russe du 27 mars 1893 dont l'article 7 dit notamment :

« Les navires de commerce achetés à un État ennemi ou à un de ses ressortissants par des personnes de nationalité neutre, sont considérés comme ennemis, s'il n'est pas prouvé que leur acquisition, d'après les lois du pays de l'acquéreur, est devenue définitive avant qu'il eut connaissance de la déclaration de guerre. *Même faite après, elle est valable pourvu qu'elle ait eu lieu de bonne foi et non en vue de couvrir la propriété ennemie.* »

On respecte ainsi les droits des neutres tout en empêchant la fraude. N'est-ce pas là le but que se sont toujours proposé les juges de prises français ?

§ 2. — Marchandises.

Le désir de respecter autant que possible les droits des neutres se retrouve dans le système établi par les tribunaux de prises français en ce qui concerne les cargaisons.

D'après ce système « les biens n'ont pas par eux-mêmes de caractère neutre ou hostile, mais prennent toujours celui dont se trouve revêtu leur propriétaire », comme le

disait le Conseil des prises dans la décision rendue le 13 fructidor an IX dans l'affaire du *Hardy* contre la *Voltegente* (1).

Le Conseil entendait protester ainsi en particulier contre la doctrine qui, se basant sur l'article 3 du règlement du 21 octobre 1744, estimait que l'on devait confisquer les marchandises « du cru ou de la fabrique de l'ennemi » par cela seul qu'elles provenaient du pays ennemi.

Cette doctrine avait été soutenue par le Conseil des Cinq Cents et admise par lui dans un ordre du jour du 6 fructidor an VI, mais déjà le Conseil des prises, le 3 ventôse an IX dans l'affaire de la *Fortuna* (2), s'était prononcé en sens contraire, et avait estimé que l'article 3 du règlement de 1744 avait été abrogé par l'article 1^{er} du règlement de 1778 qui défend d'arrêter et de conduire dans les ports du royaume, les navires des puissances neutres quand même ils sortiraient des ports ennemis, à l'exception de ceux qui porteraient des secours à des places bloquées, investies ou assiégées.

Sur ce point le Conseil, dans l'arrêt du 13 fructidor, ne faisait que préciser la nouvelle jurisprudence (3).

Mais sa décision est particulièrement importante en ce que, pour déterminer le caractère ennemi ou neutre d'un

(1) Pistoye et Duverdy, *op. cit.*, I, p. 327.

(2) Pistoye et Duverdy, *op. cit.*, I, pp. 360-362.

(3) Dans le même sens : Le *Gansle-Venner* contre le *Hasard*, Conseil des prises ; 23 ventôse an X. — Pistoye et Duverdy, *op. cit.*, II, p. 304.

individu et par suite des marchandises qui lui appartiennent, elle prend en considération, non pas le domicile de cet individu mais sa nationalité, « elle rompt ainsi, dit M. Nys, avec une tradition séculaire, en parfaite connaissance de cause (1). »

Le commissaire du gouvernement avait bien essayé de montrer que le criterium de la nationalité faciliterait les fraudes, que sous le nom de sujets neutres, les ennemis feraient des armements sans nombre.

« Voyez, disait-il, la conduite des Anglais, et suivez leur exemple. Ils ne saisissent pas seulement quand ils le peuvent les navires et les biens appartenant à la France ou à toute personne sujette de la France, mais encore les navires et les biens de tout individu habitant quelque partie du territoire français. Il serait sans doute un peu trop magnanime de notre part, sous le prétexte soit des principes, soit du respect dû aux droits et privilèges de la neutralité, de sacrifier les intérêts de nos armateurs en course, et de n'oser toucher aux propriétés de nos ennemis, pour soutenir une belle théorie, quand l'Anglais, le plus acharné de tous, nous prend les nôtres dans la pratique ». Le Conseil ne se laissa pas convaincre par ces paroles et il se prononça pour la nationalité en invoquant les motifs suivants qui lui avaient d'ailleurs été inspirés par le Ministre des relations extérieures dont il avait demandé l'avis :

(1) Nys. Le domicile de guerre et le principe de nationalité. *Revue de Droit international et de législation comparée*, 1907, p. 149.

« La résidence en pays étranger n'empêche pas un individu d'appartenir au pays qui l'a vu naître ; pour ne plus tenir à sa patrie, il faut qu'il ait volontairement choisi une patrie nouvelle et qu'elle l'ait régulièrement adopté ; sans cette renonciation de sa part à son ancienne patrie, sans cette adoption nécessaire, il est toujours ce qu'il était originairement, ami des amis, ennemi des ennemis de sa patrie native ; lorsque cette patrie est neutre, il reste neutre lui-même et doit jouir pour sa personne comme pour ses biens de tous les avantages de la neutralité, parce que les biens n'ont pas par eux-mêmes de caractère hostile, mais prennent toujours celui dont se trouve revêtu leur propriétaire ; d'ailleurs la guerre n'étant pas une relation d'homme à homme, ni des sociétés aux individus, mais bien des Etats entre eux, on ne peut forcer à y prendre part celui qui n'a pas manifesté la volonté expresse de s'incorporer à la puissance belligérante chez laquelle il habite ; les inconvénients, les abus que peut entraîner le système contraire, quelque graves qu'ils soient, sont plus que balancés par l'avantage que retire le monde commerçant de la protection et de la faveur accordées par les belligérants au commerce neutre, quelque part qu'il s'exerce ; les ennemis d'origine, quoique établis dans un pays neutre et y faisant le commerce sous la protection et le pavillon neutre, ne perdant point le caractère ennemi, il serait tout à la fois déloyal et contradictoire d'assimiler, suivant l'occurrence et les chances variables de la guerre,

les neutres d'origine à des ennemis, uniquement parce qu'ils résideraient et commerceraient en pays ennemis ; les publicistes dans des temps déjà reculés, où la force tenait encore plus ou moins lieu du droit, ont bien pu énoncer des faits contraires et professer des principes opposés ; mais les progrès successifs de la civilisation, le besoin, universellement senti, de l'accroissement et de la liberté des relations commerciales entre les peuples, en amenant des idées plus saines, ont fait prévaloir des idées plus libérales que le gouvernement s'empresse de proclamer aujourd'hui comme le type de sa politique et le gage de son amour de l'humanité ».

Et appliquant ces principes, le Conseil déclara nulle la prise du *Hardy*, navire neutre chargé pour le compte d'un citoyen ragusais, consul de Raguse à Messine, alors que la France était en guerre avec le roi des Deux-Siciles,

Le Conseil se prononça dans le même sens le 27 pluviôse an X dans l'affaire de la *Paix* (1).

Pendant la guerre de Crimée, la question que nous examinons ne fut pas soulevée.

Au début de la guerre franco-allemande, les instructions du ministre de la marine du 25 juillet 1870 parurent revenir à la règle du domicile. Dans leur paragraphe 10, il est dit en effet : « La nationalité des maisons de commerce doit se déterminer d'après le lieu où elles sont établies » (2).

(1) Pistoye et Duverdy, *op. cit.*, I, pp. 486-488.

(2) Barboux, *op. cit.*, p. 140.

Mais ces instructions, nous l'avons dit, ne liaient pas le Conseil des prises, et dans l'affaire du *Joan* (31 décembre 1870) « celui-ci saisit l'occasion de confirmer la vieille doctrine en termes énergiques » (1).

« Considérant qu'en principe on ne cesse pas d'appartenir à un pays parce qu'on réside dans un autre en vue d'y faire le commerce ; considérant que pour ne plus tenir à sa patrie il faut y avoir renoncé par l'adoption d'une patrie nouvelle, c'est-à-dire par la naturalisation, seule capable de donner l'intégralité des droits du citoyen ; considérant que de même qu'un neutre, malgré sa résidence en pays ennemi, ne perd pas de plein droit sa qualité neutre, la résidence commerciale d'un ennemi dans un port neutre ne fait pas perdre à celui-ci sa qualité ennemie », il prononça la confiscation des marchandises consignées à deux individus d'origine allemande (2) ; il est vrai, remarque Westlake, que ces Allemands domiciliés en territoire neutre étaient commanditaires d'une maison de Hambourg et qu'ainsi les instructions ne furent pas violées. Toujours est-il que dans tous les arrêts, tant du Conseil des prises que du Conseil d'Etat, au sujet des saisies de marchandises faites au cours de la guerre de 1870 1871, il ne fut question que de la nationalité des propriétaires (3).

Et dans l'affaire du *Nicolaüs*, il fut nettement spécifié

(1) Westlake, *International law.*, 1907, t. II (War), p. 141.

(2) Barboux, *op. cit.*, pp. 101-106.

(3) Voir Dalloz périodique, 1872. 3^e partie : pp. 90-94.

que la réclamation pour des marchandises saisies n'était pas justifiée si le propriétaire de ces marchandises prouvait seulement qu'il faisait partie d'une maison de commerce établie dans un pays neutre et conformément à ses lois ; l'arrêt du Conseil d'Etat dit à ce sujet : ... « Considérant que les pièces produites ne prouvent pas que les membres de la Société Helm et C^o, dont elles ne font pas d'ailleurs connaître la nationalité d'origine, avaient été naturalisés en Colombie ; qu'elles constatent seulement qu'ils y ont établi le siège de leurs affaires commerciales ; que, dans ces circonstances, la marchandise ne peut être considérée comme neutre, et que c'est avec raison que la décision attaquée l'a déclarée de bonne prise », la requête est rejetée. (Conseil d'Etat, 6 mars 1872. Dalloz périodique 1878, 3. p. 93) (1).

Ainsi, d'après le système français, les marchandises sont neutres si elles appartiennent à un individu de nationalité neutre.

D'autre part toute marchandise trouvée à bord d'un navire ennemi est présumée ennemie et si elle n'est pas réclamée, elle est de bonne prise. C'est ce qui fut décidé notamment en 1871, pour les cargaisons de deux navires allemands le « Wilberforce » et le « Wiederkunft » ;

(1) Remarquons avec Westlake que la doctrine française est appliquée en général sur le continent européen.

Le règlement russe du 27 mars 1893, par exemple ne parle que de la nationalité. (Voir plus haut p. 49, l'art. 7 : « Les navires achetés par des personnes de *nationalité* neutre... »)

dans les jugements relatifs à ces deux affaires, le Conseil laissa entendre qu'il aurait pu surseoir à la condamnation s'il avait eu quelque « preuve de neutralité », mais « rien ne pouvait faire supposer que le chargement fut neutre (1). » Dans deux autres cas, par contre, le Conseil reconnut la neutralité des marchandises non réclamées, mais celles-ci appartenaient à des commerçants connus du monde entier, l'un comme sujet grec, l'autre comme sujet anglais (2).

Si un négociant réclame des marchandises saisies, il doit prouver sa propriété neutre. D'après les articles 2 et 11 du règlement de 1778, cette preuve ne peut être faite qu'au moyen des pièces trouvées à bord (3).

Cette exigence s'expliquait facilement à une époque où toute marchandise saisie à bord d'un navire ennemi était déclarée ennemie ; il ne s'agissait alors en général que de vérifier la nationalité du navire ; or, c'est un principe du droit des gens que tout navire doit être muni, même en temps de paix, de pièces qui suffisent à prouver sa nationalité. Leur absence constitue donc une faute grave qui fait présumer la fraude.

(1) Barboux, *op. cit.*, pp. 91-93.

(2) *Id.*, pp. 89-91.

(3) Voir le texte des articles 2 et 11, pp. 40-41.

Les juges de prises en ont fait l'application notamment dans l'affaire de la compagnie d'assurances de New-York, contre l'*Eléonore* (C. d'Etat. 11 déc. 1814) et dans l'affaire de l'*Orange* contre l'*Acteon* (Tribunal de Cass., 27 messidor, an VI), Dalloz alph., t. XXXVI, Prises, n° 130, notes 2 et 3.

Mais depuis 1856, même après avoir déclaré le navire ennemi, il faut se prononcer sur la cargaison. Or, dans le commerce maritime, on a adopté l'usage de désigner simplement, dans les connaissements, l'expéditeur et le destinataire sans indiquer s'ils agissent pour leur compte ou comme intermédiaires, en qualité de commissionnaires ou de consignataires. Souvent même les connaissements sont à ordre. Ces procédés très licites par eux-mêmes rendraient illusoire pour les neutres le bénéfice de la déclaration de Paris, si les juges de prises s'en tenaient aux prescriptions du règlement de 1778.

Aussi, lors de la guerre franco-allemande, le Conseil des prises et surtout le Conseil d'Etat se sont-ils montrés moins exigeants ; distinguant entre la preuve de la qualité de propriétaire et la preuve de la nationalité neutre, ils ont admis que cette dernière pouvait être faite par tous les moyens (1).

Quant à la justification de la propriété, ils n'ont exigé sur le bâtiment qu'un « commencement de preuve » ; et s'ils n'ont pas pris en considération les pièces (lettres, livres de commerce, etc.), qui contredisaient l'énonciation des papiers de bord, ils ont admis celles qui « confirmaient, expliquaient ou complétaient » ces papiers (2) ;

(1) C'est ainsi que dans les affaires du *Nicolaüs*, (Barboux, *op. cit.*, pp. 408-413), du *Thalia* (*id.* pp. 416-417) et du *Paul-Auguste* (*id.*, pp. 93-96), le Conseil des prises accorda un délai aux réclamants pour justifier de leur nationalité neutre.

(2) Le *Joan*, le *Paul-Auguste*, l'*Eclips*, le *Vorsetzen*, l'*Alma*, le *Turner*, le *Thalia* (Dalloz périodique, 1872. 3^e partie, pp. 90-92).

cependant, sauf de rares exceptions, ils n'ont retenu, par crainte des fraudes, que les pièces ayant date certaine avant la capture (1) et ils ont surtout tenu compte de celles qui remontaient à une époque où la guerre ne pouvait pas être prévue.

D'ailleurs, en ce qui concerne le caractère neutre, l'article 6 du règlement de 1778 relatif aux changements de nationalité et de domicile (2), ne s'applique pas au propriétaire de marchandises ; il suffit à celui-ci de prouver qu'il était sujet neutre au moment où le navire a été saisi, à condition toutefois que tout soupçon de fraude soit écarté.

En ce qui concerne la propriété, suivant l'usage général, les marchandises embarquées en vertu d'un contrat ou d'un ordre régulier pour le compte et aux risques du destinataire, sont considérés comme n'appartenant plus à l'expéditeur, mais les parties sont libres de régler et de modifier les contrats comme elles l'entendent ; par exemple elles peuvent décider que la marchandise ne sera livrée et transférée qu'après le paiement du prix de vente, ou qu'elle naviguera aux frais de l'expéditeur. « En

(1) Ils n'ont pas admis, par exemple, les réclamations présentées par les porteurs de connaissements en blanc ; ces connaissements, dit un arrêt du Conseil d'Etat relatif du 15 avril 1872, peuvent être invoqués par le capteur pour prouver que l'expéditeur n'était plus propriétaire, mais non pas le réclamant pour prouver que la cargaison lui appartenait au moment de la capture (*Johannès*, 15 avril 1872. *Daloz périodique*, 1872. 3^e partie, pp. 92 93).

(2) V. le texte de cet article p. 44.

droit strict, dit Calvo, de semblables stipulations n'ont rien que de parfaitement régulier et légitime ; mais au point de vue international, surtout en temps de guerre maritime, il faut bien reconnaître que la liberté illimitée laissée sous ce rapport aux transactions commerciales peut engendrer de graves abus et ne servir en dernière analyse qu'à soustraire à la capture la propriété privée de l'ennemi (1). »

Cependant les tribunaux de prises français ont toujours entendu respecter de tels contrats. C'est ce qui résulte des motifs du jugement du 7 janvier 1871, à propos du chargement de la *Laura Louise*.

« Considérant qu'en matière de prises la justification de la propriété ne saurait être déduite *de plano* de la seule qualité de chargeur ou de consignataire... (2). »

Il a été jugé aussi que si un chargement n'a pas cessé d'appartenir à l'expéditeur de nationalité neutre et a été expédié pour son compte à un simple consignataire, il ne doit pas être déclaré de bonne prise (3). « Même il semble, dit M. Dupuis, qu'une marchandise embarquée avec un connaissement à ordre puisse changer de propriétaire en cours de route et dépouiller *in transitu* le caractère hostile, pourvu que l'endossement soit opéré de bonne

(1) Calvo, Dr. int. théorique et pratique, 4^e éd., 1888, t. IV, § 2314)

(2) Barboux, *op. cit.*, p. 120.

(3) Commission faisant fonction de Conseil d'Etat, 2 nov. 1871. Le *Vorsetzen* (Dalloz périodique, 1872. 3^e partie, p. 89).

foi : la preuve de la légitimité de l'opération toutefois incomberait à l'acquéreur neutre, et cette preuve ne serait pas exempte de difficultés ; les tribunaux de prises se montreraient vraisemblablement exigeants quant à la démonstration de la sincérité de la date d'un transfert antérieur à la saisie (1). » Sans doute estimeraient-ils avec Barboux (2) qu'ils ne doivent pas se contenter du double du connaissance avec endos et exigeraient-ils, par exemple, la communication de la correspondance et des livres du réclamant, la preuve du payement etc... Mais, sous réserve de la règle *fraus omnia corrumpit*, leur désir de sauvegarder les intérêts des neutres les feraient certainement là encore écarter les principes trop rigoureux qui, s'ils facilitaient leur tâche, pourraient porter atteinte à des transactions parfaitement régulières.

(1) Dupuis. *Le Droit de la Guerre maritime d'après les doctrines anglaises contemporaines*, 1899, p. 162.

(2) Barboux, *op. cit.*, p. 80.

CHAPITRE II

LE SYSTÈME ANGLO-AMÉRICAIN

Les tribunaux anglais et américains se préoccupent bien moins des droits des neutres que de l'intérêt des belligérants : tout ce qui leur paraît contribuer à augmenter la puissance de la nation avec laquelle leur pays est en guerre, est par eux déclaré de bonne prise ; et comme il y a là une question de fait, le système anglo-américain est beaucoup plus compliqué que le système français.

D'ailleurs les règles en cette matière ne sont posées par aucun texte législatif, elles ne peuvent se dégager que de la jurisprudence qui s'est formée peu à peu au cours des guerres maritimes. Les jugements anglais en matière de prises ont été recueillis en particulier par Sir. C. Robinson et les jugements américains par Wheaton ; malheureusement nous n'avons pu consulter les ouvrages de ces auteurs, pas plus que le Manuel des Prises maritimes rédigé par M. Holland en 1888 avec l'assentiment des Lords Commissaires de l'Amirauté, pour servir de guide aux officiers de la marine royale en temps de guerre. Mais la plupart des auteurs anglais et américains qui ont

traité de la guerre maritime, ont étudié la question du « caractère hostile », et leur exemple a été suivi depuis un demi-siècle par les auteurs français, notamment par MM. de Boeck et Dupuis, que nous avons déjà eu plusieurs fois l'occasion de citer, et par M. Calvo dans son ouvrage sur le Droit international théorique et pratique. Tous ces auteurs rapportent les jugements les plus importants pour en déduire les principes qui semblent les avoir dictés. C'est à leurs ouvrages que nous nous sommes reportés.

Le système anglo-américain faisant dépendre surtout le caractère des bâtiments et des cargaisons du caractère ennemi ou neutre de leurs propriétaires, il semble nécessaire de rechercher d'abord comment ce dernier est déterminé. Aussi diviserons-nous ce chapitre en trois paragraphes pour étudier successivement sur la question qui nous intéresse, les personnes, les navires et les marchandises.

§ 1. — Les Personnes.

D'après le système anglo-américain le caractère ennemi ou neutre d'un individu, en ce qui concerne la capture de sa propriété sur mer, dépend, non de sa nationalité, mais de son domicile (1).

« En conséquence, dit Travers Twiss, tous les sujets de

(1) De Boeck. *op. cit.* p. 176. Dupuis. *Le Droit de la guerre maritime, d'après les doctrines anglaises contemporaines*, 1899, p. 130. — Nys. *Le domicile de guerre et le principe de la nationalité*. Rev. de dr. int. et de législation comparée. 1907, p. 149 et suiv.

naissance d'une puissance belligérante qui ont abandonné leur pays natal et acquis un domicile dans un pays neutre avant que les hostilités aient commencé, ont complètement assumé le caractère de sujets neutres, exactement comme tout sujet de naissance d'une puissance neutre a assumé le caractère de sujet ennemi par le fait d'une résidence prolongée avec l'intention de demeurer dans le territoire ennemi. Le principe du domicile territorial est si fortement lié à l'application du droit de prises que, même entre une puissance souveraine et son sujet de naissance, le domicile neutre peut être invoqué en temps de guerre comme contrebalançant le principe de l'allégeance naturelle (1). »

C'est ainsi que dans un jugement concernant une prise faite pendant la guerre de l'Angleterre contre la Hollande, lord Camden décidait en 1785, qu'à tout point de vue, les étrangers résidant à Saint-Eustache devaient être considérés comme sujets ennemis. « Leur personne, disait-il, leur vie, leur industrie étaient employées au bénéfice de l'Etat, sous la protection duquel ils vivaient ; et si la guerre éclatait, en continuant à y résider, ils payaient leur proportion d'impôts et autres, également avec les sujets nés, et il n'y avait pas de doute qu'ils dussent être rangés parmi ces derniers (2). »

(1) T. Twiss. *Le Droit des gens ou des nations*, 1889 T. II, n° 152.

(2) Wheaton. *Eléments du droit international*. 4^e éd. 1864, t. I, p. 309.

Mais il faudrait citer tous les jugements des tribunaux de prises anglais et américains, car tous appliquent le même principe (1) en invoquant les mêmes arguments : les individus qui résident dans un pays ennemi doivent être considérés comme des ennemis, car ils contribuent « par le paiement des impôts et de toutes les manières à faire la force de ce pays (2) » et l'Ordonnance en Conseil de la Grande-Bretagne en date du 29 mars 1854 ne fait que consacrer la règle établie par la jurisprudence en disant : « Il plaît à Sa Majesté, de l'avis et avec le consentement de son Conseil privé, d'ordonner comme il est en effet ordonné par les présentes, que des représailles générales soient autorisées contre les navires, les vaisseaux et les marchandises de l'Empereur de toutes les Russies, de ses sujets, et *d'autres habitant* dans quelque'un de ses territoires, de ses pays ou de ses domaines (3). »

Cependant le simple fait pour un individu de se trouver dans un pays ennemi, au moment de la guerre, ne suffirait pas à motiver la capture de la propriété de cet individu. C'est encore ce que disait lord Camden en 1785 : « Si un homme allait dans un pays étranger pour le

(1) Voir notamment les jugements de la Cour des États-Unis, au sujet de la capture de la propriété de sujets de la nation saisissante ou de sujets neutres, mais « habitant et trafiquant sur le territoire ennemi » pendant la guerre hispano-américaine. (Journal de Dr. int. privé, 1910. *Bulletin de la jurisprudence des États-Unis*, p. 266).

(2) Lord Stowel. Jugement dans l'affaire *The Harmony*, 2. Rob. p. 324 et suiv. de Boeck, *op. cit.*, p. 178.

(3) T. Twiss, *op. cit.*, t. II, n° 153.

visiter, pour faire un voyage de santé, pour terminer une affaire particulière ou autre, il pensait qu'il serait rigoureux de saisir ses biens (1). » Pour qu'une personne soit considérée comme domiciliée dans un pays ennemi, il faut qu'elle ait l'intention de s'y fixer (2); « dans les questions de ce genre, le point principal à prendre en considération, c'est *l'animus manendi* et les Cours doivent poser des règles raisonnables pour établir la preuve de l'intention (3). »

Il peut y avoir doute, mais comme le remarque M. Dupuis (4) le doute ne déplaît pas aux Anglais puisqu'il leur permet d'étendre le caractère ennemi.

D'ailleurs *l'animus manendi* est présupposé chez un individu résidant à l'étranger; c'est à lui qu'incombe le soin de la preuve contraire (5). S'il n'y a pas de déclaration expresse de sa part, il faut considérer ses actes, et les tribunaux s'attachent sur ce point, à deux faits principaux : le but et la durée de la résidence (6).

Quelquefois, le but suffit, dès le début : Une personne qui vient dans un pays en vue d'y fonder un commerce ou une industrie est présumée vouloir se fixer dans ce

(1) Wheaton, *op. cit.*, t. I. p. 309.

(2) De Boeck, *op. cit.*, p. 176. Hall International law. 4^e éd. 1895, § 168, p. 517.

(3) Calvo, *op. cit.*, t. II, § 671.

(4) Dupuis, *op. cit.*, p. 132.

(5) Wheaton, *op. cit.*, t. I^{er}, p. 318. — Calvo, *op. cit.*, t. II, § 670.

(6) Hall, *op. cit.*, § 168, p. 517 de la 4^e éd. 1895. — De Boeck, *op. cit.*, p. 177. — Dupuis. *Le Droit de la Guerre marit. d'après les doctr. angl. contemporaines*, p. 132.

pays, d'ailleurs ce fait établit le lien le plus étroit entre les intérêts du nouveau venu et ceux de l'Etat dans lequel il vient. Tout ce qui fera la richesse de l'un contribue à la fortune de l'autre ; le premier ne saurait être traité en ami et le deuxième en ennemi (1).

C'est pourquoi la Cour de l'Amirauté britannique jugea qu'un commerçant anglais qui était allé s'établir dans l'île de Saint-Eustache, deux jours avant la reddition de cette colonie hollandaise à l'amiral Rodney, devait être considéré et puni comme ennemi parce qu'il était prouvé qu'il s'était rendu dans l'île avec l'intention bien arrêtée d'y fixer sa résidence (2).

Si un sujet neutre est venu en pays ennemi simplement pour traiter une affaire déterminée, le but exclut toute idée de domicile, il n'y a pas de profit pour l'Etat. Cependant, si la résidence accidentelle se prolonge indéfiniment, le lien étroit qui manquait au début se forme et se resserre (3). « Le temps, dit lord Stowell, est le grand élément constitutif du domicile, je pense qu'on n'attache pas assez d'importance à ses effets ; dans la plupart des cas, il est inévitablement décisif. Souvent on dit que, si une personne vient uniquement dans un pays pour une affaire particulière ce fait n'emporte pas domicile. Il ne faut pas accepter cela sans restriction et sans tenir compte du temps

(1) Dupuis, *op. cit.*, p. 133.

(2) Calvo, *op. cit.*, t. II, § 683. Cet auteur juge d'ailleurs cette décision peu équitable.

(3) Dupuis, *op. cit.*, p. 133.

qu'une pareille affaire peut ou doit demander... Je ne puis m'empêcher de penser qu'on ne peut opposer à une longue résidence l'obligation qu'une affaire en est l'origine ; on doit inférer de cette longue résidence que d'autres affaires se sont imposées à la personne en question, se sont mêlées à son intention primitive et lui ont imprimé le caractère du pays où elle a résidé. Supposez qu'un homme vienne dans un pays belligérant avant le commencement ou au commencement des hostilités ; il est certainement raisonnable de ne pas lui imposer trop tôt un caractère acquis et de lui laisser le temps de se débrouiller. Mais s'il continue à résider dans le pays pendant une bonne partie de la guerre, contribuant par des impôts et de toutes les manières à faire la force de ce pays, je suis d'avis qu'il ne pourrait invoquer avec quelque efficacité le but particulier qui l'a amené, pour se soustraire aux droits de la guerre. S'il le pouvait, les droits de la guerre seraient à la merci de la fraude et des abus.... Je répète que le temps est le grand élément constitutif du domicile ; le domicile doit être déterminé à l'aide du temps et du but, mais le temps est l'élément prépondérant ; quel que soit le but de la résidence, il ne peut pas se faire, à peu d'exceptions près, que la simple longueur de temps n'emporte pas domicile » (1).

Mais d'autre part « il est certainement vrai, comme le

(1) *The Harmony* 2 Rob., p. 321 et suiv. — De Boeck, pp. 177-179. — Calvo, *op. cit.*, t. II, § 671. — Wheaton, *op. cit.*, t. I^{er}, p. 310. — Hall, *op. cit.*, § 168, pp. 517-519.

disait le juge Story, qu'un caractère acquis par la résidence cesse avec la non continuation de la résidence. Par conséquent si une personne qui a résidé dans un pays ennemi se met en route pour retourner dans son pays natal avec l'intention de bonne foi d'y résider, elle est censée, dès ce moment, avoir repris son caractère neutre, quoiqu'elle ne soit pas encore arrivée dans son pays » (1). C'est ainsi que le 28 avril 1783, les Lords de la Cour anglaise jugèrent qu'un sujet de naissance de la Grande-Bretagne, qui avait acquis un domicile en Hollande par une résidence continue à Surinam et à Saint-Eustache et avait quitté la colonie pour retourner en Angleterre mais était en Hollande quand l'ordre de représailles de la Grande-Bretagne contre la Hollande fut publié, devait cependant être considéré comme sujet anglais puisqu'il était *in itinere* pour reprendre son caractère anglais de naissance (2).

Lord Stowel appliqua la même règle dans le cas bien souvent cité du « Chef Indien » ; Ce navire appartenait à un individu américain de naissance, mais qui, par une longue résidence en Angleterre, avait acquis le caractère de négociant anglais au commencement des hostilités entre la Grande-Bretagne et les États-Unis. Il était encore en Angleterre au moment où son navire avait mis à la voile, mais il avait quitté réellement ce pays et accomplissait

(1) T. Twiss, *op. cit.*, t. II, n° 154.

(2) The Snelle Zeylder, Lords, 28 avril 1783, note à The Indian Chief. 3 Rob., p. 21. — T. Twiss, *op. cit.*, t. II, n° 154.

l'acte de reprendre son caractère américain d'origine quand son navire avait été saisi, aussi lord Stowel décida qu'il devait être considéré comme citoyen américain (1).

Il n'est même pas toujours nécessaire de sortir réellement de son pays d'adoption, il suffit d'avoir fait des démarches pour quitter de bonne foi ce pays *sine animo revertendi* (2) : Dans le cas de l'*Océan* (1804), par exemple, la Cour des prises britanniques prit en considération la réclamation d'un anglais qui s'était établi en Hollande en temps de paix comme associé d'une maison de commerce, et qui au début des hostilités entre la France et la Grande-Bretagne, avait fait des arrangements pour dissoudre la société, mais avait été empêché de quitter personnellement la Hollande, territoire français, par détention violente. « Ce serait, je crois, dit lord Stowel, aller plus loin que les lois ne l'exigent que de juger cette personne par sa première occupation et par sa résidence présente forcée en France, et de ne pas admettre qu'elle se soit affranchie de l'effet des hostilités survenantes, par les moyens qu'elle avait employés pour s'éloigner. Sur preuve suffisante de propriété, je suis disposé à l'admettre au bénéfice de la restitution » (3).

Mais lord Stowel déclare aussi que la seule intention de

(1) The Indian Chief. 3 Rob. p. 20. — Twiss, *op. cit.*, t. II, n° 154.

(2) The Indian Chief, *id.*

(3) 5. Rob. p. 60. — Wheaton, *op. cit.*, t. 1^{er}, p. 315.

changer de domicile n'a jamais été regardée comme suffisante sans quelque acte manifeste, attendu que c'est purement une intention demeurée secrètement, sans qu'on puisse l'y apercevoir, dans le for intérieur de la personne, et susceptible d'être révoquée d'un moment à l'autre. Il faut, non une simple déclaration, mais quelque « fait solide » démontrant que la personne accomplit l'acte de se retirer (1).

Enfin, on n'admet pas les changements de résidence qui ne sembleraient pas faits *bona fide*. C'est ainsi que pendant la guerre de Crimée, fut rejetée la demande d'un individu qui, après avoir acquis la qualité de sujet russe, s'en était dépouillé pour se faire naturaliser sujet mecklembourgeois ; cet individu reconnaissait n'avoir habité le Mecklembourg que pendant deux jours, non avant, mais après sa naturalisation, de sorte que, suivant la remarque du président, « il avait acquis droit de citoyen Mecklembourgeois à prix d'argent, non par la résidence ; si on admettait cette manière d'acquérir la nationalité on pourrait en changer tous les deux jours » (2).

Si la résidence permanente en pays ennemi est une condition suffisante pour faire considérer un individu comme ennemi au point de vue du droit de capture, elle n'est pas toujours une condition nécessaire. Ce que considèrent en effet les tribunaux de prises anglais et amé-

(1) Calvo. *op. cit.*, t. II, § 683.

(2) The Ernst Merck. *Gazette des Trib.*, 12 déc. 1854.

ricains, c'est le *domicile commercial* (1). Ils admettent que celui-ci est établi dans le pays ennemi par le fait seul que le commerçant réside dans ce pays, mais ils admettent aussi que quand le commerçant réside en pays neutre il peut cependant acquérir le caractère hostile s'il dirige une maison de commerce en pays ennemi ; tout le commerce de cette maison est alors considéré comme hostile (2). La seule différence entre les deux cas, c'est que dans le premier on peut confisquer toutes les propriétés du commerçant, tandis que dans le deuxième on ne confisque que celles qui constituent le commerce hostile (3).

« Si une personne entre dans une maison de commerce dans le pays de l'ennemi, dit Wheaton, ou continue des relations de commerce dans ce pays pendant la guerre, elle ne peut se mettre à couvert par la simple résidence dans un pays neutre ». Et il ajoute : « La réciprocité de

(1) Westlake. *International law*, 1907, t. II, p. 141. — Calvo, *op. cit.*, t. IV, § 1933.

(2) Voir notamment au journal de Dr, int. privé, 1898, le *Bulletin de la jurisprudence américaine*, pour les prises faites pendant la guerre hispano-américaine, affaires du *Pedro* et du *Guido*, p. 954 : « Il a été souvent déclaré que la propriété d'une maison de commerce établie en pays ennemi est susceptible de faire l'objet d'une prise, quelque soit le domicile des associés... »

(3) Calvo, *op. cit.*, t. IV, § 1934.

Le *Manuel des Prises*, de Holland semble même aller plus loin : Il déclare en effet ennemie, toute personne engagée dans la navigation ennemie, ils considèrent comme ennemis tous les vaisseaux qui lui appartiennent, s'ils n'ont pas un caractère national distinct n° 30, p. 11. — Dupuis, *op. cit.*, p. 153.

cette règle des tribunaux anglais de prises, qui a été aussi adoptée par ceux d'Amérique, ne s'étend pas au cas d'un négociant résidant en pays ennemi et ayant une part dans une maison de commerce en pays neutre. Sa résidence dans le pays neutre ne protégera pas sa part dans la maison en pays ennemi, quoique sa résidence en pays ennemi condamnerait sa part dans une maison établie en pays neutre. Il est impossible de ne pas voir dans ce manque de réciprocité de fortes marques de partialité pour les intérêts de ceux qui capturent, partialité qui est peut-être inséparable d'un code des prises créé par une législation judiciaire dans un pays belligérant, et approprié aux encouragements à donner à ses efforts maritimes » (1).

Les juges anglais et américains ont maintes fois proclamé ces principes. « Lorsqu'une personne est occupée au commerce ordinaire ou extraordinaire d'un pays, dit le juge Story, sur le même pied et avec les mêmes avantages que les sujets de naissance résidents, les biens qu'elle emploie ainsi, doivent être censés incorporés dans le commerce général de ce pays et passibles de confiscation, quelle que soit sa résidence, et ce principe paraît fondé en raison. Ce commerce ainsi exercé contribue directement et immédiatement à accroître les ressources et les revenus de l'ennemi et à parer aux nécessités de la guerre. Il aide ses manufactures et son industrie; les profits qu'on en retire s'accumulent et circulent en totalité sur son terri-

(1) Wheaton, *op. cit.*, t. I, pp. 326-327.

toire et deviennent des objets réguliers d'impôts, tout comme si ce commerce était pratiqué par des sujets de naissance. Il n'y a donc pas de raison pour que celui qui jouit ainsi de la protection et des avantages du pays ennemi, n'en partage pas, par rapport à ce commerce, les dangers et les pertes. Ce serait excessif de le considérer comme autorisé par une simple résidence en pays neutre à exercer un commerce positivement hostile et à posséder en même temps tous les avantages d'un commerce neutre. C'est pourquoi je partage l'opinion que de sages principes d'équité et de convenance militent en faveur de la doctrine qui reconnaît que *certain commerce imprime un caractère national à l'individu, indépendamment de ce caractère national que peut lui donner la simple résidence personnelle* (1). »

Enfin, si une personne résidant en pays neutre possède des terres dans le pays ennemi, les produits de ces terres sont passibles de condamnation, du moins tant qu'ils appartiennent au propriétaire du sol (2), « par la raison dit lord Stowel, que le propriétaire s'est identifié aux intérêts permanents de la nation, comme détenteur du sol, et doit être, dans cette opération particulière, *considéré comme faisant partie de la nation*, indépendam-

(1) Twiss, *op. cit.*, t. II, n° 455.

(2) C'est à cause de cette réserve que nous plaçons ici une question que les auteurs traitent généralement quand ils parlent du caractère hostile ou neutre des marchandises, dans les cas où ce caractère ne dépend pas de celui des propriétaires.

ment de ses relations et de ses occupations personnelles » (1).

L'application de ces principes fut faite dans l'affaire Bentzon ou des 30 barils de sucre, bien souvent citée : Bentzon était un sujet danois propriétaire de plantations de cannes à sucre à Santa-Cruz. Quand cette île fut enlevée au Danemark par les Anglais, il rentra dans son pays, mais conserva ses terres et en confia l'administration à un agent. Celui-ci ayant embarqué 30 barils de sucre sur un navire anglais à destination de l'Angleterre, mais pour le compte et aux risques de Bentzon, le navire fut capturé par corsaire américain et le sucre fut condamné, comme produit du sol ennemi appartenant encore au propriétaire de ce sol (2).

Nous avons ainsi essayé de dégager les principes d'après lesquels se détermine, dans le système anglo-américain, le caractère hostile d'un individu. Remarquons que ces principes s'appliquent même dans le cas où l'individu est un consul : s'il se livre au commerce dans le pays ennemi où il représente une nation neutre, il sera considéré comme ennemi pour tout ce qui touche à son commerce (3).

(1) Twiss, *op. cit.*, t. II, n° 460.

(2) *Thirty Hogsheads of sugar v. Bentzon*. 9. Cranch, p. 494. — Twiss, *op. cit.*, t. II, n° 460.

(3) Twiss, *op. cit.*, t. II, n° 459, de Boeck, *op. cit.*, p. 482.

Les règles ainsi posées dans la jurisprudence anglaise et américaine ont été reprises par le Japon qui, dans son règlement du 7 mars 1904, dit notamment :

A la règle d'après laquelle le caractère d'un individu, au point de vue de la guerre maritime, dépend de son domicile commercial, une seule exception a été introduite pour le cas où ce domicile est établi par des Européens dans un pays du Levant. Ce que l'on considère, alors, c'est non pas le caractère du pays où les Européens commercent, mais celui du comptoir sous la protection duquel ils se sont placés (1).

Il nous reste à examiner maintenant ce que les juges de la Grande-Bretagne et des États-Unis entendent par pays ennemi. « Avec leurs tendances essentiellement pratiques, dit M. Dupuis, les Anglais ne pouvaient attacher une valeur exclusive aux frontières légales. Ils ne considèrent que l'aide pécuniaire fournie à l'État adverse (2) ». C'est encore ici une question de fait.

Un territoire occupé temporairement par les forces militaires de l'ennemi ne sera pas considéré comme ennemi, les intérêts des occupants et ceux des habitants du territoire occupé étant le plus souvent contraires (3): ainsi, pendant la guerre de Crimée, le « *Gérasimo* » qui navi-

Art. 3. — Au point de vue de son statut personnel un individu sera censé appartenir au pays où se trouve son domicile, quelle que soit la nationalité à laquelle il appartient.

Art. 4. — Le domicile d'un individu est le lieu où il habite à l'état continu. Mais pour le commerçant, le domicile est le lieu où il fait principalement son commerce et pour le consul qui s'occupe de commerce, le domicile est le lieu où il fait son commerce.

(1) (Calvo, *op. cit.*, t. II, § 697. — De Boeck, *op. cit.*, p. 182).

(2) Dupuis, *op. cit.*, p. 135.

(3) *Id.*, p. 137. T. Twiss, *op. cit.*, t. II, n° 160.

guait sous pavillon valaque avec un chargement embarqué à Galatz (Moldavie), ayant été pris par un vaisseau de guerre anglais, et condamné par la Haute Cour de l'Amirauté, la décision fut cassée par les lords du Conseil privé, car la Moldavie et la Valachie n'étaient pas des « possessions de l'ennemi », l'occupation par les Russes équivalait, tout au plus, à une suspension de la suzeraineté de la Turquie et à son usurpation par la Russie, mais le caractère national du pays demeurerait intact et toute intention d'y porter atteinte était désavouée par la Russie (1).

Si, au contraire, l'ennemi a pris possession d'un territoire avec l'intention de le garder, ce territoire est considéré comme ennemi : « le sol acquis est une source de force pour l'État qui s'y installe et pour lui seul ; le territoire prend, au point de vue de la guerre, le caractère de l'État auquel il obéit et auquel il sert » (2).

Il n'est pas besoin d'ailleurs qu'un traité formel de cession consacre le changement de domination : c'est ainsi que la possession des Sept-Iles (îles Ioniennes) ayant été remise par la Russie à la France sans qu'il y ait eu de traité public sur ce point, comme la paix avait été rétablie entre les deux États par le traité de Tilsitt (7 juillet 1807), qui réglait leurs différends, lord Stowell

(1) Calvo, *op. cit.*, t. IV, § 1948, 1949. Le règlement japonais de 1904 dit à ce sujet :

Art. 5. — En ce qui concerne le statut de l'individu, du navire et des marchandises chargées, le territoire occupé temporairement par l'ennemi ne sera pas considéré comme un pays ennemi.

(2) Dupuis, *op. cit.*, p. 436.

décida que « la remise volontaire des îles par la Russie à la France équivalait à un transfert réel à la France et que par suite les habitants étaient devenus sujets français » (1).

A l'inverse, la signature d'un traité ne suffit pas pour donner le caractère ennemi à un pays, il faut que l'État ennemi ait été en fait mis en possession. C'est ce que décida lord Stowell, dans l'affaire de la *Fama* : En mai 1802, des marchandises transportées de la Nouvelle-Orléans au Havre avaient été saisies par un navire anglais ; un négociant résidant à la Nouvelle-Orléans les réclama et elles lui furent restituées parce que si la Louisiane avait été cédée par l'Espagne à la France, par le traité de Saint-Ildefonse (1796), il n'y avait pas eu de prise de possession de fait par la France lors de la saisie (2).

Si les habitants d'une partie du pays ennemi s'insurgent et établissent un gouvernement indépendant, ils n'en seront pas moins considérés comme ennemis jusqu'au moment où une décision de l'Exécutif aura reconnu la suspension « *de facto* » de l'autorité de l'ennemi sur le pays insurgé. « Ce n'est pas aux Cours de prises, dit lord Stowell, mais au Gouvernement exécutif d'une nation qu'il appartient de décider quand les habitants d'un territoire révolté ont droit à être reconnus comme nation indépendante. Jusqu'à ce que cette décision ait eu lieu, les Cours chargées d'appliquer le droit des gens sont tenues de regarder la souveraineté de l'État gouvernant

(1) The *Bolletta Edwards*, p. 173. — Twiss, *op. cit.*, t. II, n° 161.

(2) 5. Rob. p. 113. — Twiss, *op. cit.*, t. II, n° 161.

ou de la Métropole comme subsistant encore de droit » (1).

Enfin pour les pays dont la situation est complexe ou ambiguë, la souveraineté appartenant en droit à un Etat, mais l'autorité étant en fait exercée par un autre (comme cela a lieu pour Chypre) et pour ceux qui sont liés à l'Etat ennemi par une union personnelle, mais qui peuvent rester étrangers à la lutte, on recherchera si l'Etat ennemi tire parti de ces pays pour la guerre; s'il en est ainsi, ils seront traités eux-mêmes en ennemis, sinon ils seront considérés comme neutres (2),

D'ailleurs, le caractère hostile attribué à la propriété d'une personne considérée comme ennemie au commencement d'un voyage, subsistera jusqu'à l'arrivée à destination de cette propriété, même si au cours du voyage le caractère du propriétaire a été modifié, l'Etat saisissant s'étant emparé par exemple du territoire dans lequel le propriétaire réside ou exerce son commerce. Ce cas s'est présenté à la fin du XVIII^e siècle : un navire hollandais avait mis à la voile à Demerara le 30 janvier 1781, six semaines environ après la déclaration de guerre entre l'Angleterre et la Hollande et se dirigeait vers Middlebourg. Demerara se rendit aux Anglais le 14 mars 1781 et le commandant des forces navales britanniques déclara que les habitants seraient considérés comme sujets anglais jusqu'à ce que le bon plaisir de S. M. fut connu. Le navire ayant été pris le 25 mars, des réclamations pour

(1) The Manilla-Edwards, p. 5. — Twiss, *op. cit.*, t. II, n^o 165.

(2) Dupuis, *op. cit.*, p. 139. — Hall, *op. cit.*, § 174-175, pp. 530 à 534.

certaines portions de la cargaison furent présentées à la Haute-Cour d'amirauté par des habitants de Demerara, qualifiés dans ces réclamations, de sujets anglais ; sir James Marriott se prononça pour la restitution des marchandises réclamées, mais l'affaire étant venue le 18 juillet 1782 devant les lords commissaires de la Cour d'appel, le jugement fut cassé et le président, lord Camden déclara qu' « un général ou un amiral prenant une colonie ou une île par suite d'une capitulation pouvait, par une proclamation ou autrement, accorder aux propriétaires la propriété prise effectivement ; mais qu'il ne pouvait protéger contre la saisie la propriété des capitulants qui se trouvait en ce moment là en mer ou hors du territoire ainsi occupé (1) ».

Un cas analogue fut encore soumis aux lords de la Cour d'appel : il s'agissait d'un navire capturé par un corsaire anglais pendant un voyage de Batavia en Hollande ; il appartenait à des négociants résidant au Cap ; or, le Cap était une colonie hollandaise au moment où le navire avait mis à la voile, mais il avait capitulé et ses habitants étaient devenus sujets anglais avant que le navire fut pris. Cependant lord Stowell invoquant l'opinion de lord Camden, condamna le navire comme ayant conservé le caractère hollandais (2).

(1) De Negotie en Zeevaart. Twiss, *op. cit.*, t. II, n° 162.

(2) The Danckebaar Africaan. 1 Rob., p. 107-112. — T. Twiss, *op. cit.*, t. II, n° 162.

Dans un autre cas, celui du Circassian (2. Wallace, p. 135), cité par

Hall critique cette extension de la règle d'après laquelle le caractère d'un navire ou d'une cargaison ne peut être changé *in transitu* ; il fait remarquer qu'en réalité cette règle n'a pas ici à intervenir, le changement étant indépendant de la volonté du propriétaire, et il ajoute que lord Stowell n'aurait certainement pas mis la même raison en avant s'il s'était agi d'un neutre devenu ennemi. « Il est regrettable, dit-il, que les Cours anglaises et américaines se soient servies de la doctrine de la nécessité pour couvrir des actes qui ne sont pas justifiés » (1). M. Westlake par contre a essayé de défendre la décision de la Cour relativement au *Dauckebaar Africaan* en faisant observer que le navire était resté sous pavillon hollandais et qu'il espérait atteindre la Hollande grâce à la protection de ce pavillon (2). La Cour n'a fait alors qu'appliquer les règles propres aux navires, règles que nous allons étudier maintenant.

§ 2. — Les Navires.

Dans le système anglo-américain, tout navire portant le pavillon de l'Etat ennemi et naviguant avec une licence de cet Etat est considéré comme ennemi ; peu importe

Hall, une compensation pour capture injustifiée fut accordée dans la suite par la Commission mixte des réclamations de l'Angleterre et de l'Amérique. (Hall, *op. cit.*, p. 529, note 1).

(1) Hall, *op. cit.*, § 173, p. 529.

(2) Westlake, *op. cit.*, t. II, p. 147, note 4.

alors la qualité de ses propriétaires, qu'ils soient neutres ou ennemis, le navire est de bonne prise (1).

S'il y a à la fois des propriétaires neutres et des propriétaires ennemis, les premiers ne peuvent réclamer pour leur part de propriété dans le navire capturé. Lors de la guerre de Crimée, un bâtiment, l'*Industrie*, portant le pavillon russe, fut pris par des croiseurs britanniques dans la Baltique ; le capitaine, sujet danois, formula une réclamation pour un quart de propriété. En vain le docteur Adam qui soutint cette réclamation devant la Cour de l'amirauté, fit-il valoir qu'il s'agissait d'un neutre, propriétaire de bonne foi avant la déclaration de guerre et qui n'avait pas volontairement pris le pavillon russe, mais n'avait pu s'opposer à ce qu'on l'arborât, comme l'avaient voulu ses trois copropriétaires ; le président Lushington fut d'avis que si la cargaison était divisible, le même principe ne pouvait s'appliquer au navire lui-même, d'après l'opinion de lord Stowell et d'autres. « Qu'arriverait-il des droits des belligérants, dit-il, si l'on portait atteinte à leur faculté de rechercher les navires sous pavillon ennemi, et si, sous prétexte de neutralité, on pouvait les revendiquer ? Le commerce tout entier de l'ennemi se ferait ainsi avec une complète impunité et les forces navales réunies de la France et de l'Angleterre ne pourraient jamais exercer les droits qui leur sont reconnus par l'assentiment de toutes les na-

(1) De Boeck, *op. cit.*, pp. 189-190. — Dupuis, *op. cit.*, p. 129. — Hall, *op. cit.*, § 169, p. 524.

tions », et la confiscation totale du navire fut ordonnée. Il en fut de même pour le *John* (1) et pour le *Primus* (2).

D'autre part, si un vaisseau navigue sous pavillon neutre, il peut cependant être confisqué si ses propriétaires sont domiciliés en pays ennemi. Un tel vaisseau en effet a de grandes chances pour agir comme s'il portait le pavillon ennemi et pour servir à faire le commerce de l'ennemi ; d'ailleurs, même sans cela, le bénéfice du fret va grossir les richesses de l'Etat ennemi (3).

Si la propriété d'un navire neutre est divisée entre des neutres et des ennemis, les tribunaux anglais confisquent la part des ennemis. « Il semble même, dit M. Dupuis, retourner, en tout cas, contre les neutres, au profit des belligérants, le principe de l'indivisibilité et admettre la confiscation du navire entier dès qu'une partie du vaisseau appartient à un ennemi. Telle est la solution qui paraît résulter de ce passage du manuel du droit des prises maritimes ; le commandant sera autorisé à traiter comme un vaisseau ennemi tout vaisseau appartenant en tout ou en partie à un ennemi (4) ».

Un navire portant pavillon neutre semble devoir être encore déclaré de bonne prise, s'il appartient à des individus domiciliés en pays neutre, mais s'il se livre au

(1) Cour de l'Amirauté anglaise, 15 août 1854. L'Industrie et le John Pistoye et Duverdy, *op. cit.*, t. I, pp. 336-337.

(2) *Gazette des Tribunaux*, 26 juillet 1854.

(3) Dupuis, *op. cit.*, pp. 129-131. — De Boeck, p. 181.

(4) Holland. Manual of naval prize law, n° 49, p. 6. — Dupuis, *op. cit.*, p. 142.

commerce et à la navigation de l'ennemi, puisque comme nous l'avons vu, ses propriétaires sont considérés comme ennemis en ce qui concerne ce commerce et cette navigation ; nous avons déjà cité à ce propos le manuel des prises de Hollande qui emploie des termes très généraux et déclare ennemie, toute personne engagée dans une navigation ennemie, non seulement par rapport aux vaisseaux qu'elle emploie dans cette navigation, mais encore par rapport aux autres vaisseaux qui lui appartiennent s'ils n'ont pas un caractère national distinct (1).

Il peut arriver qu'un navire neutre rende à l'Etat ennemi des services incompatibles avec la neutralité en prêtant une assistance directe aux opérations militaires, par exemple en transportant des soldats ou en transmettant des nouvelles dans l'intérêt de l'ennemi. Comment devra-t-on traiter ce navire ? C'est la question de « l'assistance hostile », elle sort du cadre de notre étude, nous n'en parlerons donc pas. Mais nous devons signaler un cas dans lequel les Anglais ont toujours voulu voir de l'assistance hostile, bien qu'il ne rentre pas dans la définition que nous venons de donner : c'est le cas où un navire neutre se livre à une navigation réservée en temps de paix aux seuls navires de l'ennemi (2). Les tri-

(1) Holland, n° 30, p. 44. — Dupuis, p. 453. Voir plus haut, p. 74, n° 3.

(2) D'après Manning et Phillimore, les Hollandais furent les premiers qui, en 1674, prétendirent que l'Angleterre n'avait pas, comme puissance neutre, le droit de faire le cabotage des ports français ; mais le

bunaux anglais ont toujours pensé qu'un tel acte faisait perdre au navire sa qualité de neutre.

Dans l'affaire relative à la capture du navire l'*Emmanuel*, lord Stovell justifia ainsi cette opinion :..... « abstraction faite des accidents, dit-il, la règle générale est que le neutre a le droit de continuer, en temps de guerre, son commerce accoutumé et même de lui donner toute l'extension dont il est susceptible. Il n'en est pas de même à l'égard d'un commerce que le neutre n'a jamais exercé, qu'il ne doit qu'à la supériorité des armes de l'un des belligérants sur l'autre, et qu'il abandonne au préjudice de celui dont la prépondérance est la cause que ce commerce lui a été accordé... Le navire n'a pas le droit de tourner à sa convenance et à son profit les conséquences d'un simple acte du belligérant ; il n'a pas

cabinet de Saint-James ayant démontré que les traités en vigueur l'y autorisaient formellement, les Provinces Unies durent se désister de leurs prétentions. (Calvo, *op. cit.*, t. IV, § 2700).

Lors de la guerre de Sept ans, la France, qui réservait l'intercourse coloniale en temps de paix à ses nationaux, autorisa les Hollandais à la pratiquer ; l'Angleterre ne voulut pas l'admettre et elle déclara considérer comme ennemis les navires hollandais qui profitaient de l'autorisation, c'est ce qu'on appela la « règle de 1756 » sur la question des « commerces nouveaux ». L'Angleterre a toujours maintenu depuis la même prétention, et si l'intercourse coloniale est libre en général aujourd'hui, des difficultés pourraient encore s'élever pour le cabotage entre 2 ports français que le décret du 24 septembre 1793 réserve au pavillon national, et pour l'intercourse entre la France, la Corse et l'Algérie que les étrangers ne peuvent être autorisés à pratiquer qu'en « cas d'événements exceptionnels ayant pour objet d'interrompre temporairement les relations maritimes sous pavillon français », (art. 1^{er} de la loi du 22 juillet 1909).

le droit de lui dire : « Il est vrai que tes armées ont mis
« en danger la domination de ton adversaire sur ses co-
« lonies ; mais il faut que je participe au fruit de tes vic-
« toires quoique ce partage en diminue la valeur et en
« arrête le succès. Tu as, par des moyens légitimes, arra-
« ché à l'ennemi ce monopole qu'il avait gardé contre
« le monde entier jusqu'à ce jour et que nous ne pen-
« sions jamais lui disputer ; mais je viens m'interposer
« pour t'empêcher d'achever ton triomphe. Je porterai
« aux colonies de ton ennemi les articles dont elles ont
« besoin et j'exporterai leurs produits. Tu as répandu
« ton sang et dépensé ton argent non pas pour ta propre
« utilité, mais pour le profit d'autrui... » Il n'y a donc
pas de raison pour que les neutres s'ingère dans une
branche de commerce qui leur a été constamment prohi-
bée et qui ne leur est tolérée maintenant que grâce à
l'urgence de la guerre. Si l'ennemi, mis dans l'incapacité
de faire du commerce avec ses colonies, les ouvre
aux étrangers, ce n'est pas de sa propre volonté, mais
par suite de la détresse à laquelle nos armes l'ont ré-
duit ».

Phillimore prétend aussi que le trafic réservé exclu-
sivement en temps de paix aux nationaux sur les
côtes ennemis ne peut être exercé par les neutres
lorsque la guerre est franchement et ouvertement
déclarée (1).

(1) The Immanual. 2 Rob., pp. 203 et 209. Phillimore. Commenta-

Nous sommes loin de la simplicité qui caractérise le système français. Et la complication que nous avons pu constater jusqu'à présent va se retrouver encore dans la question du transfert de pavillon. Il est vrai que les règles qui sont relatives à cette question, à l'encontre de celles que nous venons de voir, peuvent paraître favorables aux neutres beaucoup plus que celles de notre règlement de 1778. La jurisprudence anglo-américaine reconnaît en effet, comme valable, la vente d'un navire ennemi à un neutre, même au cours des hostilités, sous réserve du cas de fraude, mais elle se montre si sévère pour l'appréciation de la bonne foi qu'en fait si les neutres ne veulent pas être inquiétés, ils feront bien de ne pas user du droit qui semble leur être si libéralement octroyé; ils pourraient voir annuler même les acquisitions qu'ils auraient faites avant la guerre, s'ils étaient soupçonnés de les avoir faites en prévision de la guerre. C'est ainsi que dans l'affaire de l'*Ernst Merck*, le président Lushington

ries upon international law. 2^e édition. 1873, t. III, Part. IX, chap. XI, pp 370-386.

Bluntschli dans son droit international codifié, dit au contraire : art. 800 : Quand en temps de paix le commerce entre les différents ports d'un même Etat (cabotage) est exclusivement réservé à la marine nationale et que l'une des parties belligérantes donne pour la durée de la guerre aux neutres l'autorisation de faire ce commerce, les navires neutres qui profitent de cette permission ne violent pas les lois de la guerre et ne peuvent être capturés sous prétexte qu'ils se livrent à un commerce interdit (3^e édit. 1881, pp. 464-465). L'une des dispositions de la déclaration de nationalité armée condamnait la règle de 1756.

déclara que si un navire avait été acheté au cours de la guerre, ou très peu de temps avant le commencement de la guerre, la loi exigeait que le titre et le droit du réclamant neutre soient constatés d'une manière claire et précise et qu'il soit constaté de la même manière que l'ennemi s'était dépouillé de tout droit et de tout intérêt dans l'objet vendu. « C'est d'ailleurs, ajoutait-il, au réclamant à prouver ce fait, et s'il ne peut le faire la Cour ne peut restituer le navire. Il n'est pas nécessaire que la Cour déclare que la vente a été frauduleuse et que l'ennemi conserve toujours son intérêt dans l'objet réclamé, il suffit, pour empêcher la restitution, que la réclamation de la partie arrêtée n'ait pas été pleinement justifiée par les dépositions (1). »

La crainte de la fraude fait annuler d'abord tout transfert *in transitu*. « En cas de guerre, dit lord Stowell, un tel contrat doit être prohibé comme vicieux, c'est un moyen qui doit être interdit, car si certaines personnes pouvaient s'en servir d'une façon honnête, il y aurait une trop grande proportion de gens qui en useraient dans un mauvais but, pour frauder l'adversaire (2). »

Le « transitus » cesse d'ailleurs par la remise effective du navire à l'acquéreur (3).

Pour s'assurer qu'un transfert n'a pas été fait *in tran-*

(1) *Gazette des Tribunaux*, 12 décembre 1854.

(2) Le Jan Frédéric, 5. C. Rob. 128. U. S. Naval War collège. Int. law. Topics and. discussions. 1906, p. 27.

(3) The Baltica, The Vrow Margaretha, *id.*, p. 28.

situ, il faut que l'on puisse vérifier l'acte de transfert ; celui-ci doit donc se trouver à bord. Le manuel des prises de Holland (n° 19, p. 7) semble bien admettre que l'absence de cette pièce peut ne pas être décisive s'il est donné une raison suffisante de cette absence, « mais, remarque M. Dupuis, il omet de s'expliquer sur ce qui constitue une raison suffisante ; on ne pourrait guère tenir comme telle, semble-t-il, que la perte par cas de force majeure de la pièce bien et dûment prise à bord avant le commencement du voyage (1). »

Si les papiers constatant la vente sont à bord, il faudra les examiner et M. Dupuis indique d'après le manuel des prises, les points sur lesquels devra porter cet examen (2).

Les papiers devront mentionner le nom et la résidence du vendeur et de l'acheteur pour que l'on puisse déterminer le caractère neutre ou ennemi de l'un et de l'autre ; ils devront indiquer aussi le lieu et la date de la cession, et, si celle-ci a été faite par mandataire, ils devront contenir la procuration nécessaire pour justifier sa validité.

En outre, comme il a été décidé souvent qu'il est nécessaire de constater le paiement du prix toutes les fois qu'il y a lieu de douter de la réalité de la vente (3), comme d'autre part on doit se méfier si la somme payée ne semble pas correspondre à la valeur du navire, les

(1) Dupuis, *op. cit.*, p. 145.

(2) Dupuis, *op. cit.*, pp. 146-148. *Manuel des Prises* de Holland, n° 19, p. 7 et suiv.

(3) Le *Christine*. Pistoye et Duverdy, *op. cit.*, t. II, p. 47.

papiers devront contenir l'indication du prix stipulé et le reçu du prix.

Ils devront également donner les conditions de la vente, car celle-ci sera considérée comme nulle si l'on a prévu la rétrocession après la guerre (1) ou si l'ancien propriétaire a conservé quelque intérêt dans la propriété (2).

Il faudra que le capteur puisse s'assurer aussi que le navire est commandé par un autre capitaine et qu'il fait un autre service qu'avant la vente : Dans l'affaire du « Jemmy » en 1801, lord Stowell soutint en effet que quand un navire avait été transféré à un propriétaire neutre, mais était demeuré sous la même direction, et était employé au même commerce qu'avant le transfert, on pouvait présumer que ce transfert n'était pas véritable (3).

Si toutes les conditions que nous venons d'indiquer sont remplies, si aucune des mentions qui sont exigées ne laisse soupçonner la fraude, le navire transféré sera

(1) The Noydt Gedart. 2 Rob. 137. — De Boeck, p. 196.

(2) Sechs Geschwistern. 4 Rob., p. 100. U. S. naval War Collège. 1906, pp. 22-23. — Ernst Merck. *Gaz. des Tribunaux*, 12 décembre 1854.

(3) 4 Rob. 31. U. S. Naval War collège. 1906, p. 22.

Dans l'affaire de l'*Omnibus* en 1805. L. Stowel dit: La Cour a sou-
vent eu l'occasion de remarquer que quand un navire prétendu trans-
féré continue d'être dirigé et de trafiquer suivant ses anciennes habi-
tudes, tous les serments du monde ne la convaincront pas qu'il y a là
une véritable transaction (6. C. Rob. 71. U. S. Naval War Collège.
1906, p. 23).

considéré comme neutre. En fait si l'on compare les décisions des tribunaux anglais à celles des tribunaux français, sur la question du transfert de pavillon, on voit que les résultats des deux systèmes sont à peu près les mêmes et que les neutres n'ont pas plus à se louer de l'un que de l'autre.

§ 3. — Les marchandises

Le caractère des marchandises, dans le système anglo-américain comme dans le système français, dépend en principe de celui de leurs propriétaires. Mais nous avons vu que celui-ci n'est pas déterminé de la même façon dans les deux systèmes.

Seront d'abord considérées comme ennemies par les juges de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis, les marchandises appartenant à un individu domicilié dans un pays ennemi, et cette règle s'appliquera même aux biens dépendant d'une maison établie en pays neutre par un individu domicilié en pays ennemi. Cela s'explique, dit M. Dupuis, parce que toute personne domiciliée dans l'Etat ennemi sert cet Etat au moins par ses contributions et ses dépenses, et tous ses biens concourent à ce résultat, même ceux qui se rattachent à un commerce exercé à l'étranger (1).

Seront encore considérées comme ennemies les mar-

(1) Dupuis. *Le Droit de la Guerre maritime, d'après les doctrines anglaises contemporaines*, p. 156.

chandises appartenant à une personne domiciliée en pays neutre, si cette personne a des propriétés dans le pays ennemi et si les marchandises sont les produits de ces propriétés (1). C'est toujours l'application du même principe ; un individu propriétaire de terres situées en pays ennemi, étant considéré comme ennemi par rapport aux produits de ces terres ; tant que ceux-ci lui appartiennent, ils peuvent donc être confisqués ; si au contraire ils ont été achetés par des neutres, ils sont devenus neutres et l'on ne peut empêcher leur exportation (2).

De même seront ennemies les marchandises engagées dans le commerce ennemi, leur propriétaire étant considéré comme ennemi pour tout ce qui concerne ce commerce.

Nous n'insisterons pas davantage sur ces règles, elles ne sont que la conséquence de celles que nous avons données quand nous avons étudié le système anglo-américain au point de vue du caractère hostile des personnes.

Mais une autre question se pose : Les marchandises étant considérées comme ennemies ou neutres suivant que leur propriétaire est lui-même ennemi ou neutre, si ces marchandises sont trouvées en pleine mer, à qui doit-on en attribuer la propriété ? Si elles n'ont pas encore été vendues, si elles vont chercher un acquéreur au dehors,

(1) *The Vrow Anna Catharina*, 5. C. Rob, p. 168. *The Phoenix*, 5. C. Rob. p. 20. Affaire des 30 barils de sucre de Bentzon. — Twiss, *op. cit.*, n° 160. V. *suprà*, p. 74.

(2) Dupuis, *op. cit.*, p. 158.

elles appartiennent évidemment à celui qui les a expédiées il en sera de même s'il y a eu contrat de vente, mais si ce contrat peut être annulé par les deux parties ou par l'une d'elles (1), ou s'il est stipulé que les marchandises seront vendues par le destinataire, à son choix, soit de compte à demi, soit pour le compte de l'expéditeur (2).

Mais s'il est prouvé qu'à leur arrivée elles doivent devenir la propriété d'un destinataire ennemi, elles seront considérées comme lui appartenant dès le moment où elles ont été expédiées (3).

Les tribunaux anglais et américains n'admettent pas, dans ce cas, les réserves qui pourraient être faites en temps de guerre ou immédiatement avant la guerre, quant au transfert de la propriété de la marchandise expédiée. C'est ainsi que dans l'affaire du « Sully » le capitaine de ce navire ayant reconnu que les marchandises capturées devaient à leur arrivée à destination devenir la propriété du gouvernement français, ces marchandises furent déclarées de bonne prise quoique le connaissance portât la mention « aux comptes et risques » de négociants des États Unis. « La règle des jugements de prises, fut-il dit, a toujours été que les objets transportés en un

(1) *The Aurora* 4. Rob., p. 248. *The Cousine Marianne*. Edwards. p. 346. — De Boeck, *op. cit.*, p. 200. — Calvo, *op. cit.*, t. IV, § 2.317.

(2) *The Venus* 8. Cranch, p. 275. — De Boeck, *op. cit.*, p. 200.

(3) *Packet de Bilboa*, 2 Rob., p. 33. — Hall, *op. cit.*, § 172, p. 527-528. — *Le Fidentia*, Cour de l'Amirauté, 21 juil. 1854. *Gazette des Tribunaux*, 26 juil. 1854.

pays ennemi sous la condition de ne changer de propriété qu'à l'arrivée à destination sont considérés comme ennemis en cas de capture *in transitu*. En temps de paix et s'il n'y a aucune appréhension de guerre prochaine, une semblable stipulation serait parfaitement légale et produirait tous ses effets en justice ; mais dans l'espèce, il est évident que le contrat avait reçu une forme destinée à prémunir ces parties contre un danger imminent de rupture et l'on ne saurait dès lors y appliquer les règles du droit commun. Du moment que le chargement devait devenir la propriété de l'ennemi après son arrivée au port de destination, la capture équivalait à la délivrance au destinataire, puisque le droit de guerre a pour effet de mettre le capteur à la place de l'ennemi (1). »

D'autre part les tribunaux de prises anglais et américains prohibent les transferts *in transitu* pour les marchandises comme pour les navires. On redoute que les propriétaires ennemis ne soustraient leurs marchandises à la capture, en les vendant en cours de route à des neutres qui les leur rétrocéderaient ensuite. « Si une telle règle n'existait pas, dit lord Stowell, toutes les marchan-

(1) Calvo, *op. cit.*, t. IV, § 2345.

Lors de la guerre hispano-américaine, à propos des affaires du *Pedro* et du *Guido*, le juge W. James Lockes déclara cependant que les marchandises expédiées par des neutres à des personnes se trouvant en pays ennemi étaient *prima facie* considérées comme appartenant à l'ennemi et susceptibles d'être déclarées de bonne prise, mais qu'une telle présomption pouvait être combattue par la preuve contraire (*Journal de Droit int. privé*, 1898, p. 956).

dises embarquées dans un pays ennemi seraient protégées par des transferts qu'il serait impossible de découvrir (1).» Les simulations seraient surtout à craindre avec l'usage des endossements ; il serait facile, remarque M. Dupuis, d'opérer, avant l'embarquement, un endossement fictif, ou d'antidater, durant le voyage, un endossement réel, dans le but de produire, en cas de saisie, devant les tribunaux de prises, un titre d'acquisition au nom d'un neutre (2). Aussi annule-t-on tout transfert *in transitu* fait au cours de la guerre ou même auparavant si la crainte de la guerre est la cause immédiate du transfert qui autrement n'aurait pas eu lieu : « La nature des contrats est identiquement la même dans les deux cas ; car ils ont également pour but de protéger la propriété contre la capture de guerre, non pas, il est vrai, dans l'un et l'autre cas, de la capture au moment même où se passe le contrat mais du danger de capture au moment où il est probable qu'il se présentera. L'objet est le même dans les deux affaires : c'est de fournir une garantie contre la même crise. En d'autres termes, les deux contrats sont faits dans l'intention d'éluder un droit du belligérant, présent ou attendu. L'un et l'autre sont formulés dans le même esprit de fraude (*animo fraudandi*) et la même règle y est justement applicable (3).»

(1) T. Twiss, *op. cit.*, t. II, n° 163.

(2) Dupuis, *op. cit.*, p. 162.

(3) The Jan Frederick. 5. Rob., p. 133. — The Rendsborg, 4 Rob, p. 121. — Twiss, *op. cit.*, t. II, n° 163,

Mais par contre, si la transaction commencée en temps de paix a été faite de bonne foi et non en vue de la guerre, elle doit garder toute sa valeur, c'est ce qui fut jugé dans l'affaire du « Vrow Margaretha » : Des vins avaient été consignés par deux maisons espagnoles à un négociant hollandais, ils furent achetés en cours de route par une maison de Hambourg ; ensuite survint la guerre entre l'Angleterre, l'Espagne, et la Hollande ; et le navire qui transportait les vins fut capturé ; si les vins avaient encore appartenu aux Espagnols ou aux Hollandais, ils auraient été confisqués, mais ayant été achetés de bonne foi, en temps de paix, par un neutre, ils furent restitués. « Le transfert dit lord Stowell, doit être considéré comme n'étant point de nulle valeur en droit au moment de la conclusion du marché : et comme il a été fait avant la guerre, il doit être jugé suivant les règles ordinaires du commerce (1). »

Le système anglo-américain dont nous venons de faire un examen rapide, est certes plus ingénieux que le système français ; il tient beaucoup plus compte des nécessités de la guerre : dès lors que la capture a pour but d'affaiblir l'Etat ennemi, il semble naturel d'admettre qu'elle puisse s'exercer sur les biens des personnes qui, par leur industrie ou leurs ressources générales, contribuent à augmenter la force de cet Etat ; et la jurisprudence établie

(1) The Vrow Margaretha, 1 Rob. 338. — Twiss, *op. cit.*, t. II, n° 463.

par les tribunaux de prises des États-Unis et de la Grande-Bretagne paraît se justifier ainsi ; faisant abstraction de toute règle fixe, elle ne veut tenir compte que des faits.

Malheureusement la crainte de la simulation entraîne des conséquences injustes et des décisions arbitraires ; on en arrive à prononcer la capture dans tous les cas douteux et à « laisser à peine une porte entr'ouverte pour prouver juridiquement le caractère licite ou illicite des spéculations » suivant l'expression de Calvo. On en arrive aussi à frapper comme ennemis les biens des propres ressortissants de l'État capteur, ou ceux d'individus de nationalité neutre qui ne peuvent être astreints à prendre part eux-mêmes à la lutte.

Aussi le système français, plus juridique, nous semble-t-il préférable dans l'intérêt des neutres. Une critique peut cependant être adressée au principe de la nationalité qu'il a adopté. Nous la trouvons formulée par le gouvernement austro-hongrois dans le memorandum qu'il rédigea lors de la conférence de Londres, en 1908. Après s'être prononcé pour le principe de la nationalité, il dit en effet : « L'application trop rigoureuse de ce principe pourrait faire du tort aux pays neutres sur le territoire desquels se trouve des ressortissants des États belligérants. Pour l'État belligérant, l'avantage est infime de pouvoir léser dans leur propriété les sujets de son adversaire, vivant à l'étranger. C'est pourquoi l'on pourrait peut-être, et ce serait la solution la plus équitable, combiner le principe de la nationalité avec le principe du domicile, et stipuler :

Seront considérés comme propriétaires ennemis *les ressortissants de l'Etat ennemi qui y ont leur domicile* (1).»

La solution, timidement proposée en ces termes, nous semble en effet la meilleure. Cependant elle n'a pas encore été admise, comme nous le verrons dans l'étude que nous allons faire de la déclaration de Londres, du 26 février 1909.

(1) Proceedings of the international naval Conference held in London, décembre 1908, february 1909. Miscellaneous, n° 5. 1909, p. 116.

DEUXIÈME PARTIE

CONFÉRENCE NAVALE DE LONDRES (DÉCEMBRE 1908,
FÉVRIER 1909)

CHAPITRE PREMIER

HISTORIQUE DE LA CONFÉRENCE

L'institution des tribunaux de prises, dans les conditions que nous avons indiquées (1), a été depuis longtemps l'objet de critiques (2) ; de nombreuses réformes ont été proposées ; l'Institut de droit international notamment, a élaboré un règlement complet, permettant aux neutres d'intervenir au jugement, du moins en

(1) Voir p. 31.

(2) Déjà Frédéric II avait voulu dénier aux tribunaux de prises anglais le droit de juger les navires prussiens capturés alors que la Prusse était neutre. (Despagnet. Cours de Droit int. public. 4^e éd. revue par M. de Boeck. 1910, p. 1160).

appel (1). Mais aucun résultat pratique ne fut obtenu jusqu'en 1907.

A cette époque, par contre, les délégués des différentes puissances réunis à La Haye à la deuxième Conférence de la Paix, réussirent à se mettre d'accord pour la création d'une juridiction internationale des prises, sur la proposition de l'Allemagne et de la Grande-Bretagne. Les représentants de ces deux pays, avec le concours de ceux de la France et des États-Unis, élaborèrent un projet commun qui fut accepté par la Conférence et devint la douzième Convention du 18 octobre 1907, « relative à l'établissement d'une cour internationale des prises ». D'après la convention, cette cour, composée de juges nommés par les puissances contractantes suivant un système qu'il serait inutile d'indiquer ici (2), se prononce seulement sur les décisions déjà rendues par les tribunaux nationaux en première instance et même en appel ou en cassation (3); de plus, et ceci est particulièrement intéressant à signaler dans cette étude, le recours n'est pas admis dans tous les cas : il n'est de droit commun que s'il s'agit des propriétés d'une puissance ou d'un particulier neutre ; il est exceptionnel s'il s'agit de propriétés ennemies (4).

(1) Rapport de M. Bulmerincq. *Revue de Droit international et de Législation comparée*. Années 1878, 1879, 1880, 1881.

Résolution de l'Institut ; Turin 1882, Munich 1883, Heidelberg, 1887. *Annuaire de l'Institut de droit intern.*, t. VI, VII, IX.

(2) Art. 10-17 de la Convention.

(3) Art. 2 et 6.

(4) Art. 3. — Les décisions des tribunaux de prises nationaux peu-

Enfin, en ce qui concerne les règles de droit que la Cour doit appliquer, l'article 7 de la Convention porte : « si la question de droit à résoudre est prévue par une convention en vigueur entre le belligérant capteur et la puissance qui est elle-même partie au litige, ou dont le ressortissant est partie au litige, la Cour se conforme aux dispositions de ladite convention. A défaut de telles stipulations la Cour applique les règles du droit international. » Ces dispositions ne font que consacrer des principes dont les tribunaux de prises auraient toujours dû

vent être l'objet de recours devant la Cour internationale des prises :

1^o Lorsque la décision des tribunaux nationaux concerne les propriétés d'une puissance ou d'une personne neutres ; 2^o Lorsque ladite décision concerne des propriétés ennemies et qu'il s'agit : *a*) de marchandises chargées sur un navire neutre ; *b*) d'un navire ennemi qui aurait été capturé dans les eaux territoriales d'une puissance neutre, dans le cas où cette puissance n'aurait pas fait de cette capture l'objet d'une réclamation diplomatique ; *c*) d'une réclamation fondée sur l'allégation que la capture aurait été effectuée en violation soit d'une disposition conventionnelle en vigueur entre les puissances belligérantes, soit d'une disposition légale édictée par le belligérant capteur.

Art. 4. — Le recours peut être exercé : 1^o par la puissance neutre, si la décision des tribunaux nationaux a porté atteinte à ses propriétés ou à celles de ses ressortissants, ou s'il est allégué que la capture d'un navire ennemi a eu lieu dans les eaux territoriales de cette puissance. 2^o Par un particulier neutre, si la décision des tribunaux nationaux a porté atteinte à ses propriétés sous réserve toutefois du droit de la puissance dont il relève de lui interdire l'accès de la Cour ou d'y agir elle-même en son lieu et place ; 3^o par un particulier relevant de la puissance ennemie si la décision des tribunaux nationaux a porté atteinte à ses propriétés dans les conditions visées à l'art. 3. 2^o, à l'exception du cas prévu par l'alinéa « b ».

s'inspirer dans leurs jugements. Mais l'article 7 poursuit : « si des règles généralement reconnues n'existent pas, la Cour statue d'après les principes généraux du droit et de l'équité ».

C'était là une « solution hardie » comme le fit remarquer M. Renault et dès qu'elle fut connue en dehors de la Conférence elle fut l'objet de nombreuses critiques. En vain, l'éminent rapporteur avait fait valoir les avantages qu'on pouvait en espérer : « Nous avons la confiance, avait-il dit, que les magistrats choisis par les puissances seront à la hauteur de la tâche qui leur est donnée, qu'ils en useront avec modération et fermeté. Ils orienteront dans le sens de la justice, la pratique, sans la bouleverser. La crainte de leurs justes arrêts pourra être le commencement de la sagesse pour les belligérants et les juges nationaux, provoquer de leur part un sérieux examen de conscience et prévenir des règlements et des jugements trop arbitraires. Les juges de la Cour internationale ne seront pas obligés de rendre deux décisions en sens contraire en appliquant successivement à deux navires neutres saisis dans les mêmes conditions, les règlements différents faits par les deux belligérants. En définitive, la situation faite à la nouvelle Cour ressemblera beaucoup à la condition qui a été longtemps celle des tribunaux dans les pays où la législation principalement coutumière était encore rudimentaire. Ils faisaient la loi en même temps qu'ils l'appliquaient et leurs décisions

formaient des précédents devenus une source importante de droit (1). »

Ces paroles rassurantes ne réussirent pas à calmer les esprits. Les Anglais, craignant de voir condamner par la Cour internationale dans laquelle ils ne devaient compter qu'un juge sur quinze, l'interprétation acceptée par les tribunaux britanniques des coutumes incertaines du droit international, protestèrent contre l'institution de la nouvelle juridiction ; et pourtant c'était l'Angleterre qui avait pris l'initiative de cette institution et ses délégués l'avaient acceptée ; de plus, l'article 7 si violemment attaqué était conforme à la méthode anglaise : l'Angleterre n'est-elle pas encore, en effet, un de ces pays dont parle M. Renault et dans lesquels les tribunaux font la loi en même temps qu'ils l'appliquent ? A cette objection, M. Holland répondait dès le 16 septembre 1907, en faisant remarquer que les Cours anglaises, en consacrant de nouvelles règles de droit, sont à peu près sûres d'agir en conformité des idées admises dans leur pays ; d'ailleurs, si elles se trompent, dans leur interprétation de la coutume, le Parlement peut, dans un texte précis, donner au droit la clarté et la précision nécessaires, tandis que l'Angleterre se trouvait désormais en présence d'une Cour dont les erreurs ne pouvaient être redressées que par l'entente unanime de tous les États intéressés. Dès que la Conférence eut accepté la convention,

(1) Rapports à la Conférence. Actes et documents. 1907, t. I, pp. 191-192.

MM. Westlake et Lawrence se joignirent à M. Holland pour demander que le Gouvernement mit à profit le délai de ratification pour obtenir préalablement à l'acceptation définitive de la convention, soit l'amendement de l'article 7, soit l'établissement d'un accord destiné à combler les principales lacunes du droit des prises maritimes (1).

Bref, « le Cabinet de Londres connut, sinon le repentir, du moins l'inquiétude » (2), et le 29 janvier 1908, le discours du Trône annonça l'intention de réunir à Londres une Conférence pour déterminer les principales règles qui devraient être appliquées par la Cour internationale des prises.

Le 27 février 1908, le Gouvernement britannique adressait, en effet, à ses représentants à Berlin, Madrid, Paris, Rome, Saint-Pétersbourg, Tokio, Vienne et Washington, une circulaire dans laquelle il était dit : « les discussions qui ont eu lieu au sein de la Conférence de La Haye ont démontré que, sur diverses questions relatives à la guerre maritime, il existe des divergences de vues et de pratique parmi les différentes nations. Sur certaines de ces questions un accord est intervenu, tandis que sur d'autres, il n'a pas été possible d'aboutir à une

(1) Holland. *Latters to Times*, upon war and neutrality, pp. 456-459. — Westlake. *International law*, t. II, p. 899. — Lawrence. *International problems and Hague Conference*, p. 154. — *Politis. Journal de droit int. privé*, 1909, p. 899.

(2) Dupuis. *Le droit de la guerre maritime, d'après les Conférences de La Haye et de Londres*, 1911. Préface. p. VII.

entente dans les limites du temps resté à la disposition de la Conférence. L'impression s'est fait sentir que l'établissement d'une Cour internationale des prises ne serait pas généralement accepté tant que dureraient le manque de précision et l'incertitude au sujet des principes que cette Cour appliquerait, dans les cas portés devant elle, aux questions qui touchent de près à la politique et à la pratique maritime.

Le gouvernement britannique propose, en conséquence, qu'une nouvelle conférence se réunisse pendant l'automne de cette année, afin de déterminer *les principes généralement reconnus du droit international* dans le sens de l'article 7 alinéa 2 de la Convention, et qui ont trait aux matières qui ont été l'objet de méthodes d'application divergentes de la part des différentes nations. La Conférence serait appelée ensuite à formuler les règles que, à défaut de stipulations conventionnelles, la Cour devra appliquer, en statuant sur les questions portées devant elle ». La circulaire ajoutait que, les règles d'après lesquelles seraient décidées les actions en appel contre les décisions des tribunaux de prises nationaux ayant une importance beaucoup plus grave, au point de vue des droits des belligérants, pour les grandes puissances maritimes que pour les autres Etats, le gouvernement britannique n'adressait d'invitation qu'aux gouvernements de ces puissances. Elle indiquait ensuite les questions dont la résolution présentait, aux yeux du gouvernement britannique, l'importance la plus capitale ; ces

questions étaient au nombre de huit et concernaient : la contrebande, le blocus, le voyage continu, la destruction des prises neutres, l'assistance hostile, la militarisation en pleine mer, le transfert de pavillon et le caractère ennemi. « Le gouvernement britannique, poursuivait la circulaire, apprécie au plus haut degré le grand bien qui résulterait de l'établissement d'une Cour internationale des prises, mais en raison des graves divergences de vue qui se sont manifestées au cours des discussions à La Haye sur plusieurs questions ci-dessus visées après qu'un accord se fut à peu près fait au sujet de l'établissement d'une telle Cour, il serait difficile, sinon impossible, de faire accepter aux deux Chambres du Parlement la législation nécessaire pour assurer l'exécution de la convention, à moins que le gouvernement britannique soit en mesure de leur annoncer l'avènement d'une entente plus précise au sujet des règles destinées à guider les décisions du nouveau tribunal » (1).

Les huit puissances acceptèrent cette invitation à la conférence, et, avec leur assentiment, une invitation dans les mêmes termes fut adressée plus tard au gouvernement des Pays-Bas qui l'accepta également.

Les représentants de dix Etats se trouvèrent donc réunis à Londres quand la Conférence se réunit le 4 décembre 1908 (2).

(1) Proceedings of the international naval conference held in London, décembre 1908, february 1909. (Miscellaneous, n° 5.1909), pp. XIX et XX.

(2) Le gouvernement britannique avait proposé que la Conférence

Auparavant, et suivant le désir exprimé également dans la circulaire du 27 février 1908, les différents gouvernements avaient échangé des mémorandums exposant quelle était à leurs yeux la vraie règle applicable à chacune des matières du programme proposé. Plusieurs (1), suivant le même désir, citaient les auteurs qui servaient de base à leur opinion. Les Etats-Unis se contentèrent de répondre « Les Puissances qui prendront part à la conférence sont bien renseignées sur l'attitude des Etats-Unis et les délégués américains ont pleine connaissance de la pratique de leur pays en matière de droit maritime ». Ils rappelèrent les instructions que les délégués des Etats-Unis, à la deuxième conférence de la Paix, avaient reçu du Secrétaire d'Etat, en déclarant que l'attitude des Etats-Unis n'avait pas changé depuis la conférence ; et ils joignirent à leur note des exemplaires du Code de la Guerre navale de 1900 et du volume des « Discussions Internationales de l'Ecole de Guerre navale » contenant les amendements à apporter à ce Code (2).

On a pu attribuer, à juste titre, une grande part du

se réunit en octobre, mais des retards dans l'envoi des mémorandums dont nous allons parler et la réunion de la Conférence pour la révision de la Convention de Berne sur la protection des œuvres littéraires et artistiques, qui se tint à Berlin en octobre et novembre, firent choisir une autre date.

(1) Mémorandums de l'Autriche-Hongrie, de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Italie.

(2) Miscellaneous, n° 5 (1909), pp. 8-16.

succès de la Conférence au fait qu'un petit nombre d'Etats seulement y étaient représentés, mais il faut bien reconnaître aussi que la tâche des délégués fut grandement facilitée par les mémorandums ainsi réunis ; d'autant plus que là ne se borna pas le travail préparatoire dont avait eu l'idée le gouvernement britannique. Celui-ci voulut aussi, avant la réunion de la Conférence, établir d'après les vues exprimées dans les mémorandums, des bases de discussions sur les différentes questions du programme. Il confia ce soin à un délégué français, M. Fromageot, rapporteur en 1907 de la quatrième Commission qui avait eu à s'occuper de quelques-uns des mêmes problèmes (1). Les articles ainsi proposés comme bases de discussion furent au nombre de trente-sept (2).

D'ailleurs, les puissances entendirent n'être liées en rien par les mémorandums qu'elles avaient rédigés, elles voulurent garder toute liberté de décision (3).

(1) Le gouvernement anglais avait d'abord songé à charger de ce travail, M. Renault qui, en 1907, avait réussi à concilier les vues de l'Allemagne et de la Grande-Bretagne pour l'établissement de la Cour des prises ; mais il était retenu à Berlin par le règlement de l'incident de Casablanca et par la présidence de la Conférence sur la protection des œuvres littéraires et artistiques.

(2) *Miscellaneous*, n° 5 (1909), pp. 120-122.

(3) Lettre du Ministre des affaires étrangères d'Autriche-Hongrie à Sir E. Goschen, ambassadeur d'Angleterre. Vienne, 11 août 1908 (*Correspondance and documents respecting the International naval conference. Miscellaneous*, n° 4. 1909, p. 12)

Circulaire de Sir E. Grey (8 juillet 1908) : « Il ne faut pas considérer la compilation des règles et sentences des Cours anglaises et de la pratique anglaise comme un code officiel ; d'autant plus que quelques-

Certaines exprimèrent même l'espoir de voir la discussion s'étendre à d'autres questions que celles qui avaient été proposées par le gouvernement britannique(1) mais celui-ci ne parut pas l'entendre ainsi. Dans une circulaire du 14 septembre 1908, il dit en effet : Tout en acquiesçant sincèrement au désir qu'aucun des points ou aucune des questions ne soient exclus, s'ils se trouvent en connexion avec l'œuvre de la Conférence, le gouvernement de Sa Majesté désire que les sujets à examiner soient limités à ceux dont l'éclaircissement est nécessaire dans le but de faciliter l'acceptation générale du projet de création de la Cour internationale des prises » (2).

La Conférence, comme nous l'avons dit, se réunit à Londres le 4 décembre 1908 ; elle fut présidée par le premier délégué anglais, lord Desart. Elle poursuivit ses travaux pendant trois mois et ne se sépara que le 26 février 1909.

Dès sa deuxième séance, elle commença l'examen des bases de discussion sur lesquelles divers amendements

unes de ces règles et sentences sont de dates anciennes et que leur application pourrait rencontrer des difficultés dans les conditions actuelles ». (*Miscellaneous*, n° 4. 1909, p. 2).

(1) Lettre du Gouvernement des Pays-Bas à l'ambassadeur d'Angleterre (30 septembre 1908) : « Le gouvernement de la reine ne saurait dissimuler la satisfaction avec laquelle elle verrait les résultats de la Conférence dépasser les limites tracées par le mémorandum ». (*Miscellaneous*, n° 4. 1909, p. 17).

(2) Livre jaune français. Conférence navale de Londres, 1908-1909, p. 5.

furent présentés (1), et le 14 décembre elle se réunit en commission sous la présidence de M. Renault « que sa rare expérience, son amabilité, son impartialité, sa science et son zèle infatigable pour le travail désignaient au choix des délégués (2). »

La commission se livra à une « étude plus sérieuse et plus approfondie » des sujets sur lesquels on cherchait à se mettre d'accord ; ses travaux furent l'objet de simples résumés. Le rapport en fut présenté à la conférence par M. Renault.

En outre, un comité d'examen de dix membres (1 pour chaque Etat), fut constitué et engagea des débats encore plus intimes dont le résultat fut soumis à la commission par M. Renault ; un comité juridique dut même s'occuper spécialement de la question du caractère hostile ; il fut d'abord composé de cinq membres, mais bientôt, « en raison de l'importance des intérêts politiques qui se joignaient aux intérêts purement juridiques », toutes les délégations y furent représentées (3), et ce fut encore un délégué français, M. Fromageot, qui présenta son rapport à la commission.

Un autre comité fut chargé par la Conférence de la ré-

(1) Les bases des discussions avaient été rassemblées en un volume qui fut remis aux délégués et que ceux-ci désignaient sous le nom de « Livre rouge ».

(2) Kriege, 1^{er} délégué allemand, 4^e séance plénière, 11 décembre 1908. Miscellaneous, n° 5. 1909, p. 153.

(3) 5^e séance de la Commission, 15 janvier 1909. Miscellaneous, n° 5, 1909, p. 189.

daction de la Déclaration, le 17 février 1909, dans la huitième séance plénière. Dans la même séance, M. Renault fut désigné comme rapporteur général de la Conférence ; il dut céder aux sollicitations de ses collègues pour « donner le dernier coup de main à ce qui était en grande partie son œuvre (1). »

Enfin, le 22 février, le comité d'examen qui avait terminé ses travaux se reconstitua pour se prononcer sur la question de la publication des documents et des actes de la conférence. Il proposa de publier les memorandums, les procès-verbaux des séances plénières et les résumés des séances de la commission (2). Il en fut ainsi décidé.

Tous ces textes se trouvent réunis dans le livre bleu anglais qui porte ce titre : « *Proceedings of the international naval conference held in London, december 1908, february 1909, miscellaneous, n° 5 (1909)* (3). »

Mais comme le fait remarquer M. Politis « les documents publiés ne donnent, malgré leur importance, qu'une faible idée de la masse énorme de travail fourni par les délégués. Pour les délibérations de la commission des résumés brefs et souvent incomplets ont remplacé les procès-verbaux étendus. Le comité d'examen et le comité de rédaction n'ont laissé aucune trace publique

(1) Kriege. 8^e séance plénière. *Miscellaneous, n° 5 (1909)*. p. 244.

(2) Rapport de M. Renault. 41^e séance plénière. *Miscellaneous, n° 5*, p. 222.

(3) Le gouvernement anglais publia un autre livre bleu : « *Correspondence and documents respecting the international naval Conference. Miscellaneous, n° 4, 1909.* »

de leurs travaux en dehors des lumineux rapports de M. Renault.

Enfin c'est souvent dans l'intervalle des séances, dans des causeries intimes, dans des entretiens imprévus au cours des repas, à l'hôtel ou dans la rue, que les solutions les plus ingénieuses ont été trouvées, que les systèmes opposés se sont fondus, dans un accord harmonieux dont le livre bleu donne la formule, sans toujours indiquer la genèse (1). »

(1) Politis La déclaration de Londres de 1909 sur différents points de droit maritime, *Journal de droit international privé*, 1909, p. 902.

CHAPITRE II

LA QUESTION DU CARACTÈRE HOSTILE A LA CONFÉRENCE

En ce qui concerne le caractère hostile, le programme de la conférence comportait deux questions indiquées par la circulaire du 24 février 1908 en ces termes :

g) Transfert de pavillon : règles relatives aux transferts des navires de commerce d'un pavillon belligérant sous un pavillon neutre au cours ou en vue des hostilités.

h) Caractère ennemi : adoption de la nationalité ou du domicile des propriétaires comme élément dominant pour décider si la propriété est propriété ennemie.

Bien que sur ce dernier point la Grande-Bretagne n'ait pas fait de distinction entre les navires et les marchandises et que le mémorandum britannique se soit borné à se prononcer d'une manière générale pour le domicile et le mémorandum français pour la nationalité (1) (et seulement en ce qui concerne les marchandises), nous

(1) France : (H) Est marchandise ennemie toute marchandise dont le propriétaire est ennemi. Est neutre toute marchandise dont le propriétaire est neutre.

Est ennemi tout propriétaire de nationalité ennemie. Est neutre tout propriétaire de nationalité neutre.

On doit tenir pour suspect un acte de naturalisation intervenu de

croyons préférable d'étudier séparément les discussions et les décisions de la conférence d'abord en ce qui concerne les navires (et cette étude comportera en particulier celle du transfert du pavillon), puis en ce qui concerne les marchandises. Nous suivrons ainsi l'ordre que nous avons adopté jusqu'à présent. D'ailleurs, au cours de ses délibérations la Conférence a été amenée à faire cette distinction qui se trouvait déjà indiquée dans tous les mémorandums, à l'exception de ceux que nous venons de citer.

la part d'un gouvernement neutre en faveur du propriétaire, postérieurement à la déclaration de guerre.

Grande-Bretagne : 1. Le principe adopté par les tribunaux britanniques a été de traiter le domicile du propriétaire comme l'élément dominant pour décider si la propriété capturée en temps de guerre est une propriété ennemie ; mais à cet égard le principe n'est pas limité, à tous points de vue, au domicile d'origine ou à la résidence, mais est appliqué de la manière suivante :

(a) Une personne domiciliée dans un pays neutre, mais ayant une maison de commerce dans un pays ennemi, est réputée acquérir un domicile commercial dans le pays ennemi au point de vue des opérations qui y prennent naissance ; mais les autres propriétés de ce propriétaire ne se trouvent pas atteintes par là ;

(b) Un domicile commercial, qui n'est pas le domicile de nationalité lorsque des mesures sont effectivement prises de bonne foi pour abandonner ce domicile au profit d'un autre, sans esprit de retour.

2. Ce principe s'applique également dans le cas d'un individu, d'une société ou d'une corporation, la résidence, dans les deux derniers cas, s'entendant du lieu d'où l'affaire est conduite.

3. Dans le cas d'une société où un ou plusieurs associés sont domiciliés en territoire ennemi, la propriété non saisissable pour d'autres motifs comme propriété ennemie, est présumée être divisée proportionnellement entre les associés, et la part attribuée à un associé domicilié en pays ennemi est présumée être propriété ennemie.

§ 1. — Navires.

En ce qui concerne le caractère ennemi ou neutre d'un navire de commerce, la plupart des mémorandums qui s'occupaient de la question en particulier, et en faisant abstraction du cas du transfert du pavillon, se prononçaient pour sa détermination d'après le pavillon que porte le navire ; le mémorandum italien disait en outre : « c'est d'après la loi de l'Etat à qui ce pavillon appartient qu'on doit juger du droit du navire à arborer légitimement le pavillon en question » ; la même opinion était exprimée dans les mémorandums de l'Espagne et de l'Autriche-Hongrie, et elle pouvait être considérée comme sous-entendue dans les autres.

Le mémorandum allemand ajoutait que l'on devait de plus traiter comme navires ennemis les navires battant pavillon neutre, non seulement dans certains cas de transfert du pavillon ou d'assistance hostile, mais encore dans le cas où ils faisaient un trajet auquel ils n'avaient été autorisés par le gouvernement belligérant qu'après l'ouverture des hostilités ou dans les deux mois qui l'avaient précédée.

Le mémorandum de l'Autriche-Hongrie admettait aussi des exceptions à la règle du pavillon ; il disait en effet : « le caractère neutre ou ennemi d'un navire est déterminé, *en premier lieu*, par le pavillon de ce navire ; » et plus loin, il ajoutait : « En tant que le caractère,

ennemi ou neutre d'un navire, se détermine par la personne de son propriétaire, l'on ne saurait en toute justice tenir compte que de la nationalité et non pas du domicile de l'ayant droit ». (Nous avons vu qu'il proposait toutefois de considérer comme ennemis, non pas tous les nationaux de l'Etat ennemi, mais seulement ceux de ces nationaux qui auraient leur domicile dans cet Etat) (1). Il admettait ainsi que le pavillon neutre pouvait ne pas suffire à exempter de capture le bâtiment qui l'arborait, mais il ne donnait pas d'autre explication.

Le mémorandum japonais était plus explicite : « Les navires ennemis, disait-il, sont : *b*) les navires naviguant sous pavillon ennemi ou avec une licence de l'ennemi ; *c*) les navires appartenant en tout ou partie à l'Etat ennemi ou à une personne ennemie (2). Les personnes ennemies sont : *a*) les personnes ayant leur domicile dans l'Etat ennemi ou agissant au service de l'Etat ennemi, quelle que soit leur nationalité ; *b*) les personnes engagées dans les affaires de l'Etat ennemi, en ce qui concerne ces affaires. »

Nous retrouvons là les règles établies par la jurisprudence anglo-américaine ; elles paraissent aussi admises par le mémorandum britannique (3) : de ce que le domicile du propriétaire est l'élément *dominant* pour décider

(1) V. p. 97.

(2) Les alinéas (*a*) et (*d*) étaient relatifs à l'assistance hostile et au transfert de pavillon.

(3) V. p. 113, note 1. — V. Miscellaneous, n° 4, p. 32.

si la propriété capturée est ennemie, il semble résulter qu'un navire est ennemi s'il appartient à des personnes ennemies, (ce terme étant pris dans le sens large indiqué par le mémorandum et correspondant à la définition japonaise) mais que cette condition n'est pas nécessaire dans tous les cas et que d'autres faits, par exemple le port du pavillon ennemi, entraîneraient la même conséquence.

Toutes ces considérations inspirées par l'examen des mémorandums ont amené M. Fromageot à proposer comme base de discussion le texte suivant :

« Le caractère neutre ou ennemi d'un navire est déterminé, en premier lieu, par le pavillon régulièrement porté » (base 38) (1).

Les débats s'engagèrent sur cette base dès le 11 décembre 1908, à la quatrième séance plénière. M. Kriege, délégué plénipotentiaire allemand critiqua le texte soumis à la discussion et demanda que des précisions soient apportées sur les exceptions à la règle du pavillon, sous entendues dans la base 38. Le baron Taube, premier délégué de la Russie, proposa de supprimer simplement les mots « en premier lieu » pour écarter toute possibilité d'équivoque (2). Puis la question fut renvoyée à la Commission.

Sur les discussions qui eurent lieu ensuite nous

(1) Pour les textes des memorandums et les observations de M. Fromageot, voir le livre bleu (Miscellaneous, n° 5 1909), pp.145-149.

(2) Miscellaneous, n° 5, p. 167.

n'avons que très peu de renseignements (1). Le rapport présenté à la Conférence au nom de la Commission (2), en ce qui concerne le caractère des navires, se borne à constater que l'on n'a pas cru devoir s'arrêter au pays du port d'attache ni à la personnalité du propriétaire « la personnalité ou en d'autres termes le caractère neutre ou ennemi du propriétaire, est-il dit, laisse place à de graves difficultés : Comment déterminer ce caractère ; par la nationalité ou par le domicile ? Quelle règle adopter si le navire appartient à une société de telle ou telle espèce ? Que juger en cas de co-propriété ou de propriété indivise ? Enfin il se peut, par l'effet de certaines législations, que le navire batte pavillon d'un Etat et appartienne au national d'un autre Etat. » D'ailleurs, les navires ont une sorte d'individualité, une nationalité manifestée par le droit au pavillon ; cette nationalité les place sous la protection et le contrôle de l'Etat dont ils relèvent « et les soumet à la souveraineté de cet Etat et, le cas échéant, à ses réquisitions ». Or, comme le but de la capture est d'atteindre la marine marchande et le commerce ennemi et non de ruiner tel ou tel particulier dans sa fortune personnelle, ce but semble bien atteint si l'on peut saisir les navires qui portent le pavillon de l'Etat ennemi et qui sont ainsi un des éléments de la force maritime de cet Etat. C'est pourquoi la Commission

(1) Court résumé de la discussion à la 2^e séance de la Commission le 16 décembre 1908, *Miscellaneous*, n° 5, p. 181.

(2) *Miscellaneous*, n° 5. Annexe n° 115, pp. 330 et 331.

finir par s'arrêter à la seule règle du pavillon déjà consacrée d'ailleurs par un grand nombre de traités de commerce et de navigation qu'il aurait été bien difficile de concilier avec une autre règle ; et le texte suivant fut proposé à la Conférence : « sous réserve des règles relatives au transfert de pavillon le caractère neutre ou ennemi du navire est déterminé par le pavillon qu'il a le droit de porter » ce droit étant fixé d'après la législation du pays dont se réclame le navire.

Mais une réserve dut être apportée et le texte proposé ajoute : « le cas où le navire neutre se livre à une navigation réservée ennemie reste hors de cause et n'est nullement visé par la règle ci-dessus. » Nous avons vu en effet que quelques mémorandums admettaient qu'il y avait dans ce cas un fait suffisant pour justifier la capture (1). Certains Etats considéraient que c'était un acte d'assistance hostile (2). Le mémorandum anglais prévoyait le cas dans les articles relatifs au voyage continu et disait : « Lorsqu'un navire neutre entreprend, en temps de guerre, un voyage qui pour lui n'est pas libre en temps de paix, par exemple s'il se livre pendant la guerre à un trafic réservé exclusivement en temps de paix aux navires de la nationalité ennemie, l'interposition d'un port neutre dans le cours du voyage, ne l'empêche pas, lui ou son chargement, d'être passible de condamna-

(1) Voir les mémorandums de l'Allemagne et du Japon, p. 115 et 116.

(2) 6^e séance de la Commission. 18 janvier 1909. Miscellaneous, n^o 5, p. 193.

tion » (1). A la cinquième séance de la Commission, M. Kriege se prononça pour la confiscation des bâtiments qui se livrent à une navigation réservée, il ajouta cependant que puisque cette règle ne se trouvait pas dans la loi de toutes les puissances, il n'insistait pas à ce qu'elle soit insérée dans la Convention (2). Finalement, l'entente ne put se faire sur la question (3) et le texte proposé par la Commission, au sujet du caractère ennemi des navires fut adopté par la Conférence et devint l'article 57 de la Déclaration de Londres du 26 février 1909 (4).

Quant à la question du transfert de pavillon, elle avait fait, nous l'avons dit, l'objet d'une mention spéciale dans le programme proposé par le gouvernement anglais (5).

Les solutions données par les mémorandums des puissances étaient très différentes :

L'Allemagne « afin de faciliter la tâche des commandants de croiseurs et d'éviter des surprises au commerce neutre » (6) admettait qu'un navire battant pavillon neutre pouvait néanmoins être traité en navire ennemi si, jusqu'à l'ouverture des hostilités ou dans les deux

(1) Miscellaneous, n° 5, p. 37.

(2) Miscellaneous, n° 5, p. 279.

(3) Rapport présenté à la Conférence au nom de la Commission. Miscellaneous, n° 5, p. 331 et rapport général présenté à la Conférence au nom du Comité de rédaction. Miscellaneous, n° 5, pp. 364 et 365.

(4) Miscellaneous, n° 5, p. 391.

(5) V. p. 113.

(6) Déclaration de M. Kriege à la 4^e séance plénière (14 déc. 1908). Miscell., n° 5, p. 167.

semaines qui l'avaient précédée, il avait porté le pavillon ennemi.

La Russie était un peu moins rigoureuse : pour elle un navire acheté par des personnes neutres à un État ennemi ou à un de ses ressortissants, pouvait être considéré comme ayant conservé le caractère ennemi « à moins que le nouveau propriétaire ne prouve que l'acquisition était devenue définitive, avant qu'il eut connaissance du commencement de la guerre ».

La France proclamait nul et sans effet le changement de nationalité des navires de commerce effectué après l'ouverture des hostilités. Quant au transfert antérieur à la déclaration de guerre, et régulièrement intervenu, elle le considérait comme valable. Elle ne faisait que reprendre son ancienne théorie.

Le mémorandum de l'Autriche-Hongrie, après avoir constaté que la France elle-même avait dérogé, en 1870, à cette théorie qui comportait « une restriction exagérée au commerce neutre » proposait comme solution celle qui était donnée par le paragraphe 26 du projet de l'Institut de Droit international (session de Turin) ainsi conçu : « L'acte juridique constatant la vente d'un navire faite durant la guerre, doit être parfait, et le navire doit être enregistré conformément à la législation du pays dont il acquiert la nationalité, avant qu'il quitte le port de sortie. La nouvelle nationalité ne peut être acquise par une vente faite en cours de voyage. » L'Autriche-Hongrie admettait d'ailleurs l'établissement de garanties

supplémentaires contre la lésion des intérêts des belligérants, au moyen de ventes fictives.

Pour l'Italie, la vente d'un navire ennemi à un acheteur neutre, après l'ouverture des hostilités devait être présumée fictive et comme telle ne pouvait être reconnue. Cependant la preuve du contraire pouvait être admise avec des garanties toutes spéciales.

L'Espagne, la Grande-Bretagne et le Japon refusaient de considérer toute cession d'un bâtiment ennemi au profit d'un neutre, comme nulle, par le seul fait qu'elle avait été effectuée pendant les hostilités ou en prévision des hostilités (1) ; mais, d'après les mémorandums de ces puissances, une telle cession pouvait cependant n'être pas valable si elle avait été faite dans l'intention d'éviter les risques de la guerre ; aussi pouvait-on exiger qu'elle remplisse certaines conditions énumérées notamment dans le mémorandum britannique.

Seuls les Pays-Bas admettaient que la validité de tout transfert devait être reconnue sans restriction, sauf dans le cas où elle avait été opérée dans un port ou sur une côte bloquée (2).

En somme, comme le constatait M. Fromageot, la plupart des mémorandums étaient d'accord pour refuser de

(1) L'Angleterre considérait l'interdiction sans réserve des transferts de pavillon comme une charge trop lourde pour les pays qui ont un large commerce de construction de navires. (Lettres de Sir Ed. Grey à lord Desart. Miscellaneous, n° 4, p. 34).

(2) Voir le texte des mémorandums au livre bleu. (Miscellaneous, n° 5), pp. 112-114.

reconnaître le transfert dont un navire est l'objet en vue d'échapper aux conséquences qu'entraîne pour lui sa qualité de navire ennemi; mais la preuve étant difficile en pareille matière, les différentes puissances admettaient des présomptions simples ou absolues plus ou moins justifiées et ne s'entendaient sur ce point que pour le transfert *in transitu* que toutes considéraient comme nul.

Aussi la base de discussion fut-elle rédigée en ces termes :

35. Un navire ne peut être transféré sous pavillon neutre en vue d'échapper aux conséquences qu'entraîne pour lui sa qualité de navire ennemi.

36. Le transfert effectué avant l'ouverture des hostilités est valable s'il est régulièrement intervenu, c'est-à-dire s'il ne comporte rien de fictif ou d'irrégulier qui le rende suspect.

37. Après l'ouverture des hostilités, il y a présomption absolue de nullité du transfert qui est effectué pendant que le navire est en voyage (1).

A la quatrième séance de la conférence, le 11 décembre 1908, eut lieu un premier échange de vues (2), Puis la commission fut saisie de la question. Les discussions s'élevèrent surtout en ce qui concerne les transferts antérieurs aux hostilités; sur ce point des amendements au texte de la base de discussion furent proposés par les

(1) Miscellaneous, n° 5, p. 114.

(2) Miscellaneous, n° 5, pp. 166-167.

États-Unis, la Grande-Bretagne et l'Allemagne (1). Tous trois avaient pour but de n'admettre que les transferts effectués de bonne foi ; mais la proposition de la délégation allemande et celle de la délégation britannique entendaient par bonne foi, l'absence, parmi les motifs de transfert, de l'intention de soustraire les navires à l'effet du droit de capture, tandis que, dans l'idée de la délégation américaine la bonne foi devait être admise dès lors que la convention relative au transfert était sincère, définitive et ne comportait rien d'irrégulier (2). Et quand vint en discussion devant la commission le projet de règlement relatif au transfert de pavillon, au sujet de l'article premier ainsi conçu : « le transfert sous pavillon neutre d'un navire ennemi, effectué avant l'ouverture des hostilités, est valable, à moins qu'il ne soit établi que ce transfert a été effectué en vue d'éluder les conséquences qu'entraîne le caractère de navire ennemi », M. Wilson, délégué plénipotentiaire des Etats-Unis fit une réserve sur ce texte : « La règle qu'il consacre, dit-il, n'est pas d'accord avec l'esprit des règlements de La Haye concernant la guerre, qui ont pour but « de garantir la « sécurité du commerce international contre les surpri- « ses de la guerre et voulant, conformément à la pratique « moderne, protéger autant que possible, les opérations

(1) *Miscellaneous* n° 5, pp. 179-180. (Résumé de la 2^e séance de la Commission, 16 décembre 1908).

(2) Exposé de M. Kriege. Annexe n° 73 au résumé de la 3^e séance de la Commission (18 déc. 1908). *Miscellaneous*, n° 5, p. 260.

« engagées de bonne foi et en cours d'exécution avant le
 « début des hostilités ». Elle n'est pas non plus d'accord
 avec le principe qui veut restreindre les effets de la guerre
 à la durée des hostilités. La règle telle qu'elle est proposée
 semble vouloir priver l'homme d'affaires des avantages
 légitimes de sa prévoyance. Elle ne fixe pas la durée de
 la possession du navire avant l'ouverture des hostilités
 qui assurerait le commerce sur mer, légitime en soi,
 contre les inconvénients d'une saisie... La règle proposée
 aurait un effet rétroactif sans limite. L'objet principal
 d'une règle concernant le transfert de pavillon avant l'ou-
 verture des hostilités est d'empêcher les transferts qui ne
 sont pas des transactions commerciales de bonne foi. Il
 semble à la délégation américaine que cet objet pourrait
 être atteint par l'adoption de la règle suivante :

« Un transfert effectué avant l'ouverture de la guerre
 « est valable s'il est absolu, complet, de bonne foi, et
 « conforme à la législation des pays intéressés, et s'il a
 « pour effet que ni le contrôle du navire, ni le bénéfice
 « provenant de son emploi ne reste entre les mêmes
 « mains qu'avant le transfert.

« Si le capteur peut établir que les conditions sus men-
 « tionnées n'ont pas été remplies, le transfert est présumé
 « avoir été intervenu avec l'intention d'éluder les consé-
 « quences de la guerre et il est nul (1). »

(1) Exposé de M. le professeur Wilson. Annexe n° 107, au résumé
 de la 9^e séance de la Commission (6 février 1909). Miscellaneous, n° 5,
 p. 290.

Une discussion approfondie s'engagea sur ce nouveau texte. Tout le monde admettait bien qu'un transfert devait être considéré comme nul s'il ne remplissait pas les conditions juridiques ayant pour but de démontrer que le propriétaire s'était bien dessaisi, d'une manière définitive et sans réserve de la propriété du navire, sur lequel il ne devait conserver aucun contrôle. Mais si ces conditions étaient remplies, devait-on refuser au capteur le droit de démontrer que le transfert, régulier au fond et dans la forme, avait été cependant opéré pour éluder les conséquences qu'entraînerait le caractère ennemi ? Plusieurs délégués se prononçaient pour l'affirmative, en faisant remarquer que le texte proposé exigeait la bonne foi indépendamment des conditions juridiques, et qu'ainsi même si ces conditions étaient remplies, on pouvait prouver que la vente avait été faite de mauvaise foi. Mais alors, comment celle-ci devait-elle être entendue ? Il était à craindre que si le texte proposé était adopté, une Cour de prises ne donnât de ce texte une interprétation différente de celle du capteur en ce qui concerne la bonne foi. Aussi pour éviter toute équivoque finit-on par adopter la formule suivante :

« Le transfert sous pavillon neutre d'un navire ennemi, effectué avant l'ouverture des hostilités, est valable, à moins qu'il ne soit établi que ce transfert a été effectué en vue d'éluder les conséquences qu'entraîne le caractère de navire ennemi. »

Ainsi en règle générale, le transfert antérieur à la

guerre est valable, en supposant naturellement les conditions ordinaires de validité remplies. C'est au capteur, s'il veut faire annuler cette opération, à prouver que le transfert a eu lieu pour éluder les conséquences de la guerre.

Toutefois, dans l'intérêt du commerce et sur la proposition de la Grande-Bretagne (1), la commission limita la période pendant laquelle le transfert légalement intervenu pouvait être attaqué ; elle adopta dans ce but le texte suivant :

« Il y a présomption absolue de validité, si le transfert a été effectué plus de trente jours avant l'ouverture des hostilités et s'il est absolu, complet, et conforme à la législation des pays intéressés et s'il a cet effet que le contrôle du navire et le bénéfice à provenir de son emploi ne restent pas entre les mêmes mains qu'avant le transfert. »

Enfin, considérant comme particulièrement suspect le cas où l'acte de transfert ne se trouve pas à bord alors que le navire a changé de nationalité moins de deux mois avant l'ouverture des hostilités, la commission décida que dans ce cas la présomption serait renversée : « Il y a dit-elle, présomption de nullité si l'acte de transfert ne se trouve pas à bord alors que le navire a perdu la nationalité belligérante moins de soixante jours avant l'ou-

(1) Annexe 64. Miscellaneous, n° 5, p. 252. 11^e séance de la Commission, 19 février 1909. Misc. n° 5, p. 212.

verture des hostilités. La preuve contraire est admise (1).»

Les textes ainsi adoptés par la Commission furent soumis à la Conférence et remaniés ; il fut décidé que dans le cas que nous venons d'envisager, le navire, étant considéré comme suspect, peut être saisi ; mais que si, devant la juridiction des prises, il prouve que le transfert à été effectué plus de trente jours avant l'ouverture des hostilités, qu'il est absolu, complet, conforme à la législation des pays intéressés et que le contrôle du navire et le bénéfice de son emploi ne restent pas entre les mêmes mains qu'avant le transfert, la saisie ne sera pas maintenue ; seulement, comme elle était suffisamment justifiée le navire ne pourra obtenir de dommages et intérêts.

Finalement, le Comité de rédaction s'arrêta au texte suivant :

« Le transfert sous pavillon neutre d'un navire ennemi,
« effectué avant l'ouverture des hostilités, est valable à
« moins qu'il soit établi que ce transfert à été effectué
« en vue d'éluder les conséquences qu'entraîne le carac-
« tère ennemi. Il y a néanmoins présomption de nullité
« si l'acte de transfert ne se trouve pas à bord, alors que
« le navire a perdu la nationalité belligérante moins de
« soixante jours avant l'ouverture des hostilités ; la
« preuve contraire est admise.

(1) Rapport présenté à la Conférence au nom de la Commission. — Miscellaneous, n° 5, pp. 326-327.

« Il y a présomption absolue de validité d'un transfert effectué plus de trente jours avant l'ouverture des hostilités, s'il est absolu, complet, conforme à la législation des pays intéressés et s'il a pour effet que le contrôle du navire et le bénéfice de son emploi ne restent pas entre les mêmes mains qu'avant le transfert. Toutefois, si le navire a perdu la nationalité belligérante moins de soixante jours avant l'ouverture des hostilités et si l'acte de transfert ne se trouve pas à bord, la saisie du navire ne pourra donner lieu à des dommages et intérêts (1). »

Ce texte fut adopté par la Conférence. C'est l'article 55, de la Déclaration de Londres.

En ce qui concerne le transfert postérieur à l'ouverture des hostilités, on ne trouve guère de trace de la discussion dans les comptes rendus des séances, donnés par les documents officiels. Les seules indications que nous ayons sont presque exclusivement fournies par le rapport présenté à la Conférence au nom de la Commission.

Ce rapport constate que l'accord s'est établi beaucoup plus facilement sur cette question que sur celle du transfert antérieur aux hostilités. La règle qui fut adoptée est très simple.

« Le transfert sous pavillon neutre d'un navire, effectué après l'ouverture des hostilités, est nul à moins qu'il soit

(1) Rapport général présenté à la Conférence navale au nom du Comité de rédaction. *Miscell.*, n° 5, pp. 367-368.

établi que ce transfert n'a pas été effectué en vue d'éluider les conséquences qu'entraîne le caractère de navire ennemi. »

C'est, remarque le rapport, la solution inverse de celle qui avait été admise dans le cas du transfert antérieur à l'ouverture des hostilités ; présomption de validité dans ce dernier, présomption de nullité dans celui dont il s'agit maintenant, sauf la possibilité de faire la preuve contraire (1). Il pourrait être établi par exemple, que le transfert est la suite d'une transmission héréditaire.

Toutefois, il est des hypothèses dans lesquelles les circonstances sont telles que la présomption de nullité doit être absolue. La Commission en a admis trois que son rapport commente : si le transfert a été effectué pendant que le navire est en voyage ou dans un port bloqué, le lien entre le transfert et le risque couru par le navire apparaît clairement ; — s'il y a faculté de réméré ou de retour, l'acquéreur se présente comme un prête-nom devant être considéré comme propriétaire pendant une période dangereuse, le vendeur devant reprendre son navire quand cette période sera terminée ; — enfin, si les con-

(1) La délégation d'Allemagne avait proposé à la Commission d'admettre cette solution en adjoignant à l'art. 35 de la base de la discussion, un article 35 *bis*, ainsi conçu :

Une pareille intention illicite est présumée lorsque le transfert est intervenu après l'ouverture des hostilités. La bonne foi des contractants est, au contraire, présumée lorsque le transfert a été effectué avant l'ouverture des hostilités. (2^e séance de la Commission, 16 déc. 1908. *Miscellaneous*, n^o 5, p. 179).

ditions, auxquelles est soumis le droit de pavillon d'après la législation du pavillon arboré, n'ont pas été observées, le navire n'a pas droit en réalité à la nationalité neutre dont il se réclame, et ce cas aurait pu être sous-entendu.

Une quatrième hypothèse avait été envisagée ; c'est celle d'un navire qui est maintenu, après le transfert, dans le service auquel il était affecté auparavant. La délégation britannique avait proposé à la Commission de décider qu'il y aurait présomption absolue de nullité du transfert dans cette hypothèse comme dans celles que nous venons d'énumérer (1). Mais, dit le rapport, on a objecté que parfois ce serait trop rigoureux, certains navires, comme les navires pétroliers, ne pouvant, à raison de leur construction spéciale, être affectés qu'à un service déterminé. Pour tenir compte de cette observation le mot « trajet » avait été ajouté, de sorte, qu'il aurait fallu que le navire ait été maintenu « dans les mêmes service et trajet » : il semblait que l'on donnait de cette façon, une satisfaction suffisante à la réclamation ; néanmoins, sur une instance, en vue de la suppression du cas dans l'énumération, le Comité, par esprit de conciliation a consenti à cette suppression (2). Il en résulte que le transfert rentre dans l'application de la règle générale ; il

(1) 2^e Séance de la Commission (16 déc. 1908). Miscellaneous, n^o 5, p. 180.

(2) Un nouveau texte proposé par la délégation de la Grande-Bretagne ne contient plus cette hypothèse. Miscellaneous, n^o 5. Annexe, n^o 64, p. 252.

est bien présumé nul, mais la preuve contraire est admise (1).

Les solutions acceptées par la Commission furent soumises à la Conférence qui les adopta ; elles sont consacrées dans l'article 56 de la déclaration de Londres ainsi conçu : Article 56 : « Le transfert sous pavillon neutre d'un navire ennemi, effectué après l'ouverture des hostilités, est nul, à moins qu'il soit établi que ce transfert n'a pas été effectué en vue d'éluder les conséquences qu'entraîne le caractère de navire ennemi.

« Toutefois il y a présomption absolue de nullité :

1° Si le transfert a été effectué pendant que le navire est en voyage ou dans un port bloqué ;

2° S'il y a faculté de réméré ou de retour ;

3° Si les conditions auxquelles est soumis le droit de pavillon, d'après la législation du pavillon arboré, n'ont pas été observées. »

§ 2. — Marchandises.

La question du caractère hostile des marchandises se présentait comme particulièrement complexe devant la Conférence de Londres. Celle-ci avait, en effet, deux points à examiner.

D'abord les marchandises, à la différence des navires,

(1) Rapport présenté à la Conférence au nom de la Commission. Miscellaneous, n° 5, pp. 327-328.

n'ayant pas une individualité propre, il s'agissait de savoir quelle était la personne dont le caractère neutre ou ennemi devait être pris en considération pour qualifier la marchandise neutre ou ennemie.

En supposant ce premier problème résolu, il fallait ensuite déterminer à quel critérium on devrait s'arrêter pour savoir quand on considérerait comme ennemie la personne du caractère de laquelle dépendrait ainsi le sort de la marchandise.

La première question ne semblait pas prévue par le programme que sir E. Grey avait proposé aux puissances. Pour lui, le caractère de la marchandise devait être déterminé d'après le caractère du propriétaire.

Cette solution était admise aussi par la plupart des mémorandums. Certains prévoyaient seulement les fraudes que rendraient possibles la validité des transferts *in transitu* (1) ou même la reconnaissance de tous les contrats qui attribueraient la propriété d'une cargaison à celle des parties que l'on ne pouvait inquiéter.

C'est ainsi que le mémorandum japonais disait : « Les marchandises ennemies sont : ... c) le chargement consigné à l'Etat ennemi ou à une personne ou agent ennemis, y compris le chargement embarqué avant mais en prévision des hostilités; d) le chargement consigné au cours ou en prévision des hostilités *par* l'Etat ennemi ou par une personne ou agent ennemis à une autre personne ayant son domicile dans l'autre Etat belligérant ou chez

(1) Mémorandums de l'Autriche-Hongrie, de l'Espagne et du Japon.

son allié ou dans un Etat neutre. Toutefois, s'il est clairement établi que la propriété dudit chargement appartient au consignataire, il est exempt de confiscation. Les marchandises appartenant à l'Etat ennemi ou à une personne ennemie qui sont l'objet d'une cession en cours de voyage, sont considérés comme marchandises ennemies jusqu'à la livraison effective. »

(Le mémorandum japonais disait aussi considérer comme ennemis les produits du sol de l'Etat ennemi appartenant au propriétaire de la terre, dans ce cas et pour ces produits, le propriétaire est considéré lui-même comme ennemi, d'après le système anglo-américain dont s'inspirait le Japon).

La base de discussion, consacrant la règle généralement admise, avait été rédigée en ces termes :

39. Le caractère neutre ou ennemi de la marchandise est déterminé par le caractère neutre ou ennemi de celui qui en est le propriétaire régulier.

Cependant, l'Allemagne avait proposé une autre solution : son mémorandum faisait en effet dépendre le caractère ennemi ou neutre de la marchandise, du caractère de celui qui porte les risques d'une perte fortuite en cours de route (1).

Cette interprétation nouvelle de l'article 3 de la Déclaration de Paris fut soutenue par M. Kriege dès la quatrième séance plénière, le 11 décembre 1908.

(1) Mémoires et base de la discussion. Miscellaneous, n° 5. pp. 115-119.

Le délégué plénipotentiaire de l'Allemagne fit valoir d'abord que la solution proposée par la base de discussion pouvait entraîner de nombreuses difficultés, la question de savoir qui est propriétaire de la cargaison d'un navire en voyage n'étant pas résolue de la même façon par tous les Etats. « D'après la législation et les coutumes et usages en vigueur dans le commerce de certains pays, dit-il, le contrat de vente est, non seulement productif d'obligation, mais en même temps translatif de propriété. La marchandise vendue appartient donc à l'acheteur du moment où il a passé le contrat de vente. Selon le droit de certains autres pays, la propriété de la marchandise passe sur la tête de l'acheteur dès qu'elle a été remise au fréteur pour être chargée à bord du navire qui doit la porter à destination. D'autres législations, celle de l'Allemagne entre autres, ont conservé la règle du droit romain, d'après laquelle la convention seule ne déplace pas la propriété. Ce résultat n'est obtenu que par un acte nouveau postérieur au contrat. Il est dès lors possible que la marchandise vendue et chargée à bord d'un navire pour être remise à l'acheteur, continue, pendant la traversée à appartenir au vendeur et que la propriété ne soit transférée qu'après l'arrivée du navire au port de destination. » Si alors un transfert se produit par suite d'un contrat de vente intervenu entre des personnes établies dans des pays différents, et n'ayant pas la même nationalité, à quelle législation faudra-t-il s'adresser pour savoir à qui appartient la marchandise pendant

le voyage? « On se trouve en présence d'un problème qui est l'un des plus épineux du droit international privé : Dans les législations et dans la doctrine on y a donné les solutions les plus diverses : selon les uns, le cas serait régi par la loi personnelle du vendeur ; selon d'autres, par la loi du lieu où l'obligation du contrat de vente doit être accomplie (*lex loci solutionis*) ou par la loi du pavillon du navire sur lequel la marchandise se trouve être chargée. D'autres encore se prononcent en faveur de la loi du lieu où le contrat est intervenu ; mais quel est ce lieu quand la convention a été conclue par correspondance? Question qui, elle aussi, a trouvé toute une série de réponses diverses. Il s'ensuit que la stricte application de la règle de Paris, comprise dans le sens indiqué par la base 39, pourrait amener bien des difficultés. » D'ailleurs en supposant même ces difficultés surmontées et une solution admise sur les questions qui viennent d'être examinées, le système qui fait dépendre la confiscation de la marchandise du caractère ennemi du propriétaire peut entraîner des conséquences contraires au but même de la capture : si l'on s'en prend toujours à la marchandise appartenant à un ennemi et à elle seule, on s'expose à manquer l'ennemi et à nuire aux neutres : En effet la marchandise n'est pas nécessairement aux risques et périls du propriétaire, et d'après l'article 447 du Code civil allemand par exemple, elle peut rester la propriété du vendeur jusqu'à ce qu'elle soit remise à l'acheteur, mais pendant le transport elle est tout de même aux risques et

périls de ce dernier et s'il est neutre, alors que le vendeur est ennemi, c'est lui qui subira les conséquences de la confiscation de la marchandise, propriété ennemie, puisque, malgré cette confiscation, il devra remplir l'obligation corrélatrice dont il est tenu envers le vendeur. Il est vrai que pour écarter ces difficultés, on pourrait décider comme les Cours anglaises et américaines, que le consignataire de la marchandise expédiée en vertu d'un ordre est censé en être le propriétaire. « Ce serait alors une fiction, dit M. Kriege. En apparence on maintient le système qui considère la propriété comme l'élément décisif. Mais en réalité, on fait passer pour le propriétaire celui qui, à vrai dire, n'est que le porteur de risques. Il paraît préférable de constater en termes précis et conformes à la terminologie d'usage dans le droit commun l'élément décisif dont dépend en réalité le caractère neutre ou ennemi de la marchandise. C'est ce que fait le mémorandum allemand en faisant dépendre le caractère neutre ou ennemi de la marchandise du caractère neutre ou ennemi de celui qui en supporte les risques. »

La question était délicate, elle touchait à des points de droit privé, aussi M. Renault proposa-t-il d'en renvoyer l'examen à un petit comité composé de juristes, non sans avoir fait remarquer que la personnalité qui porte les risques n'est pas nécessairement la même d'après les diverses législations, et que, d'autre part, au point de vue du transport de la propriété, les législations ne diffè-

rent pas autant qu'il semble au premier abord (1).

La proposition de M. Renault fut acceptée et un comité juridique fut constitué comme nous l'avons vu (2). Le résumé de ses travaux fut présenté par M. Fromageot dans un rapport à la Commission : Après avoir reconnu que le système d'après lequel le caractère de la marchandise dépend de celui de son propriétaire, système traditionnel, est loin d'être sans inconvénients et que les critiques que lui adressait M. Kriege sont pleinement justifiées, le rapport faisait remarquer cependant que la déclaration de Paris avait entendu par marchandises ennemies ou neutres, la propriété ennemie ou neutre, et non le risque ou la destination, comme le prouvait la pratique, et qu'il semblait difficile même pour remédier à certaines difficultés, de rester dans les limites de l'interprétation d'un acte tout en s'écartant aussi manifestement que la proposition allemande, de l'esprit et de l'intention qui avaient présidé à cet acte. « En deuxième lieu, disait le rapport, le système quel qu'il soit, qui prendrait en considération un autre élément que la propriété et reconnaîtrait à une personne autre que le propriétaire le droit d'agir en restitution de la propriété saisie, et le cas échéant, le droit de se faire indemniser, s'écarterait des dispositions de la convention de La Haye sur l'établissement de la Cour internationale des prises. En effet, aux

(1) 4^e séance plénière, 11 décembre 1908. Miscellaneous, n^o 5, pp. 168-170.

(2) V. p. 140.

termes des articles 1 et 3, il a été stipulé que le jugement de la capture suppose qu'il s'agit « de propriétés neutres ou ennemies » ; le recours à la Cour internationale est reconnu lorsqu'il s'agit de « propriétés » d'une puissance ou d'un particulier neutres, et, en certains cas, des « propriétés » ennemies. L'article 4 ajoute que, pour pouvoir agir, la puissance ou le particulier, doivent se trouver atteints dans leur « propriété » par la décision du Tribunal national. Enfin, l'article 8 dit, plus explicitement encore, qu'en cas de nullité de la capture et de destruction ou vente du navire et de la cargaison, c'est au « propriétaire » que la Cour doit accorder des dommages-intérêts. Dans ces conditions, il apparaît que l'adoption d'un élément de décision, autre que la « propriété » nécessiterait une modification de la convention arrêtée en 1907 et actuellement signée par trente et une puissances (1). »

Examinant cependant en lui-même le système proposé par l'Allemagne, le rapport exprimait des doutes sur les avantages qu'il pouvait présenter. Les divergences entre les lois des différents pays ne sont pas moindres sur la question de savoir qui supporte les risques en cas de vente que sur le transport de la propriété. Comme l'avait fait remarquer M. Renault certains codes ont consacré le principe « *res perit domino*. » ; d'autres ont suivi la règle des Institutes de Justinien « *res perit creditori* ». D'ailleurs l'unité ne se rencontre pas plus dans les prati-

(1) A ces trente-une puissances il faut ajouter la Grande-Bretagne et le Japon, qui ont signé la Convention le 1^{er} mai 1909.

ques commerciales que dans les lois ; serait-il bien utile de faire dépendre le sort de la marchandise des stipulations insérées dans les contrats, si l'on exige en cas de prise, que la preuve résulte des papiers de bord, ou même si l'on considère seulement que les papiers de bord doivent pouvoir renseigner le mieux possible à première vue l'officier capteur ?

D'autre part, « au point de vue du but poursuivi par le belligérant et qui consiste à atteindre la nation ennemie dans son commerce, on peut remarquer qu'en fait le porteur de risques, tout comme le propriétaire, si ce sont des personnes distinctes, est toujours ou presque toujours couvert par une assurance et que finalement, la perte est subie par les assureurs. La question est-elle de savoir qui supporterait la prime de guerre, où faudrait-il rechercher le caractère neutre ou ennemi du, ou le plus souvent des assureurs ?

D'ailleurs, en semblables matières, rien n'empêche la liberté des conventions si nécessaire au commerce et qu'il serait bien difficile de limiter. Il ne paraît guère douteux que l'acheteur ennemi, porteur de risques sans être propriétaire, s'efforcerait de se décharger du risque de prise sur le vendeur neutre désormais parfaitement à l'abri. S'il ne le faisait pas, ses assureurs le lui imposeraient au besoin. Le but de la capture deviendrait illusoire ; il n'en resterait qu'un trouble inutile au belligérant et nuisible aux transactions internationales ».

En présence de ces difficultés le Comité juridique esti-

mais qu'on ne pouvait s'arrêter à la proposition allemande.

Mais alors y aurait-il avantage à s'attacher, non plus à un rapport de droit plus ou moins délicat à établir, mais à un fait facile à déterminer, par exemple au caractère neutre ou ennemi du destinataire ou de l'expéditeur ? Ici encore de graves difficultés surgissaient. Ne serait-on pas amené, pour déterminer le destinataire ou l'expéditeur en cas de transit, aux mêmes complications qu'en matière de destination hostile de la contrebande ? Serait-il opportun d'introduire dans la théorie de la capture des marchandises ennemies, la doctrine du voyage continu et les présomptions de destination qui jusqu'alors lui étaient restées étrangères ?

En s'attachant uniquement au caractère du destinataire, on restreindrait presque entièrement à l'importation ennemie la guerre au commerce de l'adversaire, et en même temps on faciliterait les fraudes puisqu'il suffirait, pour éviter la capture, de couvrir les marchandises destinées à l'ennemi par une adresse fictive à un neutre.

En s'attachant au caractère de l'expéditeur on tomberait dans le défaut contraire : on tenterait l'expéditeur ennemi de se mettre à l'abri sous le nom d'un expéditeur neutre.

Devrait-on alors donner le choix au belligérant entre le destinataire et l'expéditeur ? Ce serait consacrer et même dépasser les présomptions les plus rigoureuses admises jusqu'à présent.

« Dans tous les cas, serait-ce bien atteindre les ressources commerciales de la nation ennemie que de confisquer des marchandises, sans s'occuper de ceux qui, au point de vue économique, doivent en profiter et en faire profiter le pays, mais en raison d'un fait apparemment étranger à la richesse qu'elles procurent ? »

Pour tous ces motifs, le Comité estimait qu'il n'y avait pas avantage à innover sur la pratique traditionnelle. « Celle-ci est sans doute imparfaite, dit le rapport, mais vouloir faire mieux serait risquer, peut-être, de faire plus mal encore » (1).

C'était donc d'après le caractère du propriétaire que le Comité juridique proposait de déterminer le caractère de la marchandise, et nous verrons que la Conférence admit cette solution.

Il restait à fixer le critérium d'après lequel le propriétaire devrait être considéré comme ennemi ou comme neutre.

Sur ce point les opinions étaient partagées : Cinq des puissances représentées à Londres se prononçaient pour le domicile (2), cinq pour la nationalité (3). Le mémo-

(1) Rapport à la Commission de la Conférence au nom du Comité chargé d'examiner la question de la substitution du « porteur de risques » au propriétaire pour la détermination du caractère ennemi des marchandises transportées par mer. *Miscellaneous*, n° 5, pp. 279-282.

Voir aussi Dupuis: *Le Droit de la Guerre maritime, d'après les Conférences de La Haye et de Londres*. 1914, p. 156.

(2) Espagne, Etats-Unis, Grande-Bretagne, Japon, Pays-Bas.

(3) Allemagne, Autriche-Hongrie, France, Italie, Russie.

randum de l'Autriche-Hongrie, pour défendre cette dernière solution faisait valoir les raisons suivantes :

« 1° Le principe du domicile est rejeté par presque tous les États ;

2° Il est dans la nature des choses que seuls les ressortissants de l'État ennemi, et non pas ceux d'États neutres, peuvent être considérés comme propriétaires ennemis ;

3° Les partisans du principe du domicile font valoir une certaine analogie avec la guerre sur terre puisque, dans cette dernière, les neutres qui habitent le territoire ennemi ne peuvent non plus, se soustraire aux souffrances de la guerre. Mais, la convention « concernant les droits et les devoirs des puissances et des personnes neutres en cas de guerre sur terre » déclare expressément : « sont considérés comme neutres les nationaux d'un État qui ne prend pas part à la guerre » ;

4° Le neutre qui habite le territoire ennemi n'est pas appelé sous les drapeaux, tandis que cela est le cas pour les ressortissants du belligérant qui ont leur domicile en territoire neutre (Kleen. Lois et usages de la neutralité, T. I. p. 147 et suiv.) ;

5° Le principe du domicile « restera toujours vague et capricieux tandis que la nationalité est claire et peut être facilement établie » (Kleen. *op. cit.*).

6°) Le principe du domicile devrait, conséquence absurde et immorale, forcer un Etat à considérer comme ennemis ses propres ressortissants » (1).

(1) Miscellaneous, n° 5, p. 116, d'ailleurs l'Autriche proposait de

M. Fromageot, n'ayant pu trouver dans les mémorandums, aucune règle générale sur la question, avait préféré n'en pas faire mention dans la base de discussion n° 39, relative au caractère ennemi des marchandises.

Au cours de la discussion qui eut lieu à la Conférence, les partisans de la règle du domicile firent valoir « que celle-ci répond mieux que toute autre au but de la capture, que seule elle permet d'atteindre le commerce de l'ennemi, que peu importe la nationalité de celui qui se livre au commerce dans un pays, car le commerce d'une personne c'est le commerce du pays où il est fait. On ajouta que, d'ailleurs, le domicile était une question de fait plus facile à déterminer que la nationalité ».

Les partisans de la règle de la nationalité reprirent les arguments invoqués dans le mémorandum de l'Autriche-Hongrie. Ils montrèrent qu'au point de vue de la capture la règle du domicile repose sur des apparences et non sur des réalités. « Il s'agit d'atteindre la puissance commerciale de l'ennemi, dirent-ils, or est-il exact d'assimiler le commerce d'un étranger en pays ennemi au commerce national ennemi ? Le commerce de l'étranger apparaît bien plu ôt comme un élément de la richesse et de la prospérité de son propre pays. Car, au point de vue international, c'est de l'expansion de son commerce à travers le monde qu'une nation tire sa puissance commerciale,

tempérer la règle de la nationalité et de ne considérer comme propriétaires ennemis que les ressortissants de l'Etat ennemi qui y ont leur domicile. V. pp. 96-97.

c'est par là qu'elle affirme ses intérêts économiques, principal élément de la politique moderne. Tous les Etats encouragent le commerce de leurs nationaux à l'étranger. Ils le soutiennent, le cas échéant ils s'efforcent de le protéger contre les mesures locales qui lui seraient préjudiciables. Et le commerçant étranger domicilié, loin de représenter le commerce national du pays où il est établi, en est au contraire, souvent un concurrent redoutable ».

On invoqua aussi les Conventions de La Haye de 1902 et de 1904 qui se basent sur le principe de la nationalité, ainsi que la Convention de 1907 sur les droits et les devoirs des neutres en temps de guerre sur terre, et la Convention sur la Cour internationale des prises qui parle expressément des « ressortissants » (Art. 4 et 7. Voir p. 101) (1).

Enfin, M. Kriege fit remarquer que, d'après la Déclaration de Paris, le sort de la marchandise dépend du pavillon du navire à bord duquel elle est chargée. Or, dans les lois qui règlent dans les différents pays le droit de porter le pavillon, la nationalité des propriétaires joue un rôle décisif, et il paraît logique, quand il s'agit de la marchandise, d'observer le même principe qui domine à l'égard du navire, d'autant plus que sinon les marchandises appartenant à un ressortissant ennemi qui habite le pays de l'adversaire ne seraient pas confiscales, tandis que le navire apparte-

(1) Rapport présenté à la Conférence au nom de la Commission. Miscellaneous, n° 5, pp. 331-332.

nant à la même personne serait passible de confiscation en vertu du droit de capture, conséquence difficile à admettre comme, d'ailleurs, celles qu'avait indiquées le mémorandum d'Autriche-Hongrie (1).

Les arguments ainsi invoqués de part et d'autre ne réussirent pas à amener une entente unanime sur l'une des deux solutions proposées. M. Fusinato, délégué italien, prévoyant cet échec, avait soumis à l'approbation de la Conférence dans la quatrième séance plénière le texte suivant : « Le caractère neutre ou ennemi de la marchandise est déterminé selon la loi du pays dont le propriétaire est le ressortissant (2). » Ce texte avait l'avantage de respecter, les vues particulières de chaque puissance, tout en partant du principe de la nationalité. Mais il souleva de nombreuses objections : on lui reprocha d'abord une trop grande complication, le belligérant capteur ayant pour chaque marchandise capturée à déterminer avant tout la nationalité du propriétaire puis ayant à rechercher le système de ses lois sur la question du caractère hostile ; on montra en deuxième lieu son incertitude, le système national du capturé pouvant être douteux et rien ne paraissant empêcher les puissances neutres de modifier leurs vues pendant la guerre ; enfin on manifesta certaines appréhensions de voir les intérêts de telle ou telle puissance insuffisamment garantis par

(1) Exposé de M. Kriege, à la 2^e séance de la Commission, 16 décembre 1908. *Miscellaneous*, n^o 5. *Annexe*, n^o 71, p. 258.

(2) 4^e séance plénière, 11 décembre 1908. *Miscell.*, n^o 5, p. 168.

l'application de lois étrangères à leur propre jurisprudence et dont ne pourraient se prévaloir, le cas échéant, leurs propres sujets (1).

On discuta alors un ensemble de dispositions « consacrant la règle de la nationalité là où elle paraissait sage et la règle du domicile là où celle-ci présentait des avantages » ; ces dispositions étaient les suivantes :

« Le caractère neutre ou ennemi des marchandises trouvées à bord d'un navire ennemi est déterminé par la nationalité neutre ou ennemie de leur propriétaire et en cas d'absence de nationalité ou de double nationalité neutre et ennemie de leur propriétaire, par le domicile de celui-ci en pays neutre ou ennemi.

« Toutefois les marchandises appartenant à une société anonyme ou par actions sont considérées comme neutres ou ennemies, selon que la société a son siège social en pays neutre ou ennemi » La majorité des membres du Comité avaient admis ce texte, mais malgré divers ajournements l'unanimité ne put être atteinte (2). La deuxième question que nous venons d'examiner ne fut pas résolue. La Conférence, en ce qui concerne le caractère ennemi des marchandises en général, reprit simplement le texte de la base de discussion, et l'article 58 de la déclaration de Londres se borne à dire :

(1) Rapport présenté à la Conférence au nom de la Commission. Miscellaneous, n° 5, p. 332.

(2) Rapport à la Conférence au nom de la Commission. Miscell., n° 5, pp. 332-333.

« Le caractère neutre ou ennemi des marchandises
« trouvées à bord d'un navire ennemi est déterminé par
« le caractère neutre ou ennemi de leur propriétaire. »

L'article 59 ajoute :

« Si le caractère neutre de la marchandise trouvée à
« bord d'un navire ennemi n'est pas établi, la marchan-
« dise est présumée ennemie. »

Cette présomption a toujours été admise comme le constatait le Comité juridique (1) ; ce n'est d'ailleurs qu'une présomption simple laissant au revendiquant le droit mais la charge de prouver ses droits (2).

Enfin l'article 60 de la Déclaration porte :

« Le caractère ennemi de la marchandise chargée à bord
d'un navire ennemi subsiste jusqu'à l'arrivée à destination, nonobstant un transfert intervenu pendant le cours de l'expédition, après l'ouverture des hostilités.

Toutefois, si, antérieurement à la capture, un précédent propriétaire neutre exerce, en cas de faillite du propriétaire ennemi actuel, un droit de revendication légale sur la marchandise, celle-ci reprend le caractère neutre. »

Le premier paragraphe de cet article ne fait que consacrer une règle qui se trouvait dans plusieurs mémorandums, comme nous l'avons vu. Dans la crainte de fraudes

(1) Rapport à la Commission au nom du Comité juridique. *Miscell.*, n° 5, p. 280.

(2) Rapport à la Conférence au nom de la Commission. *Miscell.*, n° 5, p. 333.

difficiles à découvrir les transferts *in transitu* de marchandises qui appartenaient à des ennemis au moment du départ sont considérés nuls. Mais « s'inspirant du même esprit d'équité qui a présidé à la convention de La Haye, sur le régime des bâtiments de commerce au début des hostilités, et du même désir de garantir les opérations entreprises dans la confiance du temps de paix (1) » le texte spécifie qu'il ne s'agit que des transferts opérés après l'ouverture des hostilités, quelle que soit d'ailleurs la date du départ du navire. Si celui-ci a pris la mer avant le commencement de la guerre et ignore encore les hostilités au moment où il est rencontré, l'article 4 de la convention de La Haye « sur le régime des navires ennemis au début des hostilités » (18 octobre 1907) décide que les marchandises ennemies qu'il porte peuvent être saisies et restituées après la guerre sans indemnité, ou peuvent être réquisitionnées moyennant indemnité. Leur propriétaire ennemi est à même de connaître la guerre, il peut donc chercher à éviter ses conséquences par le transfert des marchandises à un neutre en cours de voyage, un tel transfert ne doit pas être valable.

Enfin on a crû devoir ajouter, sinon une restriction, du moins un complément jugé nécessaire. Dans un grand nombre de pays, expose le rapport de la Commission, le vendeur non payé a, en cas de faillite de l'acheteur, un droit de revendication légale (stoppage

(1) Rapport à la Conférence au nom de la Commission. *Miscell.*, n° 5, p. 280.

in transitu) sur les marchandises déjà devenues la propriété de l'acheteur, mais non encore parvenues jusqu'à lui. En pareil cas la vente est résolue, et par l'effet de sa revendication, le vendeur reprend sa marchandise sans être réputé avoir jamais cessé d'être propriétaire.

Il y a là en réalité, non pas un transfert, mais la résiliation d'un transfert antérieur. Et supposant le cas où l'acheteur tombé en faillite est ennemi et le vendeur neutre, l'article 60 décide que si le vendeur exerce, antérieurement à la capture, son droit de revendication sur la marchandise, celle-ci reprend le caractère neutre.

L'intervention judiciaire obligatoire en cas de faillite, est de nature à rendre les abus difficiles et la Commission en expliquant dans son rapport qu'on a voulu sauvegarder cette garantie accordée au commerce neutre en cas de « faillite non simulée », reconnaît à la Cour des prises le pouvoir de décider s'il y a eu fraude (1). Remarquons qu'il n'est pas parlé dans l'article 60 des transferts de marchandises par succession. Cette question ayant été soulevée par le Comte de la Mortera, au cours de la 10^e séance de la Commission, M. Fromageot fit simplement observer qu'en cas de translation de la propriété de marchandises au commerce par l'effet d'une succession, on pouvait considérer que la marchandise englobée dans

(1) Rapport de la Commission. *Miscell.*, n° 5, p. 333. Voir aussi le résumé de la 10^e séance de la Commission (10 février 1909). *Miscellaneous*, n° 5, p. 206.

la valeur de la maison de commerce passait telle qu'elle était, c'est-à-dire le cas échéant, avec le caractère ennemi (1).

M. de Boeck estime cependant que l'article 60 vise uniquement les transferts volontaires et ne s'applique par conséquent pas aux mutations de propriété survenues par succession; son opinion nous paraît justifiée, la crainte de la fraude ne pouvant guère être invoquée dans ce cas. Le même auteur ajoute avec raison que l'article 60 ne pourrait pas plus être invoqué dans le cas où le propriétaire ennemi au début du voyage de sa marchandise, deviendrait neutre par un changement de nationalité où de domicile (2); dans ce cas en effet il n'y a pas de transfert et c'est l'article 58, semble-t-il, qui doit être appliqué : le propriétaire étant neutre la marchandise ne peut être confisquée ; à moins que le capteur établisse qu'il y a eu fraude de la part du réclamant.

(1) *Miscellaneous*, n° 5, p. 206.

(2) *Cours de droit international public* de Despagnet. 4^e éd., revue par de Boeck. 1910, p. 1098.

CONCLUSION

Il est certainement regrettable que la Conférence de Londres ne soit pas arrivée à donner une solution plus complète à la question du caractère hostile. Cependant les résultats acquis sont loin d'être négligeables :

D'abord en ce qui concerne les navires, dans le cas général, la règle posée par l'article 57 de la Déclaration du 26 février 1909, est très nette : s'attachant seulement au pavillon régulièrement porté, ce texte supprime toute incertitude : la question du domicile ou de la nationalité des propriétaires ne se pose plus ici ; et d'autre part, les neutres n'ont plus à craindre de compromission du fait qu'ils sont copropriétaires d'un bâtiment avec des ennemis (1).

La même précision se retrouve dans les articles 55 et 56 relatifs au transfert de pavillon, et l'on ne pouvait espérer, sur cette question, une solution plus libérale que celle qui a été consacrée par la déclaration de Londres.

(1) Dupuis. *Le Droit de la Guerre maritime, d'après les Conférences de La Haye et de Londres*. 1911, p. 130.

Malheureusement, faute d'entente unanime, la question des commerces nouveaux dût être réservée en 1909, et c'est à la Cour internationale des prises qu'il appartient de se prononcer sur ce point. Toutefois, comme le remarque M. Dupuis (1), on peut déduire des termes de l'article 57, aliéna 2, que le caractère ennemi ne saurait désormais être attribué à un navire sous prétexte qu'il serait engagé dans le commerce et la navigation de l'ennemi, en dehors du cas expressément visé par cet article. Il suffit de se rappeler les prétentions de l'Angleterre à ce sujet, pour comprendre l'intérêt de cette constatation.

Enfin, en ce qui concerne les marchandises, la formule admise par la Conférence de Londres est vague et en réalité la question de la détermination du caractère hostile sur ce point reste entière. Cependant, de ce que la règle proposée par la Commission a été inscrite dans la Déclaration, sans réserve et sans addition, M. Dupuis conclut que la Conférence a proscrit toute attribution du caractère ennemi soit à raison de l'origine des marchandises, soit à raison de leur incorporation dans le commerce ennemi (2). Mais les tribunaux de prises nationaux l'admettront-ils ? Ceux de l'Angleterre et des Etats-Unis, en particulier, ne chercheront-ils pas à interpréter la règle de l'article 58, de façon à maintenir les solutions rigoureuses que leur jurisprudence a consacrées jusqu'à présent ?

(1) *Id.*, p. 141.

(2) Dupuis. *Le Droit de la Guerre maritime, d'après les Conférences de La Haye et de Londres*. 1911, p. 156

Il est vrai que la Cour internationale des prises aura ici encore à se prononcer en dernier ressort. Parmi les juges appelés à y siéger pourront se trouver des membres de la Conférence de Londres qui diront quel sens la Conférence a voulu donner à l'article 58, d'après les discussions auxquelles ils ont pris part.

Ces discussions ne sont donc pas inutiles. D'ailleurs les représentants des puissances aux Conférences futures pourront aussi s'y reporter avec fruit, quand ils auront de nouveau à se prononcer sur le sort des marchandises en temps de guerre maritime.

Puissent-ils, sans s'arrêter aux distinctions forcément arbitraires admises jusqu'ici, achever l'œuvre de justice entreprise depuis quelques années par tous les peuples civilisés et consacrer enfin le principe de l'inviolabilité de la propriété privée sur mer comme sur terre, dans l'intérêt des neutres autant que dans celui des sujets des Etats en guerre qui, ne prenant pas une part directe aux hostilités, ne doivent pas plus avoir à souffrir de celles-ci dans leurs biens que dans leur personne.

Vu : Le Doyen,
P. CAUWÈS.

Vu : Le Président de la Thèse,
André WEISS.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

BIBLIOGRAPHIE

- BARBOUX. — Jurisprudence du Conseil des Prises pendant la guerre de 1870 1871. 1872.
- DE BOECK. — De la propriété privée ennemie sous pavillon ennemi 1882.
- BLUNTSCHLI. — Le Droit international codifié, 3^e édition, 1881.
- BONFILS, FAUCHILLE. — Manuel de Droit international public. 5^e édition, 1908.
- BULMERINCQ. — Le Droit des Prises maritimes. Revue de Droit international et de Législation comparée. Années 1878-1881.
- CALVO. — Le Droit international théorique et pratique, 4^e édition, 1887-1888.
- CANTILLON DE TRAMONT. — De la nationalité des navires. Thèse Paris 1907.
- CAUCHY. — Le Droit maritime international considéré dans ses origines et dans ses rapports avec les progrès de la civilisation. 1862.
- DALLOZ. — Répertoire alphabétique et Supplément. — Jurisprudence générale. Années 1872 et 1873.
- DESPAGNET. — Cours de Droit international public, 4^e édition, revue par de Boeck. 1910.
- Deuxième Conférence de la Paix. Actes et Documents. 1908.

DUPUIS (Ch.). — Le Droit de la guerre maritime d'après les doctrines anglaises contemporaines. 1899. — Le Droit de la guerre maritime d'après les Conférences de La Haye et de Londres. 1911.

GEOUFFRE DE LAPRADELLE. — La guerre maritime après la nouvelle Conférence de la paix. Revue des Deux-Mondes. Année 1908.

GESSNER. — Le Droit des neutres sur mer, 2^e édition. 1876.

HALL. — International Law, 4^e édition, 1895.

HAUTEFEUILLE. — Des droits et des devoirs des nations neutres en temps de guerre maritime, 3^e édition. 1868.

ISAMBERT. — Recueil des anciennes lois françaises.

LAWRENCE. — The principles of international law. 1898.

LÉMONON. — La Conférence navale de Londres. 1909.

Livres bleus anglais. — Correspondance and documents respecting the international naval Conférence held in London december 1908, february 1909. Miscellaneous n° 4. 1909. Proceedings of the international naval Conference held in London dec. 1908, febr. 1909. Miscellaneous n° 5. 1909.

Livre jaune français. — Conférence navale de Londres. 1908-1909.

NYS. — Le domicile de guerre et le principe de la nationalité. Revue de Droit international et de législation comparée. Année 1907.

ORTOLAN. — Règles internationales et diplomatie de la mer, 4^e édition. 1864.

PHILLIMORE. — Commentaries upon international law, 2^e édition. 1873.

DE PISTOYE et DUVERDY. — Traité des Prises maritimes. 1859.

POLITIS. — La Déclaration de Londres de 1909 sur différents points de droit maritime. Journal de droit international privé. Année 1909.

- RENAULT. — Les deux Conférences de la Paix 1908. La Conférence navale de Londres. 1909.
- ROLIN-JACQUEMYS. — Observations à l'Institut de Droit international. Revue de Droit international et de législation comparée. Année 1873.
- TAKAHASHI. — Cases on international law during the chino-japanese war. Cambridge 1899.
- TWISS (Sir Travers). — Le droit des gens ou des nations considérées comme communautés politiques indépendantes. 1889.
- U. S. Naval War College. International law Topics and discussions. 1906.
- WESTLAKE. — International law. 1907.
- WHEATON. — Eléments de droit international, 1864. Histoire des origines, des progrès et des variations du droit des gens, 4^e édition, 1863.
- WILDMAN. — Institutes of international law. 1849-50.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
INTRODUCTION	1
PREMIÈRE PARTIE	
La détermination du caractère hostile avant 1909.....	31
CHAPITRE PREMIER. — <i>Système français</i>	34
§ 1. Les navires.....	35
§ 2. Les marchandises	49
CHAPITRE II. — <i>Système anglo-américain</i>	61
§ 1. Les personnes	62
§ 2. Les navires.....	80
§ 3. Les marchandises.....	90
DEUXIÈME PARTIE	
La Conférence navale de Londres (19 décembre 1908.	
Février 1909).....	99
CHAPITRE PREMIER. — <i>Historique de la Conférence</i>	99
CHAPITRE II. — <i>La question du caractère hostile à la Con-</i>	
<i>férence</i>	113
§ 1. Les navires	115
§ 2. Les marchandises.....	132
CONCLUSIONS.....	153
BIBLIOGRAPHIE.....	157

